

REMERCIEMENTS

L'équipe de recherche de l'École d'éducation de l'Université de Katmandou (KUSOED) exprime sa profonde gratitude aux nombreuses personnes et organisations dont les contributions ont été essentielles à la réalisation du rapport intitulé « Recherche d'impact : Mouvement pour des menstruations dignes au Népal ». Nous sommes particulièrement reconnaissants à la Coalition mondiale du Sud pour des menstruations dignes (GSCDM) et à la Fondation Radha Paudel (RPF) pour leur soutien indéfectible tout au long de ce travail de recherche. Nous tenons à remercier tout particulièrement Radha Paudel pour son expertise technique et son engagement constant, qui ont grandement contribué à la qualité de cette étude. Nous remercions également Sapna Poudel et Lal Sharan Chalaune pour leur précieuse coordination et leur aide à la documentation. Par ailleurs, nous tenons à remercier l'Agence Française de Développement (AFD) et le projet Sang pour Sang (SpS) pour leur rôle essentiel dans la mobilisation des fonds de recherche qui ont permis la réalisation de ce travail. Enfin, nous adressons nos remerciements les plus sincères aux stagiaires et au personnel de la RPF et de la GSCDM pour leur soutien dévoué, leur vérification rapide des faits et pour la mise à disposition de documents historiques et de photographies d'une valeur inestimable. Nous remercions le Comité d'éthique de la recherche de KUSOED, sous la direction du doyen, pour l'approbation éthique nécessaire à la réalisation de cette recherche. Le soutien du Centre de recherche et d'innovation (CRI) de KUSOED, notamment son assistance logistique et administrative, a été essentiel au bon déroulement des activités de recherche. Nous tenons à souligner tout particulièrement le travail des membres de l'équipe de recherche – chercheurs principaux, stagiaires et responsables thématiques – dont l'engagement indéfectible envers la rigueur et l'excellence académiques a été manifeste à chaque étape de l'étude, du travail de terrain à l'analyse des données. Leur diligence et leur dévouement ont été essentiels à l'élaboration de ce rapport. Enfin, nous tenons à exprimer notre sincère gratitude à tous les participants qui ont généreusement partagé leur temps, leurs idées et leurs expériences de vie. Leurs contributions ont considérablement enrichi les résultats et l'analyse présentés ici.

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

Fondation pour les soins de santé contre le sida
Convention sur l'élimination de toutes les formes de violence
Organisation de la société civile
Menstruation digne
Campagne pour des menstruations dignes - Violences sexistes
Égalité des genres et inclusion sociale
Gouvernement du Népal
Coalition mondiale du Sud pour une vie digne
Conférence internationale sur la population
Entretien approfondi
Organisations non gouvernementales internationales
Entretien avec un informateur clé
Lesbienne, gay, bisexuel, transgenre, Ministère de l'Éducation, des Sciences et Ministère de la Femme, de l'Enfance et de la Jeunesse
Organisation non gouvernementale
Commission népalaise des droits de l'homme
Fondation Radha Paudel
Objectifs de développement durable
Violences sexuelles et sexistes
Société pour la recherche sur le cycle menstruel
Santé sexuelle et reproductive et AHF
CEDAW
CSO
DM
DMC-Népal
VBG
GESI
GoN
GSCDM
CIPD
IDI
ONG
KII
LGBTQIA+
MOEST
MoWCSC
ONG
NHRC
FPR
ODD
SGBV
SMCR
SRDH
SRDH
Santé sexuelle et reproductive et ToT
Formation des formateurs
PNUD
Développement des Nations Unies
UNESCO
Éducation et science des Nations Unies
UNICEF
Fonds des Nations Unies pour l'enfance
LAVÉR
Eau, assainissement et hygiène
OMS
Organisation Mondiale de la Santé

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

La discrimination menstruelle englobe un large éventail de silences, de tabous, de gêne, de stigmatisation, de restrictions, de violences, d'abus et de refus d'accès aux ressources et aux services auxquels les personnes menstruées sont confrontées tout au long de leur vie. Complexe et multiforme, elle se pratique à l'échelle mondiale sous différentes formes, perpétuant ainsi les rapports de pouvoir et le patriarcat. Elle constitue également une violation des droits humains et une forme de violence sexuelle et sexiste. Malgré une sensibilisation croissante aux droits humains, aux droits des femmes, au féminisme et aux droits menstruels, la discrimination menstruelle demeure insuffisamment prise en compte. Pour remédier à ces lacunes, le mouvement pour des menstruations dignes (MM) a émergé comme un cadre de défense des droits humains holistique, décolonisé et porté par les personnes survivantes, visant à éradiquer toutes les formes de discrimination menstruelle tout au long du cycle de vie, dans toute sa diversité. Il ne s'agit pas d'un projet ponctuel, limité dans le temps et bénéficiant d'un financement spécifique, mais d'une initiative en pleine expansion, menée par la Campagne pour des menstruations dignes au Népal (DMC-Népal) et la Coalition mondiale du Sud pour des menstruations dignes (GSCDM), toutes deux pilotées par la Fondation Radha Paudel (RPF). Dans ce contexte, il est essentiel d'analyser l'impact de ce mouvement pour comprendre ses réussites et ses difficultés. Cette étude examine donc l'impact du mouvement pour des menstruations dignes au Népal et au-delà. L'étude a utilisé une méthodologie de recherche qualitative structurée autour de deux composantes principales : une analyse documentaire exhaustive et des entretiens approfondis avec plus de 60 parties prenantes diverses afin de saisir les résultats multiformes du mouvement. Voici quelques-unes des principales conclusions de l'étude : 1. Création de concepts clés Le mouvement DM a fortement établi certains concepts clés comme la discrimination menstruelle, le DM, les personnes menstruées et non menstruées, le symbole du DM, qui Ces concepts symbolisent une approche du cycle de vie et vont au-delà de la gestion et des infrastructures menstruelles. De plus, ils sont mis en œuvre à travers divers produits de connaissances. De plus, elle propose des indicateurs pragmatiques de gestion des menstruations pour les écoles et les lieux de travail adaptés, les produits menstruels, les initiatives WASH et le congé menstruel. Cette approche de gestion des menstruations pallie également les insuffisances de l'approche intersectionnelle et inclut les personnes en situation de handicap et les personnes LGBTQIA+. 2. L'absence de discrimination menstruelle dans les principaux discours mondiaux Les droits humains, les droits des femmes, la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR) et le féminisme ont largement abordé les questions de pouvoir et de patriarcat. Cependant, ils ont largement négligé le rôle de la discrimination menstruelle dans la construction et le renforcement de ces rapports de pouvoir et de ce patriarcat. De plus, ils ont occulté le fait que la discrimination menstruelle constitue une violation des droits humains, une violence sexiste et un facteur causal de cette violence.

De plus, le mouvement mondial pour les droits des personnes menstruées ne parvient pas non plus à reconnaître la nature complexe et multiforme de la discrimination menstruelle. 3. L'essor progressif du mouvement DM Malgré les obstacles, le mouvement DM prend progressivement forme à travers plus de 55 organisations au Népal et 95 membres à travers le monde. Cela témoigne de la reconnaissance du DM comme une priorité longtemps négligée. 4. Impact du diabète sur le niveau individuel La discrimination menstruelle est omniprésente dans toutes les cultures et tous les contextes. Pourtant, des personnes ont commencé à adopter des valeurs de bienveillance envers les

personnes menstruées au niveau individuel, familial et communautaire. Des personnes engagées, des bénévoles, des stagiaires, des guérisseurs et même des personnes non menstruées se sont transformées et sont devenues des acteurs du changement pour lutter contre ces discriminations. 5. Impact du DM sur les établissements d'enseignement Il s'agit encore d'un sujet absent des programmes scolaires (du primaire à l'enseignement supérieur), cependant, quelques institutions et individus ont adopté des indicateurs favorables au diabète et ont initié un discours sur le sujet. 6. Impact du DM sur les ONG internationales Le secteur du développement et les organismes de financement ont privilégié les intérêts du Nord global et l'agenda colonisé, ce qui a conduit à une mauvaise interprétation de la discrimination menstruelle, et la plupart d'entre eux (à l'exception d'Amplify Change, de la Fondation SETI, d'AHF et d'AFD) ont induit en erreur le mouvement menstruel. Quelques ONG locales membres de DMC-Népal et de GSCDM ont adapté les indicateurs et les valeurs de DM dans leurs politiques (en particulier les politiques GESI) et leurs programmes. 7. Engagement parlementaire sur les DM Souvent, les parlementaires et les politiciens se désintéressent de la discrimination menstruelle. Cependant, certains commencent à s'exprimer publiquement sur le sujet, en se concentrant principalement sur la gestion des menstruations. Très peu de parlementaires, comme ceux du Sri Lanka, ont pris position. Le Sri Lanka, l'Écosse et le Népal ont explicitement plaidé en faveur de la reconnaissance des menstruations dignes. En particulier, l'Assemblée nationale du Népal a récemment adopté à l'unanimité une résolution historique sur les menstruations dignes. 8. Impact du DM sur les gouvernements Malgré leur obligation de mettre en œuvre les cadres relatifs aux droits humains, la plupart des gouvernements n'ont pas fait de la discrimination menstruelle une priorité absolue. Quelques-uns ont abordé la question des menstruations, mais leurs efforts se concentrent sur la gestion des symptômes. Exceptionnellement, les gouvernements du Népal et du Sri Lanka, y compris les administrations locales, ont commencé à élaborer des politiques et des programmes de gestion des symptômes menstruels. 9. Engagement des personnes non menstruées Il existe un profond silence et une grande ignorance concernant la discrimination menstruelle et son impact au sein des organisations et réseaux de personnes non menstruées. Bien que peu nombreux, les alliés des personnes non menstruées – enseignants, chefs religieux et personnalités politiques – se mobilisent et militent pour la DM, remettant en question les normes discriminatoires liées aux menstruations.

Au niveau mondial, MenEngage Alliance (Global) a étendu sa solidarité depuis le début du GSCDM. 10. Impact sur les médias En raison du manque de connaissances médiatiques sur la gestion des menstruations, les médias existants traitent souvent de ce sujet. Très peu de médias nationaux et internationaux ont récemment commencé à reconnaître l'urgence de la gestion des menstruations en tant que droit humain. Cependant, ils accusent un retard considérable dans l'intégration des indicateurs relatifs à la gestion des menstruations dans leurs politiques institutionnelles et leurs environnements de travail. 11. Approbation de la Journée internationale du diabète Malgré les résistances de certains acteurs, la Journée internationale du DM (8 décembre) est observée depuis 2019 par un nombre croissant d'acteurs nationaux et internationaux, notamment des gouvernements, des ONG internationales et nationales, des écoles et des organisations privées. 12. Pertinence et durabilité du mouvement DM Bien que le mouvement de décolonisation des ressources soit d'une grande pertinence aux niveaux national et international et cohérent avec les cadres mondiaux des droits humains, sa viabilité financière reste un défi. Celle-ci repose en partie sur l'engagement de la communauté des donateurs à décoloniser les connaissances et les ressources, et en partie sur l'appropriation par les gouvernements nationaux et les acteurs locaux.

Recommandations À partir des principaux constats, des recommandations stratégiques sont formulées à l'intention des différentes parties prenantes : DMC-Nepal, RPF et GSCDM devraient étendre leurs réseaux et renforcer leurs collaborations avec leurs partenaires financiers et non financiers afin d'élargir la portée et les ressources du mouvement. DMC-Nepal, RPF et GSCDM devraient diffuser les produits de connaissances en matière de gestion des données avec Le GSCDM s'adresse à un public diversifié, notamment les personnes menstruées en situation de handicap et les personnes LGBTQIA+. Il doit progressivement constituer une équipe multinationale et diversifiée afin de renforcer la coordination régionale et mondiale, de développer la collaboration Sud-Sud, de mener des recherches-actions participatives et des projets appliqués pour produire des données probantes et éclairer les politiques et les pratiques en partenariat avec le monde universitaire et les ONG internationales et nationales. La communauté du développement et les organismes de financement doivent soutenir les campagnes de gestion des données en réorientant les ressources vers la recherche et la collaboration Sud-Sud ; en prenant des mesures immédiates pour intégrer le cadre de la gestion des données dans les domaines de la santé et des droits sexuels et reproductifs (SDSR), des droits de l'enfant, des droits humains, des droits des femmes, de la politique et du féminisme ; et en intégrant la gestion des données comme thème transversal dans tous les secteurs et à tous les niveaux.

Les gouvernements devraient élaborer une politique indépendante sur la gestion des menstruations et mettre au point des programmes stratégiques chiffrés pour sa mise en œuvre. De plus, il est important qu'ils collaborent avec les coalitions locales de gestion des menstruations afin de tirer parti de leur expertise, de leur présence sur le terrain et des connaissances autochtones pour une programmation efficace. Le monde universitaire peut mobiliser des ressources pour promouvoir la recherche et le débat sur la gestion des menstruations, ainsi que le plaidoyer politique. De même, il est nécessaire d'intégrer la gestion des menstruations dans les programmes d'enseignement afin de redonner de la dignité aux personnes vivant les menstruations. Les médias devraient jouer un rôle actif de surveillance contre la désinformation sur la discrimination menstruelle et mettre en œuvre des politiques favorables aux femmes souffrant de dysfonction menstruelle au sein des organes de presse.

CHAPITRE I INTRODUCTION

Ce chapitre présente les concepts fondamentaux essentiels à la compréhension du mouvement pour des menstruations dignes (MM), en commençant par une exploration des menstruations, des discriminations menstruelles et du mouvement lui-même. Il souligne que les MM dépassent les discours conventionnels sur l'hygiène et l'accès aux produits menstruels en positionnant les menstruations comme un enjeu crucial en matière de droits humains et d'égalité des genres. Le chapitre propose un aperçu des principales politiques nationales au Népal et situe les MM dans le cadre international des droits humains, en mettant en lumière les actions de plaidoyer en cours. Il retrace également les origines et le développement du mouvement pour des MM sous l'impulsion d'une militante népalaise de premier plan, en soulignant la diversité des actions entreprises pour lutter contre la stigmatisation et les discriminations liées aux menstruations. Enfin, il expose les objectifs de cette étude d'impact, préparant ainsi le terrain pour une évaluation complète de l'influence du mouvement. Concept de menstruation Les menstruations constituent une étape

naturelle du développement que vivent toutes les personnes menstruées (nées avec un utérus et des ovaires). Elles débutent généralement entre 10 et 16 ans et se poursuivent jusqu'à la ménopause, qui survient habituellement entre 45 et 55 ans. Divers facteurs biologiques et environnementaux influencent les menstruations et la ménopause. Il est important de noter que le sang menstruel est pur et sain ; il n'est pas un signe de maladie ou de faiblesse (Dignified Menstruation Campaign – Nepal [DMC-Nepal], 2025 ; GSCDM, 2019). Cependant, certaines affections médicales liées aux menstruations et à la ménopause peuvent engendrer des difficultés physiques et émotionnelles importantes chez les personnes menstruées. En népalais, les menstruations sont désignées par plus de 50 noms différents, dont « Mahinawaari » (महनावारी) étant le terme le plus couramment utilisé et considéré comme respectueux (DMC-Népal, 2025). Malgré cela, le sang menstruel est souvent perçu Les menstruations sont perçues comme « impures », « sales » ou comme un signe de « faiblesse » (FOS FEMINISTA, 2024). Ces croyances ont donné naissance à de nombreux mythes et pratiques socioculturelles et politiques qui perpétuent la discrimination à l'égard des personnes menstruées.

Discrimination menstruelle Les perceptions et les pratiques liées aux menstruations existent depuis l'aube de la civilisation et varient considérablement selon les individus et les cultures. Parmi celles-ci, les perceptions et pratiques socialement et psychologiquement dégradantes ont été identifiées et regroupées sous le terme de discrimination menstruelle. Ce terme englobe le silence, les tabous, la honte, la stigmatisation, les abus, les violences, les restrictions et le manque d'accès aux services et aux ressources liés aux menstruations tout au long du cycle de vie des personnes menstruées (GSCDM, 2019).

La discrimination menstruelle est reconnue comme un mécanisme essentiel de construction et de perpétuation des rapports de pouvoir et du patriarcat, influençant le vécu des personnes menstruées tout au long de leur vie (Paudel, 2023). Si de nombreuses études ont examiné les menstruations, beaucoup se concentrent principalement sur les aspects médicaux ou commerciaux, notamment la stigmatisation ou les restrictions spécifiques liées aux menstruations. En réponse, le RPF plaide pour une reconceptualisation globale de la discrimination menstruelle, la proposant comme un cadre inclusif qui englobe la quasi-totalité des pratiques menstruelles indignes à travers le monde (Goldblatt & Steele, 2019 ; Paudel, 2020). La visibilité des discriminations menstruelles varie considérablement selon les cultures et les contextes ; elle peut être flagrante dans certaines sociétés, tandis qu'elle est plus subtile, voire invisible, dans d'autres. Il est important de noter que les discriminations menstruelles ne constituent pas un phénomène linéaire, mais plutôt un problème complexe et multiforme. Elles sous-tendent la formation et la socialisation des structures de pouvoir hiérarchiques et des normes patriarcales (Paudel, 2023). Paudel (2023) souligne également comment les normes sociales positionnent les personnes non menstruées comme fortes et supérieures, tandis que les personnes menstruées sont souvent considérées comme impures et soumises à des restrictions, renforçant ainsi les inégalités systémiques de genre dès le plus jeune âge. Le GSCDM souligne également qu'un seul acte discriminatoire lié aux menstruations peut violer de multiples droits humains, notamment les droits à la santé, à l'éducation, à la participation, à la liberté, à l'égalité, à la dignité, etc. Les pratiques qui isolent ou restreignent les personnes menstruées constituent des formes de violence (GSCDM, 2019). Ces pratiques limitent l'accès aux services essentiels et aggravent la marginalisation sociale (Regmi et al., 2020). Paudel (2020) décrit la discrimination menstruelle comme un problème qui dure toute la vie, « de la naissance à la mort », et qui affecte toutes les dimensions de la vie sociale, économique, culturelle et politique. Qu'elle se manifeste par des avortements sélectifs en fonction du sexe ou par la discrimination scolaire, la

discrimination menstruelle persiste. Absentéisme, exclusion du travail ou mariage d'enfants : les conséquences de la discrimination menstruelle sont profondes, durables et systémiques. Menstruation digne La notion de « menstruation digne » est un cadre conceptuel global élaboré par Radha Paudel et promu par la suite par le RPF et le GSCDM. Elle se définit comme une situation où les personnes menstruées vivent libres de toute forme de discrimination liée aux menstruations, notamment la honte, la stigmatisation, les tabous, les abus, les restrictions, la violence et le refus de services, dans tous les aspects de leur vie (GSCDM, 2019). Ce cadre englobe une approche novatrice, holistique et décolonisée du cycle de vie, qui prend en compte la nature multiforme de la discrimination menstruelle (Paudel, 2020).

Cette approche souligne l'importance de favoriser un dialogue ouvert sur les menstruations au sein des familles, des écoles, des communautés, des lieux de travail et des sphères politiques, le tout dans une perspective de droits humains. Ce faisant, DM remet en question les normes politiques et sociales profondément ancrées ainsi que les inégalités systémiques qui marginalisent les personnes menstruées et limitent leur accès aux ressources, à l'éducation et aux opportunités (Obol, 2023). Ce cadre inclut explicitement toutes les personnes qui ont leurs menstruations — filles, femmes, hommes trans et personnes non binaires nées avec un utérus et des ovaires — affirmant leur droit de gérer leurs menstruations dans la dignité, sans crainte, exclusion ni discrimination (GSCDM, 2019). De plus, il souligne les implications plus larges de la discrimination menstruelle, qui dépassent le simple cadre de la santé et affectent l'estime de soi, la réussite scolaire, l'emploi et les droits humains fondamentaux (Matteson et al., 2020). En définitive, l'objectif de DM est de garantir que les personnes menstruées puissent vivre dans la dignité tout au long de leur vie, de la naissance à la mort, en éliminant tous les obstacles liés à la discrimination menstruelle et en promouvant la justice menstruelle comme une composante intégrante de l'égalité des sexes et des droits humains (GSCDM, 2019).

Politiques relatives aux menstruations dignes au Népal Le gouvernement népalais a réalisé des progrès considérables dans l'institutionnalisation de la dignité menstruelle grâce à une série de politiques et de cadres juridiques coordonnés. La Constitution népalaise de 2015 offre un fondement solide à la dignité menstruelle en consacrant les principes d'égalité, de non-discrimination, de dignité et de liberté. Le préambule rejette toutes les formes de discrimination et de nombreux droits fondamentaux soutiennent directement la dignité menstruelle. Il s'agit notamment du droit à la dignité (article 16(1)), du droit à l'égalité (article 17(1)), du droit à la liberté (article 18(1-3)) et du droit de ne pas être exploité (article 29(1-3)). Le droit à un environnement sain (article 30, paragraphe 1), le droit à l'alimentation (article 36, paragraphes 1 et 2), le droit au logement (article 37, paragraphe 1), le droit à une maternité sans risque et aux droits reproductifs (article 38, paragraphes 3 et 4), le droit à l'enfance (article 39) et le droit à la justice sociale (article 42) constituent ensemble un cadre complet de droits humains qui soutient l'élimination de la discrimination liée aux menstruations dans les sphères individuelle, familiale, communautaire, éducative et professionnelle. En 2017, le ministère de l'Approvisionnement en eau et de l'Assainissement, en collaboration avec le ministère de la Femme, de l'Enfance et des Personnes âgées, le ministère de l'Éducation, des Sciences et de la Technologie et le ministère de la Santé et de la Population, a élaboré la Politique nationale pour des menstruations dignes. La même année, le Code civil et pénal a été modifié afin d'ériger en infraction pénale la discrimination menstruelle, en vertu des articles 168 (3, 4 et 5), constituant ainsi une avancée juridique majeure.

Par la suite, le ministère de la Femme, de l'Enfance, de la Santé et des Services sociaux (MoWCSC) a élaboré les Lignes directrices sur les menstruations dignes en 2021 pour remplacer les lignes directrices Chhaupadi de 2008 et a intégré les menstruations dignes dans la Loi sur la politique de genre de 2021. De plus, la Commission nationale de planification a intégré les menstruations dignes dans le 16e Plan quinquennal (2024-2029), reflétant sa priorité dans les programmes de développement nationaux. Un progrès historique a été réalisé en mars 2025 lorsque l'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité une résolution sur la dignité menstruelle, soulignant l'engagement du gouvernement à lutter contre les inégalités liées aux menstruations à tous les niveaux. Cette résolution reconnaît explicitement la dignité menstruelle comme un droit humain fondamental et appelle à des mesures juridiques et institutionnelles pour éliminer la discrimination menstruelle sous toutes ses formes, notamment le silence, la stigmatisation, les tabous, les restrictions, les abus, la violence, l'exclusion sociale et la privation de services tout au long du cycle de vie des personnes menstruées. Des textes législatifs complémentaires, en accord avec la DM, viennent étayer ces garanties constitutionnelles. Par exemple, la loi de 2009 sur la violence domestique et les sanctions y afférentes, ainsi que la loi de 2015 sur le harcèlement sexuel au travail, visent à lutter contre les formes de violence et de discrimination qui se recoupent avec la discrimination menstruelle. Cette dernière englobe les violences physiques, psychologiques et sexuelles, ainsi que le refus d'accès aux services essentiels pendant les menstruations et la ménopause. Ensemble, ces politiques et instruments juridiques témoignent de l'approche progressiste du Népal en matière de DM, reconnaissant la discrimination menstruelle comme une violation multiforme des droits humains et intégrant la dignité menstruelle dans un cadre plus large d'égalité des sexes, de santé et de justice sociale.

Menstruation digne dans les cadres internationaux des droits de l'homme Le respect de la dignité menstruelle est fondamentalement lié aux droits humains fondamentaux. La Déclaration universelle des droits de l'homme (1948) met l'accent sur la dignité, l'égalité, la liberté et... La non-discrimination est un droit fondamental pour tous. Par conséquent, lorsque des personnes subissent le silence, la stigmatisation, la honte, des abus, des violences ou l'exclusion en raison de leurs menstruations, leurs droits humains sont bafoués (GSCDM, 2019 ; Subedi et Parker, 2021). Cette atteinte va au-delà de l'exclusion sociale et limite l'accès à l'éducation, aux soins de santé, aux opportunités économiques et à l'autonomie personnelle, perpétuant ainsi les inégalités systémiques et renforçant la discrimination fondée sur le genre (Olson et al., 2022). Bien que des accords internationaux clés – tels que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW, 1979), la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE, 1989) et les Objectifs de développement durable (ODD, 2015) – défendent l'égalité des sexes – et qu'ils abordent effectivement cette question, environ 32 % des indicateurs étant liés au genre (Groupe de développement des Nations Unies, 2017) –, ils traitent rarement explicitement de la discrimination menstruelle. Néanmoins, les principes fondamentaux de dignité et d'égalité inscrits dans ces cadres affirment avec force que les personnes menstruées méritent respect, protection et pleine participation à la société.

Mouvements autour des menstruations dignes Pendant longtemps, les menstruations sont restées un sujet largement incompris et tabou à travers le monde. La fonction biologique de l'ovaire n'a été découverte qu'en 1930 (Bhartiya & Patel, 2021). Le mouvement pour la santé menstruelle a pris son essor en 1974 avec la création de la Société pour la recherche sur le cycle menstruel (SMCR), qui a joué un rôle déterminant dans l'avancement du discours sur les menstruations (Bobel, 2020). La définition de la santé menstruelle a évolué au fil du temps. Selon l'UNICEF et l'OMS (2012), une

bonne gestion de la santé menstruelle implique que les personnes menstruées utilisent des protections hygiéniques propres pour recueillir leur sang, puissent les changer en toute intimité et aient accès à du savon, à de l'eau et à des points d'élimination pour les protections usagées, comme les serviettes hygiéniques. De même, l'UNESCO (2014) définit la gestion de l'hygiène menstruelle comme englobant des connaissances exactes et actualisées, la disponibilité de produits sûrs et abordables, des professionnels de santé compétents et à l'aise avec ces produits, l'accès aux services de santé, à des installations sanitaires et d'hygiène, des normes sociales positives, l'élimination sûre des déchets, le plaidoyer et des politiques de soutien. En 2021, la définition de la santé menstruelle a été élargie pour mettre l'accent sur « un état de complet bien-être physique, mental et social, et non pas seulement l'absence de maladie ou d'infirmité, en lien avec le cycle menstruel » (cité dans Hennegan et al., 2021). Au Népal, les discussions gouvernementales sur les menstruations ont débuté durant la période des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), principalement par le biais de programmes de maternité sans risque qui ont également mis en lumière des formes visibles de discrimination menstruelle, notamment dans l'ouest du pays. Des avancées juridiques ont suivi, dont l'arrêt de la Cour suprême de 2005 et l'introduction des directives Chhaupadi de 2008. Radha Paudel, militante népalaise, est une figure centrale du mouvement DM au Népal. Son parcours personnel a profondément marqué son engagement. Née en 1973 à Bharatpur, dans le district de Chitwan, quatrième fille de sa famille, Radha a été profondément choquée lorsqu'elle... Radha a vu le sang menstruel de sa mère. Celle-ci l'a qualifié de pécheur et d'impur, un message qui l'a traumatisée et l'a exposée à diverses pratiques discriminatoires : restrictions alimentaires, interdiction de toucher certains lieux ou personnes, et exclusion des activités culturelles. À neuf ans, accablée par cette oppression, Radha a même tenté de se suicider (Paudel, 2019). À l'âge de 14 ans, lors de ses premières règles, Radha a fugué pendant cinq jours. Ses expériences traumatisantes se sont poursuivies à l'école, où elle utilisait des protections hygiéniques traditionnelles en tissu et souffrait en silence. Un tournant décisif s'est produit lorsqu'elle s'est inscrite dans une école d'infirmières à Pokhara. Elle y a découvert les aspects biologiques et sociopolitiques des menstruations et a commencé à en parler publiquement. Malgré les menaces de mort, elle a persévéré et a mené son mémoire de licence sur la discrimination menstruelle à Katmandou, où elle a mis au jour des formes de stigmatisation encore plus subtiles et omniprésentes, même en milieu urbain et intellectuel (Paudel, 2019).

La carrière professionnelle de Radha lui a permis de voyager à travers le Népal, notamment dans des régions rurales, touchées par des conflits et géographiquement isolées comme Karnali. Elle y a constaté des discriminations menstruelles, visibles et invisibles. Elle a également exploré les régions de l'est et du Teraï, où des formes cachées de stigmatisation étaient répandues. À partir de 2008, Radha a voyagé à l'étranger et a découvert que le terme « Chhaupadi » – un mot du dialecte népalais achhami signifiant simplement menstruation – avait été mal interprété et utilisé à mauvais escient par des universitaires, des bailleurs de fonds et des médias pour stigmatiser, voire sensationnaliser, le mouvement pour les droits des femmes menstruées à l'étranger. Malgré sa frustration, elle a poursuivi son travail sans se décourager. Depuis 2009, elle a quitté son emploi pour se consacrer pleinement à la lutte contre les discriminations menstruelles par le biais de l'activisme, de l'écriture et de travaux universitaires. Elle s'est efforcée de sensibiliser le public aux dysménorrhées et aux discriminations menstruelles lors de divers forums internationaux, en établissant des liens entre ces problématiques, la consolidation de la paix, les Objectifs de développement durable (ODD) et ses propres écrits. Malgré le manque de soutien extérieur, elle a persévéré en lançant un projet portant

le même nom, tout en surmontant un sentiment de culpabilité. En 2017, après plus de trente ans de lutte contre les discriminations menstruelles, d'efforts et de réussites, elle a fondé le RPF. Ces expériences ont finalement donné naissance à un mouvement plus large défendant la dignité des menstruations (Parker et al., 2024). L'histoire de Radha témoigne des progrès du mouvement DM. Le schéma ci-dessous illustre les étapes clés de ses efforts inlassables pour promouvoir le discours et la défense des droits des personnes atteintes de DM. (Source : RPF, 2025)

Fondation Radha Paudel La création de la Fondation Radha Paudel fut un parcours semé d'embûches, entièrement porté par l'engagement bénévole de Radha Paudel elle-même. Dès le début, elle dut faire face à des difficultés, des revers et l'isolement, mais elle resta inspirée par ces mêmes défis, même dans les moments les plus sombres (RPF, 2025). Cette fondation a été créée avec la vision que « les personnes menstruées et non menstruées puissent vivre dans la dignité au sein d'une société régénératrice ». Sa mission est axée sur « la promotion de l'égalité des genres, de la paix et des droits humains, tout en autonomisant les personnes menstruées et non menstruées, en éradiquant la discrimination liée aux menstruations et en renforçant les capacités des acteurs concernés en matière de gestion des menstruations et de justice ». La fondation vise à mobiliser des alliés pour la justice, à encourager le dialogue sur les menstruations et à inspirer l'espoir face aux crises naturelles et aux crises provoquées par l'homme (RPF, 2025). RPF collabore étroitement avec divers ministères népalais, notamment le ministère de la Femme, de l'Enfance et de la Protection de l'Enfance (MoWCSC), le ministère de l'Approvisionnement en eau, le ministère de la Santé et de la Population, le ministère des Forêts et de l'Environnement et le ministère de l'Éducation. Ensemble, ils ont élaboré la Politique nationale pour des menstruations dignes (2017), milité pour la dignité des menstruations et mis en place des programmes de formation. Parmi leurs autres contributions figurent les Lignes directrices pour la distribution gratuite de protections menstruelles (2019) et les Lignes directrices sur la dignité des menstruations (2020). Radha a également siégé au sein d'un comité d'experts du MoWCSC. Elle a joué un rôle essentiel dans l'intégration de la gestion des menstruations aux programmes de santé scolaire et aux politiques de distribution de protections hygiéniques. La fondation a formé de nombreux groupes dans différents districts à la fabrication de protections hygiéniques réutilisables, ainsi qu'à l'approche des 3P (Personne, Planète, Poche) en lien avec les produits menstruels axés sur la gestion des menstruations. Elle a également plaidé en faveur de normes de qualité pour les produits menstruels auprès du Cabinet du Premier ministre et a participé au groupe d'assurance qualité des protections hygiéniques en 2019. Par ailleurs, la Fondation pour la gestion des menstruations (RPF) organise régulièrement des webinaires, des formations et des conférences abordant divers aspects de la gestion des menstruations. Atelier de rédaction de politiques de gestion des données au ministère de l'Approvisionnement en eau (2017) Sous l'impulsion de Radha, deux mouvements majeurs pour la santé menstruelle ont vu le jour : DMC-Nepal (axé sur le Népal) et GSCDM (à vocation mondiale). RPF est active dans la recherche, les publications, la formation, la mobilisation des médias et le plaidoyer. Elle a également joué un rôle essentiel dans la promotion de l'entrepreneuriat grâce à la première usine de serviettes hygiéniques biodégradables du Népal. En 2019, le FPR a fondé le GSCDM et a lancé la célébration de la Journée internationale du DM le 8 décembre. Assemblée provinciale de Karnali, déclarant Démontage de la cabane menstruelle pour DM)

En 2020, alors que le ministère de la Femme, de la Femme et de la Sécurité sociale (MoWCSC) procédait à la démolition des cabanes menstruelles conformément à l'application du Code pénal

népalais de 2017, Radha a plaidé avec urgence pour la reconnaissance des DM auprès des assemblées fédérales et provinciales. Elle a défendu cette cause sous la devise :

CHAPITRE II MÉTHODOLOGIE

Cette étude a adopté une approche qualitative pour explorer l'impact du DM au Népal et à l'international. La méthodologie s'est articulée autour de deux composantes principales : une analyse documentaire exhaustive et des entretiens approfondis avec divers acteurs, tant au Népal qu'à l'étranger.

Examen des documents Une analyse documentaire exhaustive a constitué le fondement de cette étude. Les documents clés relatifs à la dignité menstruelle ont été systématiquement identifiés, compilés et analysés. Les sources comprenaient des politiques nationales et internationales, des publications du GSCDM et du RPF, des articles et ouvrages universitaires, ainsi que des publications informelles telles que des blogs, des manuels, des bulletins d'information et des publications sur les réseaux sociaux. Les termes de recherche utilisés étaient « menstruation », « dignité menstruelle », « discrimination menstruelle » et « menstruation digne ». Les documents imprimés et numériques, manuscrits, etc., ont été examinés, avec une attention particulière portée aux contenus relatifs au mouvement pour la dignité menstruelle. Une analyse de contenu a permis d'identifier les thèmes, récits et représentations récurrents de la discrimination menstruelle et de la dignité menstruelle dans ces documents.

Entretien approfondi Afin de saisir les expériences vécues et les points de vue des personnes impliquées dans le mouvement, des entretiens approfondis ont été menés auprès d'un groupe diversifié de parties prenantes (n=60) du Népal et d'ailleurs. Parmi les participants figuraient des membres du RPF/GSCDM, des représentants gouvernementaux à différents niveaux, des boursiers du mouvement DM, des représentants d'organisations de la société civile, des journalistes, des enseignants, des étudiants, des professionnels de la santé et des personnes appartenant à des minorités sexuelles et de genre. La plupart des entretiens (68 %) ont eu lieu en ligne, tandis que quelques entretiens avec des parties prenantes népalaises (32 %) se sont déroulés en présentiel, en fonction du lieu de résidence et des préférences des participants. Ces échanges ont permis de recueillir des données narratives riches sur l'influence du mouvement DM sur la santé. Éducation, normes socioculturelles et politiques, droits humains et cadres politiques : tels étaient les thèmes abordés. La diversité des personnes interrogées a permis une compréhension multidimensionnelle de la portée et de l'impact du mouvement. Les détails concernant les participants figurent à l'annexe I.

Analyse et interprétation des données Les données qualitatives issues de documents et d'entretiens ont été analysées par analyse thématique inductive (Patton, 2014). Cette approche a permis d'identifier les thèmes, les tendances et les enseignements clés en adéquation avec les objectifs de l'étude. Le contenu des médias sociaux et des publications informelles a été analysé parallèlement aux documents officiels afin de saisir les perspectives institutionnelles et celles des acteurs de terrain. Les résultats ont été organisés thématiquement pour refléter l'influence du mouvement sur les politiques, les normes sociales et le vécu des parties prenantes. Par ailleurs, le mouvement a été évalué selon les critères du CAD de l'OCDE pour l'évaluation des programmes et des projets, en prenant en compte des aspects tels que la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'impact, l'efficience et la durabilité (Organisation de coopération et de développement économiques, 2019).

Considérations éthiques L'étude a respecté des normes éthiques rigoureuses afin de garantir la protection et la dignité de tous les participants. L'approbation éthique a été obtenue auprès du Comité d'éthique de la recherche de la Faculté d'éducation de l'Université de Katmandou (numéro

d'approbation 250404-2). Le consentement éclairé a été recueilli auprès de tous les participants, qui ont été pleinement informés de l'objectif de l'étude, de leurs droits et de la confidentialité de leurs réponses. La participation était volontaire et les normes culturelles ont été respectées tout au long du processus de recherche. L'autorisation a été obtenue avant l'enregistrement des entretiens. De manière générale, les valeurs éthiques fondamentales d'équité, de respect, de bienveillance et d'honnêteté (Projet TRUST, 2018) ont guidé notre démarche de recherche.

CHAPITRE III IMPACT DU MOUVEMENT POUR DES MENSTRUATIONS DIGNES AU NÉPAL

Ce chapitre explore l'impact multiforme du mouvement de lutte contre le diabète au Népal, retraçant son évolution d'un sujet largement tabou à un mouvement social et politique dynamique et inclusif. Il examine également le développement d'indicateurs de lutte contre le diabète, les publications clés et l'expansion des réseaux qui ont alimenté le plaidoyer et l'action à travers le Népal. S'appuyant sur des données issues d'analyses documentaires et de consultations participatives avec les parties prenantes, ce chapitre met en lumière les vastes répercussions du mouvement à différents niveaux. Celles-ci incluent des changements au niveau individuel et familial, des transformations dans les écoles et les communautés, une implication accrue des médias et un soutien croissant de la part des personnes non menstruées. Il évalue également les impacts institutionnels, notamment les politiques gouvernementales, les actions parlementaires et l'intégration aux programmes des ONG, ainsi que l'écho du mouvement dans divers secteurs tels que les universités, les organisations privées, le sport, les associations de personnes handicapées et la communauté LGBTQ+. Le chapitre revient également sur le rôle moteur du Népal dans la défense des droits des personnes atteintes de dysménorrhée à l'échelle mondiale, notamment la création de la Journée internationale de la dysménorrhée, illustrant ainsi la dynamique croissante du mouvement. Concepts clés du mouvement DM : les menstruations, et non Chhaupadi La campagne de sensibilisation aux menstruations au Népal a marqué un tournant historique en recensant plus de cinquante euphémismes en népalais pour décrire les menstruations, témoignant de sensibilités culturelles profondément ancrées. L'analyse documentaire des produits du RPF a révélé des termes tels que *chhui-chhau*, *chhaupadhi*, *panchhieko* et *maharani bhayeko*, entre autres (Paudel, 2019 ; Manuel pratique des menstruations, 2020). Malgré cette diversité dans le langage courant, le discours formel privilégie de plus en plus l'utilisation du terme « mahinawaari » (qui signifie « menstruations »). Cette évolution est renforcée. Par le biais de politiques et d'actions de plaidoyer, comme le rapport parallèle de la 90e session de la CEDAW (2025), qui a exhorté les médias et les plateformes sociales à adopter les termes « menstruation » en anglais et « mahinawaari » en népalais comme expressions respectueuses et normalisées à l'échelle nationale (DMC-Nepal, 2025), la résolution de l'Assemblée nationale sur la dignité des menstruations (2025) a institutionnalisé davantage ce langage, conformément aux objectifs de la campagne. Les participants à la recherche, notamment les membres de l'équipe DMC-Népal, ont souvent analysé rétrospectivement les pratiques socioculturelles et politiques liées aux menstruations et leur profond ancrage dans leurs racines culturelles. Ils ont toutefois constaté une évolution progressive mais significative de la perception du public et de l'usage courant du langage. Ils ont observé que le terme « mahinawaari » est devenu le terme privilégié, largement adopté dans les médias grand public et les manuels scolaires. Cette normalisation linguistique a influencé positivement la conception des menstruations : les élèves, qu'ils soient menstrués ou non, utilisent désormais couramment

« mahinawaari », ce qui témoigne des progrès accomplis vers la déstigmatisation et la reconnaissance de la dignité menstruelle.

Femmes menstruées et femmes non menstruées Le cadre de la DM adopte délibérément les termes « personnes menstruées » et « personnes non menstruées ». L'analyse documentaire des documents de politique et des supports de plaidoyer révèle que ces terminologies sont de plus en plus acceptées, au-delà de la binarité de genre traditionnelle. Des organisations (par exemple, Unity for Change au Népal) œuvrant pour les droits des lesbiennes, des hommes trans, des femmes queer, etc., ont intégré ces termes à leurs actions de plaidoyer afin de garantir la dignité de toutes les personnes, quelles que soient leurs identités et leurs contextes, y compris humanitaires et pandémiques. Des entretiens menés auprès de participants à la recherche issus de divers secteurs – notamment des représentants des gouvernements locaux, provinciaux et fédéraux, des membres d'organisations de la société civile, des militants politiques et sociaux, ainsi que les boursiers du programme DM – ont confirmé l'usage répandu des termes « personnes menstruées » et « personnes non menstruées » dans le discours formel et informel. Il convient de noter que la résolution de l'Assemblée nationale sur les menstruations dignes fait explicitement référence à ces termes, témoignant de leur acceptation institutionnelle et renforçant l'engagement du mouvement en faveur de l'inclusion.

Discrimination menstruelle Le mouvement DM a non seulement fourni une définition claire de la discrimination menstruelle, comme indiqué dans la section « Concepts » ci-dessus (chapitre I), mais a également documenté un large éventail de pratiques discriminatoires au Népal (Manuel pratique DM, 2020). Les données empiriques issues d'études de terrain, notamment les entretiens avec les parties prenantes, révèlent une évolution significative de la compréhension au fil du temps. Selon une agente de santé de la municipalité rurale de Kanaka Sudari, à Jumla : « Au départ, la discrimination menstruelle était perçue comme un problème limité aux communautés autochtones de l'ouest du Népal. De nombreuses personnes de la région du Teraï, de l'est du Népal, des zones urbaines et parmi les populations instruites niaient l'existence de telles pratiques au sein de leurs communautés. » Aujourd'hui, la plupart des acteurs, y compris... Le gouvernement a reconnu que la discrimination menstruelle est pratiquée dans tout le pays sous diverses appellations, formes et à une échelle variable, indépendamment de la classe sociale, de la caste, de la religion, de la région, du niveau d'éducation ou de la richesse. Le GSCDM (2019) définit la discrimination menstruelle comme un terme générique englobant le silence, les tabous, la stigmatisation, la pudeur, les abus, la violence, les restrictions et le déni d'accès aux services et ressources liés aux menstruations tout au long du cycle de vie des personnes menstruées. Une analyse plus approfondie met en lumière le rôle important que joue la discrimination menstruelle dans la construction et la socialisation des rapports de pouvoir et des normes patriarcales. Dès l'âge de 6 à 9 ans, les enfants commencent à intérioriser les attitudes sociales liées aux menstruations (Paudel, 2023), apprenant à les associer à la stigmatisation et à l'exclusion qui les accompagneront toute leur vie. La discrimination menstruelle ne se limite pas aux jours de règles ; il s'agit d'une expérience vécue tout au long de l'enfance, façonnée par des structures de pouvoir qui désavantagent les personnes menstruées tout en privilégiant celles qui ne le sont pas (GSCDM, 2019 ; Paudel, 2023). Ce processus cyclique construit et renforce les rapports de pouvoir et les normes patriarcales en perpétuant le silence, la honte et l'inégalité sociale.

Le terme a gagné en popularité auprès des chercheurs, des ONG et des instances gouvernementales, notamment grâce à sa reconnaissance officielle dans la résolution de l'Assemblée nationale sur la

dignité menstruelle. Il convient de noter que l'expression « discrimination menstruelle » a été explicitement mentionnée dans le discours sur le budget du Népal pour l'exercice 2025/26 (ministère des Finances, 2025), témoignant d'une prise de conscience croissante, de la part du gouvernement, de la gravité du problème et de l'importance de le prendre en compte dans les politiques et les pratiques.

Menstruation digne Les participants à l'étude ont largement reconnu le droit à la citoyenneté comme un droit humain et constitutionnel. Des représentants du DMC-Népal ont noté que « même des personnes et des organisations non formellement impliquées dans le mouvement du droit à la citoyenneté ont commencé à intégrer ce concept à leurs politiques et programmes ». De nombreux participants ont indiqué que, même s'ils ne saisissent pas pleinement toutes les valeurs et tous les principes sous-jacents au droit à la citoyenneté, ils ont néanmoins commencé à adopter ce terme et les pratiques qui y sont associées. Un membre du personnel du RPF a fait remarquer que « ce concept est perçu comme novateur, holistique et décolonial dans son approche ». Par ailleurs, le gouvernement népalais a intégré le droit à la citoyenneté dans diverses politiques et divers programmes nationaux, comme l'a souligné la Commission nationale de planification (2024). Les participants à la recherche ont reconnu le concept de dignité humaine comme un droit humain et constitutionnel. Selon les représentants de DMC-Népal, « les personnes et les organisations qui n'ont jamais participé aux programmes officiels du mouvement pour la dignité humaine au Népal ont également commencé à l'intégrer dans leurs politiques et leurs programmes ». Il s'agit là d'un concept novateur, holistique et décolonisé. Pour reprendre les mots de Radha, « la dignité humaine est plus qu'un résultat ; elle ne se limite pas à la dignité, mais résulte de l'intégration des valeurs d'égalité, de liberté, de dignité et de non-discrimination, qui sont les principes fondamentaux des droits humains ». Cette conception était partagée par l'équipe de DMC-Népal. membres. Récemment, le gouvernement du Népal a commencé à utiliser le terme « menstruation digne » dans diverses politiques et programmes (Commission nationale de planification, 2024).

Symbole de menstruation digne Les participants du GSCDM et du RPF ont décrit le symbole du DM comme profondément organique et spirituel, reflétant les aspects naturels et sacrés du cycle menstruel. Ce symbolisme Ce symbole trouve un écho auprès de nombreuses personnes car il célèbre les menstruations non pas comme une source de honte, mais comme un phénomène vital et émancipateur. Les membres du DMCNépal ont partagé ce sentiment, soulignant que les acteurs concernés, issus de divers horizons et secteurs, s'approprient ce symbole avec fierté et enthousiasme.

Symbole du DM et sa signification (RPF, 2024) Un professeur d'université (non menstrué) a confié qu'il appose l'autocollant représentant ce symbole sur son bureau, ce qui suscite souvent des échanges enrichissants avec les étudiants qui le remarquent lors de leurs visites. Son adoption généralisée au sein de différentes communautés et organisations souligne son rôle dans le renforcement de l'unité et de l'identité collective du mouvement. Ce symbole sert non seulement de représentation visuelle, mais aussi d'outil puissant pour lutter contre la stigmatisation, sensibiliser le public et inspirer le respect des personnes menstruées partout dans le monde.

Serviettes hygiéniques/Produits menstruels Nous avons également constaté que de nombreux documents et programmes utilisaient la serviette hygiénique/le produit menstruel pour redonner de la dignité aux menstruations dans la vie quotidienne, au-delà de la simple question d'hygiène. tampon/produits.

ParLes participants familiers avec le mouvement DM expriment souvent On a exprimé une fierté croissante en soulignant que le sang menstruel est pur et naturel, nécessitant une gestion réfléchie plutôt que d'être traité comme une simple question d'hygiène, à l'instar de la vaccination infantile. Témoignant de cette compréhension collective, une employée d'une organisation de la société civile

(OSC) de la province de Bagmati a expliqué : « Nous préférons utiliser les termes protections menstruelles plutôt que serviettes hygiéniques car, en tant que féministes, nous affirmons que le sang menstruel est propre et pur. » Cela indique une évolution progressive du langage et des mentalités concernant les menstruations.

Santé et gestion des menstruations À l'instar de l'évolution de la terminologie autour des produits menstruels, les participants privilégient de plus en plus les termes « santé menstruelle » ou « gestion des menstruations » à celui d'« hygiène menstruelle ». Une représentante de DM a souligné que beaucoup estiment que l'expression « hygiène menstruelle » renforce involontairement la discrimination liée aux menstruations. Reflet de cette évolution des mentalités, de nombreuses organisations, militant·e·s et instances gouvernementales célèbrent désormais la Journée internationale de la santé menstruelle le 28 mai, au lieu de la Journée internationale de l'hygiène menstruelle, témoignant ainsi d'une conception plus inclusive et respectueuse des menstruations. Développement d'indicateurs de DM Forte de plusieurs années d'expertise dans le domaine de la gestion des menstruations (GM), la Fondation pour la protection des femmes (FPF) a élaboré des indicateurs pragmatiques pour évaluer la conformité des politiques et des programmes aux valeurs de la GM. Ces indicateurs constituent des outils pratiques pour évaluer les progrès accomplis et garantir que les initiatives respectent véritablement les principes de la GM au sein du mouvement pour la protection des femmes. Les principaux indicateurs sont les suivants : indicateurs pour les écoles inclusives, indicateurs pour les lieux de travail inclusifs, indicateurs pour le congé menstruel et indicateurs pour les protections menstruelles inclusives (approche des trois P : Personne, Planète, Poche) (DMC Népal, 2025). Pour une liste détaillée des indicateurs, veuillez consulter l'annexe III. Une participante impliquée dans la production de serviettes hygiéniques adaptées aux femmes ayant des règles douloureuses a indiqué que l'approche des « 3P » garantit que les produits menstruels sont exempts de toute forme de discrimination liée aux menstruations, respectueux de l'environnement et abordables. Comme l'ont souligné les membres de l'équipe DMC-Népal, les parties prenantes à différents niveaux, notamment les écoles, les municipalités et les OSC, ont utilisé avec enthousiasme les indicateurs pour des écoles et des municipalités et des lieux de travail adaptés aux femmes ayant des règles douloureuses. Les parties prenantes ont partagé des commentaires positifs. Des retours d'expérience sur l'application pratique de ces indicateurs ont été recueillis. Par exemple, des représentants du lycée Diwakar Memorial (Chitwan), de la municipalité de Lalbandi (Sarlahi), de la municipalité de Madi (Chitwan) et de PACE Nepal (Jumla) ont indiqué que les indicateurs fournissaient des orientations claires et des points de repère mesurables pour promouvoir les pratiques de gestion des données au sein de leurs institutions. Leurs expériences soulignent l'efficacité des indicateurs pour traduire les valeurs de la gestion des données en actions concrètes, entraînant des améliorations tangibles dans leurs contextes respectifs. Publications En mai 2025, on a constaté une augmentation significative de la disponibilité et de l'utilisation des publications consacrées au diabète sucré au Népal. Les données empiriques indiquent que ces ressources sont largement adoptées par les organisations œuvrant dans ce domaine et servent de textes de référence pour le plaidoyer, la formation et la mise en œuvre des programmes.

Une analyse des documents publiés a révélé que la première génération de livres spécifiques à la DM au Népal comprend : Manuel de formation sur la menstruation digne (2024) ; Mini-manuel : La DM est l'affaire de tous (2018) ; Sang impur (2019), Menstruation digne : un manuel pratique (2020), Menstruation digne pour les adolescentes atteintes de troubles neurodéveloppementaux (2021),

Ménopause chirurgicale (2021), Mariam Manchhe Bhai (2023), Utsav (2024) et Anthologie menstruelle (2024). L'analyse quantitative de la littérature relative à la médecine numérique, illustrée par le graphique ci-joint, montre que les livres constituent la majorité des ressources publiées (55 %, n = 40), suivis des chapitres d'ouvrages et des articles de revues. Cette tendance souligne le rôle central des textes de référence dans la structuration du discours et des pratiques liés à la médecine numérique au Népal. Outre les ouvrages qui lui sont consacrés, des articles relatifs aux menstruations ont été publiés dans diverses revues gouvernementales et universitaires. Un ouvrage historique de référence, « Nepali Women's Historical Movement: A Century » (Women Pressure Group, 2020), comprend également un article de Radha sur les menstruations, qui met en lumière leur intégration dans les récits plus larges des droits des femmes menstruées et du changement social. Les recherches universitaires, telles que « La discrimination menstruelle à Ilam – Un cas du Népal oriental » (Paudel, 2023), fournissent des preuves empiriques supplémentaires des défis et des progrès en matière de DM au niveau local. L'évolution du mouvement DM au Népal se reflète également dans les arts créatifs. Depuis la création du mouvement, des œuvres littéraires – poèmes, romans, chansons, Les livres pour enfants et les contes intègrent de plus en plus les valeurs du mouvement pour la diversité, de manière explicite et implicite. Par exemple, la chanteuse Rekha Joshi a été chargée de composer des chansons sur ce thème pour des campagnes de sensibilisation, et le film Basanta aborde les problématiques liées à la diversité dans son récit. En 2025, le Mandala Theatre a récompensé une pièce de théâtre traitant de la diversité, témoignant d'une acceptation culturelle croissante et d'une intégration plus large de ces thèmes. Collectivement, ces publications et œuvres créatives attestent de l'acceptation, de l'appropriation et de l'institutionnalisation grandissantes du mouvement pour la diversité dans de nombreux secteurs au Népal.

Réseautage et mouvement Les témoignages des participants et les rapports des organisations montrent que RPF a mobilisé de manière stratégique des réseaux formels et informels pour fédérer individus et organisations autour de la promotion du diabète. Cette approche a permis la formalisation de DMC-Népal en 2017 (qui œuvrait auparavant de manière informelle), et cette structure a entamé ses activités avec une approche résolument inclusive et ciblée.

Les objectifs principaux de DMC-Népal, tels qu'énoncés par ses membres fondateurs, consistent à identifier et à démanteler les différentes formes de discrimination menstruelle, à plaider en faveur de réformes législatives et à promouvoir une culture inclusive intégrant les valeurs de la discrimination liée aux menstruations dans tous les secteurs et à tous les niveaux de gouvernement (DMC Népal, 2025). Un membre du Comité national de la discrimination liée aux menstruations a souligné l'engagement du réseau en matière de représentation, en précisant : « Son comité exécutif est inclusif et représente des membres des sept provinces du Népal, y compris des hommes trans. » Cette inclusivité se reflète constamment dans les activités et le leadership du réseau. Les participants ont décrit DMC-Népal comme un catalyseur de changement à la base, ses membres s'engageant activement dans des campagnes locales et internationales d'éducation, de plaidoyer et de renforcement des capacités. Les membres de l'équipe du FPR ont souvent qualifié les affiliés de DMC-Népal de « véritables acteurs du changement », soulignant leur rôle essentiel dans l'expansion du mouvement au niveau communautaire. En mai 2025, DMC-Népal comptait 55 organisations de la société civile membres à travers le pays. Les campagnes nationales – qui englobent la mobilisation des médias, la collaboration avec les ONG et le plaidoyer politique – sont coordonnées par ce réseau, qui organise des réunions virtuelles mensuelles et des ateliers d'évaluation annuels, en ligne et en présentiel. Les participants ont régulièrement indiqué que ces efforts de mise en réseau ont favorisé

un sentiment d'appartenance et un objectif commun. Comme l'a souligné un membre : « Les ateliers, les réunions régulières et les séances de coaching en ligne nous ont donné la confiance et les outils nécessaires pour défendre le développement durable dans nos communautés et influencer les politiques publiques à un niveau plus élevé. » Elles sont chargées du lobbying et du plaidoyer pour garantir la dignité de toutes les personnes menstruées au sein de leurs communautés. DMC-Nepal organise des formations pour former de nouveaux leaders autour de la DM et des formations pour les médias. La campagne nationale, qui comprend notamment la mobilisation des médias, des ONG et des décideurs politiques, est menée sous leur égide. Ce réseau. Le comité exécutif a élaboré un plan d'action annuel et a amplifié le mouvement autour de la prise de décision partagée. Ses répercussions s'étendent du niveau individuel au niveau des politiques nationales, comme expliqué ci-dessous.

Impacts de la DM Movember au niveau individuel et familial Les résultats empiriques démontrent que le mouvement DM au Népal a eu un impact transformateur au niveau individuel et familial. De nombreux participants ont décrit comment une sensibilisation accrue – souvent suscitée par des livres, les médias et une participation directe aux campagnes DM – les a aidés à lutter contre la discrimination menstruelle et à renforcer leur confiance en soi et leur autonomie. Par exemple, une directrice d'école à Katmandou a partagé son expérience : «Après avoir lu Apabitra Ragat [Sang impie], j'ai partagé sur Facebook une déclaration selon laquelle il n'y aurait plus de discrimination menstruelle chez moi, où je vis avec trois personnes menstruées.

De même, une ancienne membre d'un club d'enfants a publié une vidéo sur sa visite au temple de Pashupatinath pendant ses règles, inspirée par la vidéo de Radha sur sa visite au temple de Gadhimai. Radha a confié avoir reçu de nombreux appels. et des messages provenant de divers moyens pendant des années durant les périodes de festival et plus particulièrement lors des fêtes de Teej, Dashain et Tihar, où elles ont partagé des messages et des photos montrant la poursuite de leurs activités religieuses pendant leurs menstruations. (Source : Capture d'écran du Facebook d'une personne n'ayant pas ses règles) Ces témoignages (les participantes créent une vidéo sur leur mère – partageant le récit de leurs premières règles – et la publient sur Facebook à l'occasion de la Fête des Mères ; certaines écrivent « Parlons menstruels, la dignité avant tout / des menstruations dignes, etc. » avec du henné, meilleurs vœux pour l'Aïd à toutes, que personne ne soit laissé pour compte à cause des règles, etc.) illustrent comment la sensibilisation aux concepts de la gestion des menstruations a conduit à Ces témoignages (les participantes créent une vidéo de leur mère – partageant le récit de leurs premières règles – et la diffusent sur Facebook à l'occasion de la fête des Mères ; certaines écrivent) « Parlons menstruels, dignité avant tout / menstruations dignes, etc. avec du henné, meilleurs vœux pour l'Aïd à tous, que personne ne soit laissé pour compte. » (aux menstruations, etc.) illustrent comment La familiarisation avec les concepts de la gestion des données a entraîné un véritable changement de comportement. Les participants qui partagent des messages privés dans le mois de Shrawan Les participants ont cité diverses sources d'information, notamment les événements de la Journée mondiale du diabète, les formations, les médias sociaux et les discussions familiales. Un participant masculin a fait remarquer : «J'ai entendu ce terme de la bouche de ma femme et je participe maintenant à des activités de DM. Les entretiens avec des informateurs clés mettent en lumière une transformation personnelle. Une coordinatrice de la protection de l'enfance de Lalbandi a confié : «Je connaissais les menstruations comme un processus biologique, mais je n'en ai compris la dignité qu'après une formation RPF. Une journaliste a décrit un passage de la honte à la célébration : « Maintenant, après la formation, j'ai compris que les menstruations ne sont pas un péché, mais une occasion de se réjouir. » D'autres, comme un

fonctionnaire, ont reconnu et modifié leurs comportements discriminatoires à la maison après avoir pris connaissance du DM.

Ces réflexions montrent que l'apprentissage du traitement médical incite souvent à un examen critique de soi et à l'abandon de pratiques indignes. Comme l'a déclaré un responsable de la municipalité de Rainas : «Même si je lutte encore contre mes convictions acquises, j'ai donné à mes filles la liberté de vivre sans de telles limitations. Son expérience met en lumière le conflit intérieur entre les valeurs traditionnelles et le désir d'offrir un avenir plus équitable à la génération suivante. De même, un journaliste d'une agence de presse nationale a décrit comment il a surmonté sa culpabilité et participé pleinement aux rituels religieux après avoir suivi une formation sur les rites religieux. Des programmes et des campagnes structurés, tels que ceux menés par le RPF et le DMC-Népal, ont permis d'approfondir la compréhension au-delà de l'hygiène, en favorisant un dialogue ouvert et en adoptant une perspective axée sur les droits humains. Comme l'a indiqué une infirmière cadre de Sunwal : «Après avoir intégré un programme sur le DM, j'en ai appris davantage sur le DM, et pas seulement sur le processus biologique. Globalement, les témoignages des participants confirment que le mouvement DM comble les lacunes en matière de connaissances, encourage l'introspection et suscite un changement durable des attitudes et des pratiques au niveau individuel et familial. Impacts du mouvement DM à l'école et dans les communautés L'équipe de recherche a également découvert que quelques écoles s'efforcent de rendre leur établissement plus inclusif pour les personnes utilisant le téléphone portable. Par exemple, certaines écoles ont affiché des messages et des chansons sur les murs (Bhandari, 2025) et ont introduit des serviettes hygiéniques biodégradables. Distribution (Shree Secondary School, Chitwan) et formation des élèves à la fabrication serviettes hygiéniques réutilisables en tissu (Tatopani) Municipalité, Jumla). Des activités extrascolaires axées sur la Journée mondiale de la santé menstruelle sont organisées dans des établissements comme le lycée Diwakar Memorial (Chitwan), tandis que d'autres ont intégré cette thématique dans leurs programmes d'enseignement complémentaires (Lalbandi, Chitwan, Jumla). La gestion des déchets de produits menstruels et l'allocation de budget pour les célébrations de cette journée ont également été signalées dans des municipalités telles que Madi et Lalbandi. Selon l'équipe DMC-Népal, la plupart des écoles ont appris l'existence du DM grâce à des champions du DM ou par le biais de l'apprentissage entre pairs parmi les enseignants lors de réunions (Khaireni MaVi, Chitwan). Concours de quiz sur le DM organisé par l'école, avec le soutien de la municipalité de Madi, Chitwan

Ces efforts ont également permis d'initier des dialogues communautaires autour du diabète sucré. De plus, l'analyse documentaire des documents de DMC-Népal a révélé que les clubs d'enfants, mandatés par la politique gouvernementale, sont devenus des acteurs clés de la sensibilisation au diabète sucré dans les écoles de Tatopani (Jumla), Sunwal (Nawalparasi), Madi (Chitwan), Sashi Nagar (Chitwan), Lalbandi (Sarlahi) et du quartier 5 de la métropole de Katmandou. Selon une participante (infirmière scolaire) formée par DMC-Népal, «Parmi les écoles dotées de programmes d'infirmières scolaires, 44 écoles réparties dans les sept provinces ont intégré l'éducation sur le diabète sucré et célèbrent la Journée du diabète sucré. Au niveau communautaire, divers groupes – notamment des associations de mères, des volontaires de santé communautaire féminines, des groupes de jeunes, des associations de pères et des clubs d'enfants – promeuvent activement les valeurs de la dignité menstruelle. Des événements communautaires tels que des pièces de théâtre de rue, des chants folkloriques, des spectacles de marionnettes, des flash mobs, des rassemblements, des formations et

des ateliers sont fréquents, souvent soutenus par des ONG, DMC Népal, des écoles et les autorités locales. Les jeunes utilisent les réseaux sociaux, des chansons, des vidéos, des poèmes et des concours artistiques pour sensibiliser à la dignité menstruelle. Les participants ont souligné des changements notables dans les rôles traditionnels. Par exemple, un membre du personnel d'une ONG membre de DMC Népal a indiqué qu'après une formation sur la dignité menstruelle, un guérisseur traditionnel de l'ouest du Népal a commencé à conseiller aux filles et aux femmes de consommer des produits laitiers pendant leurs menstruations pour une vie digne, diffusant ainsi les valeurs de la dignité menstruelle. L'engagement à long terme de Radha Paudel auprès des chefs religieux et des responsables religieux, notamment l'organisation de conférences à Dhangadi (2022), Pokhara (2023) et Bajhang (2023), a contribué à transformer ces leaders en défenseurs de la dignité menstruelle. Comme Radha l'a observé, « Une fois qu'elles comprennent la nature du sang menstruel et le DM comme cadre de droits humains, elles s'émancipent et deviennent des actrices de la transformation sociétale. Des témoignages personnels soulignent l'impact profond du mouvement. Un participant de 76 ans originaire d'Achham a exprimé sa culpabilité et transformation après avoir pris conscience de son rôle dans perpétuer la discrimination menstruelle : « Je suis un homme, mais aussi une victime de discrimination menstruelle » — Je me suis brûlé les mains en cuisinant pendant les règles de ma mère. De même, un jeune homme politique de l'Extrême-Orient népalais, revenant sur son parcours politique, a écrit un article intitulé « Le DM est un droit constitutionnel et politique » (Basnet, 2025), témoignant d'un engagement politique croissant avec le DM. Globalement, les témoignages des participantes confirment une évolution progressive mais significative des normes menstruelles discriminatoires vers la dignité, tant au niveau scolaire que communautaire, reflétant l'influence croissante du mouvement DM à travers le Népal.

Impacts du mouvement DM sur et par le biais des médias Les médias jouent un rôle crucial dans la compréhension des enjeux sociaux, notamment les menstruations. Pourtant, pendant de nombreuses années, les militants pour la prévention de la dysménorrhée ont rencontré d'importantes difficultés pour attirer l'attention des médias et les sensibiliser à cette problématique. Des journalistes de médias traditionnels ont constaté que la couverture médiatique se concentrait souvent superficiellement sur des incidents liés aux menstruations – comme le décès d'une jeune fille dans une cabane menstruelle suite à une morsure de serpent – sans s'intéresser aux causes profondes ni au contexte social plus large. De plus, certains médias privilégiaient les intérêts des donateurs aux besoins des bénéficiaires, comme l'a souligné une journaliste ayant participé au programme de bourses de recherche sur la dysménorrhée. Au fil du temps, des dialogues formels et informels soutenus entre les défenseurs de la gestion des maladies et les professionnels des médias ont permis d'accroître l'engagement des médias sur les questions liées à la gestion des maladies. Les principaux médias nationaux, tels que Kantipur, Kathmandu Post, Nagarik News, Himal Khabar, Rising Nepal, Nepal FM, Radio Kantipur et Radio Sagarmatha, ont commencé à intégrer la gestion des maladies dans leur couverture. Notamment, comme l'a souligné un journaliste, « Nepal FM fait figure de pionnière depuis 2021, diffusant des jingles DM plus de dix fois par jour, organisant des sessions hebdomadaires en direct sur Facebook et diffusant des programmes radio et des chansons dédiées sur DM. L'équipe du FPR a constaté un changement marqué dans la participation des journalistes : il y a cinq ans, les professionnels des médias hésitaient à rejoindre les programmes de bourses de DM, mais en 2025, la concurrence pour ces opportunités était intense. Ce changement témoigne d'une reconnaissance croissante de l'importance de la communication menstruelle, non seulement pour démanteler la discrimination liée aux menstruations, mais aussi pour lutter contre les violences

conjugales, promouvoir les droits en matière de santé sexuelle et reproductive, la justice climatique et les droits constitutionnels. En 2023, un guide de la communication menstruelle, fruit du programme de bourses, a été publié et largement diffusé. Un membre de DMC Népal a observé : « Auparavant, les rédacteurs... » Auparavant, nous n'envoyions souvent que des journalistes femmes aux événements de DM, mais nous recevons maintenant un nombre égal de participants masculins.

Ce changement témoigne d'une intégration croissante des valeurs liées aux menstruations dans les médias. La couverture médiatique nationale régulière a normalisé les menstruations et en a fait un sujet de débat public courant. Une journaliste d'AV News TV a déclaré : « Je traite les problèmes liés aux messages privés à la télévision, là où aucune autre chaîne ne l'a fait. Je m'efforce de sensibiliser la communauté à ces problèmes. (Interview, 2025). Cela souligne l'importance de la diversité des plateformes médiatiques pour atteindre un large public et remodeler les récits culturels autour des menstruations. Le directeur général d'une station de radio a partagé ses réflexions sur le programme radio collaboratif DM mené avec RPF : « Notre mission était de toucher les populations d'est en ouest, des montagnes au Teraï, afin de garantir que personne ne subisse de discrimination liée aux menstruations. Le passé est révolu ; personne ne devrait souffrir aujourd'hui. (Entretien, 2025). Il a constaté une évolution sociétale lente mais constante, les menstruations étant désormais perçues comme un phénomène naturel et non plus comme une source de honte. L'émission « DM is Everyone's Business » a non seulement sensibilisé le public, mais a également servi d'outil de plaidoyer, mobilisant les communautés et remettant en question les normes profondément ancrées. Sa diffusion à l'échelle nationale a contribué à faire de la discrimination menstruelle un problème national plutôt qu'un problème localisé. Une journaliste de Biratnagar a expliqué comment la formation RPF avait renforcé sa confiance en elle et sa conscience de soi, lui permettant de défendre la cause du DM au sein de sa famille et de sa communauté, illustrant ainsi l'autonomisation personnelle favorisée par l'engagement médiatique. La pandémie de COVID-19 a accéléré la présence de la campagne DM sur les réseaux sociaux. Selon l'équipe du DMC-Népal, les messages DM ont atteint même les villages les plus reculés grâce à Facebook, Instagram, Twitter, LinkedIn et d'autres plateformes. Les mentions « J'aime », les commentaires, les partages, les webinaires en direct, les chansons et les déclarations relatives à DM ont explosé, faisant des plateformes en ligne un outil essentiel de mobilisation. Les participants du DMC-Népal, du FPR et des organisations partenaires ont souligné que les réseaux sociaux ont renforcé la solidarité entre les militants DM et étendu la portée du mouvement. Les personnes non menstruées comme alliées du mouvement DM Les personnes non menstruées, notamment celles ayant fréquenté des clubs d'enfants, des clubs de jeunes et des programmes de mentorat pour les personnes atteintes de dysfonction érectile (DM), s'impliquent de plus en plus dans la défense de cette cause aux niveaux local et national. Par exemple, le coordinateur de DMC-Népal, membre reconnu de la National MenEngage Alliance (sous l'égide du ministère de la Santé, des Femmes, des Enfants et des Services sociaux), a reçu le Prix national des jeunes talents en 2024 pour son engagement en faveur de la DM. De nombreuses femmes non menstruées sont motivées après avoir été témoins directs de discriminations liées aux menstruations. Une participante se souvient : « Pour la première fois, j'ai vu l'aspect le plus effrayant des menstruations, lorsqu'une femme en deuil s'est vu interdire de voir sa belle-mère décédée à cause de ses règles. Cette injustice l'a profondément bouleversé, le poussant à remettre en question et à contester cette pratique. Des expériences similaires ont été partagées par des enseignants, des journalistes et des chefs religieux qui ont commencé à s'exprimer publiquement au sein de leurs familles et de leurs communautés.

Le changement commence souvent à la maison. Un enseignant a fait remarquer : «Je devrais d'abord corriger les idées fausses de ma famille avant d'espérer que la société change. En établissant un lien entre les menstruations et la naissance «Je suis né du même sang, et elle a eu la chance d'être appelée mère. Les personnes qui n'ont pas leurs règles développent l'empathie et la sensibilisation. Elles sont devenues des modèles, contribuant à faire évoluer le discours sur les menstruations au sein des familles, des écoles et des communautés. Engagement accru des donateurs en matière de marketing direct L'équipe de recherche a constaté que l'engagement des donateurs envers les programmes de gestion des menstruations était initialement minime, la plupart des contributions étant principalement axées sur l'hygiène menstruelle ou les initiatives WASH (Eau, Assainissement et Hygiène). Cependant, au fil du temps, plusieurs donateurs clés ont élargi leur engagement pour inclure les principes et le plaidoyer en faveur de la gestion des menstruations. Des organisations telles qu'Amplify Change et la Fondation SETI ont collaboré avec le RPF pour faire progresser le travail sur la gestion des menstruations. De plus, certaines organisations ont maintenu une collaboration ponctuelle, notamment AHF Népal, la GIZ (par le biais de Green Tara Népal), le PNUD Népal et le WWF Népal. Plus récemment, sans collaborer avec le RPF/GSCDM, VSO (Voluntary Service Overseas) et le groupe ADARA ont intégré les valeurs du DM dans leurs programmes, reflétant une reconnaissance et un engagement croissants au sein de la communauté des donateurs envers une approche holistique du DM. Alliance des partenaires pour la gestion de la santé et de l'hygiène menstruelles Selon Radha, elle a elle-même conceptualisé et cofondé l'Alliance des partenaires pour la gestion de la santé et de l'hygiène menstruelles (MHMPA) à la suite de la Conférence de Dang en 2017, peu après que le Népal ait finalisé sa politique nationale en matière de gestion des menstruations. Elle a plaidé pour la transformation de l'alliance en une Alliance des partenaires pour la gestion des menstruations afin de mieux refléter une approche fondée sur les droits, mais «Le réseau est resté concentré sur l'hygiène menstruelle en raison de l'influence des ONG internationales axées sur l'hygiène, notamment la GIZ »,Radha l'a exprimé avec amertume. Aujourd'hui, la MHMPA compte plus de 100 membres institutionnels, dont le RPF. Malgré des réticences initiales, l'engagement croissant de la MHMPA auprès de DM témoigne d'une évolution plus large du mouvement népalais pour les droits menstruels vers l'inclusion, la reconnaissance des droits et une transformation systémique.

Production de serviettes hygiéniques compatibles avec le traitement de la dysfonction érectile

Le RPF et Miteri Jaibik Pad Udhog (Usine de serviettes hygiéniques biodégradables Miteri) ont été les pionniers de la première production de serviettes hygiéniques biodégradables au Népal au sein du secteur des ONG. Depuis sa création Créée en 2017, l'usine Pad de Chitwan fabrique des serviettes hygiéniques jetables écologiques à partir de pâte de bois de pin, de coton et d'emballages en bioplastique, garantissant une biodégradabilité totale ainsi que des serviettes en tissu réutilisables (Bhandari, 2025). Usine de serviettes hygiéniques biodégradables Miteri, Chitwan Selon un membre de DMC-Nepal, cette usine sert également de centre de formation, fournissant des connaissances techniques et des données probantes aux représentants du gouvernement, aux médias et aux ONG. De nombreuses entreprises sociales, dont Xpose Nepal, NIDISHI et Samabikash Nepal, ont bénéficié de formations ou visité l'usine avant de lancer leurs propres initiatives de distribution de serviettes hygiéniques. Les produits de l'usine ont été achetés par des organisations telles que Green Tara Nepal, le PNUD Népal, l'orphelinat Tashi, AHF Nepal et le groupe ADARA. Des ministres et des parlementaires ont également visité l'usine afin de mieux comprendre la production durable de

serviettes hygiéniques au Népal. Comme l'a récemment indiqué Radha, leur initiative de serviettes hygiéniques biodégradables a été nommée pour le concours de présentation d'idées Shark Tank Nepal en avril 2025, soulignant l'innovation et la reconnaissance croissantes dans le domaine des produits menstruels biodégradables.

Impact au niveau institutionnel/systémique

Le mouvement DM au Népal a franchi des étapes importantes à différents niveaux institutionnels et systémiques, notamment Parlement, ministères et commissions gouvernementales, municipalités, ONG internationales et nationales, Nations Unies et secteur privé : ces avancées témoignent d'une reconnaissance croissante de la dignité menstruelle comme un enjeu social, politique et de droits humains fondamental. Niveau parlementaire Comme l'a indiqué Radha, une série de réunions entre les militants du DM et les parlementaires a abouti à la motion de résolution sur la dignité Menstruation. L'équipe de recherche a appris, grâce à une publication du RPF sur les réseaux sociaux, que le National L'Assemblée a adopté à l'unanimité la résolution sur les menstruations dignes le 21 mars 2025. Il s'agissait d'une étape historique dans le débat sur les menstruations au Népal. Pour ce faire, comme l'ont souligné les participants du RPF et du DMC-Népal, l'équipe du RPF a mobilisé les réseaux formels et informels et organisé une série de dialogues avec les parlementaires et les médias.

Niveau gouvernemental

Au niveau gouvernemental, la gestion des données a été de plus en plus intégrée aux politiques et programmes qui annoncentLes aspects sociaux et culturels complexes de la discrimination vestimentaire et menstruelle Les données et les discussions ont porté sur les dimensions juridiques, politiques et relatives aux droits de l'homme. Elles se sont concentrées sur les ministères, les commissions et les municipalités.

Ministère des Femmes, des Enfants et des Personnes âgées Le ministère de la Femme, de l'Enfance et des Services sociaux (MoWCSC) a officiellement approuvé la Journée de la dignité menstruelle le 8 décembre 2019. La ministre a annoncé publiquement la proposition et l'a transmise au cabinet par l'intermédiaire du ministère des Affaires étrangères. Le ministère a également coorganisé une série de programmes d'échanges interministériels sur la dignité menstruelle à Katmandou en 2019 et 2020, dont un important atelier de trois jours (2020) qui a réuni les parties prenantes afin d'élaborer des stratégies pour promouvoir la dignité menstruelle. Entre 2020 et 2021, le ministère a piloté des programmes de démantèlement des cabanes menstruelles dans les provinces de Karnali et de Sudurpaschim, en appliquant des lois visant à éradiquer ces pratiques indignes. Cette initiative, baptisée « démantèlement des cabanes pour les femmes souffrant de DM », a constitué une étape cruciale vers l'élimination des barrières physiques et sociales qui perpétuent la stigmatisation des menstruations. En 2020, le ministère de la Femme, de l'Enfance et des Affaires sociales (MoWCSC) a élaboré les Lignes directrices sur la dignité menstruelle (DM) afin de remplacer les Lignes directrices obsolètes de Chhaupadi de 2008 et les a soumises au Parlement pour examen législatif. Par ailleurs, le ministère a intégré avec succès les principes de la dignité menstruelle dans la Loi sur l'égalité des sexes de 2021, inscrivant ainsi la dignité menstruelle dans le cadre juridique népalais plus large de la justice de genre. Ministère de l'Éducation, des Sciences et de la Technologie Grâce à des décennies d'activisme menées par Radha Paudel et son équipe, le ministère de l'Éducation, des Sciences et de la Technologie (MoEST) a entrepris des initiatives alignées sur ces objectifs.

Depuis 2019, le gouvernement a Le ministre Giri Raj Mani Pokhrel a initialement mis en œuvre un « programme de distribution gratuite de serviettes hygiéniques » dans les écoles publiques. distribution des produits biodégradables de RPF serviettes hygiéniques. Le ministère de l'Éducation, des Sciences et de la Technologie a également approuvé la « serviette hygiénique ». Procédure de distribution et de gestion 2019. Ce programme de distribution de protections hygiéniques, qui se poursuit dans les municipalités, n'est pas encore pleinement conforme aux indicateurs d'un environnement favorable aux personnes diabétiques. les produits menstruels, comme l'a souligné l'équipe du RPF, qui continue de plaider pour leur amélioration. DM dans le programme scolaire, Yugbodh Dang, 2017

De plus, le ministère de l'Éducation, des Sciences et de la Technologie (MoEST) a intégré des chapitres relatifs aux menstruations dans les programmes scolaires, suite aux suggestions du Forum régional pour la démocratie (RPF) lors d'un atelier de consultation organisé à Dang en 2017 avec le Centre de développement des programmes scolaires. Les sujets abordés incluent désormais l'explication des menstruations, les abris menstruels, l'hygiène menstruelle, les formes visibles de discrimination menstruelle, la fabrication de protections hygiéniques réutilisables, la discrimination liée aux menstruations et la santé sexuelle et reproductive à différents niveaux scolaires. Cependant, le contenu actuel privilégie l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène (WASH) et les questions liées aux produits d'hygiène, négligeant la discrimination menstruelle pratiquée dans de nombreuses familles au Népal. Ministère de l'Approvisionnement en eau L'analyse documentaire a révélé que le ministère de l'Approvisionnement en eau a initié une action gouvernementale sur la gestion des menstruations en 2017 en organisant une conférence nationale à Dang. Cette conférence a réuni des militants pour les droits des personnes menstruées, des ONG, des bailleurs de fonds et des représentants du gouvernement. La même année, le ministère a organisé une formation internationale sur la gestion des menstruations à Nagarkot. Jouant un rôle moteur, il a coordonné avec d'autres ministères, notamment le ministère de la Femme, de l'Enfance et des Sports, le ministère de la Santé et de la Population et le ministère des Sciences et de la Technologie, l'élaboration d'une politique nationale sur la gestion des menstruations. Radha a été membre clé du comité de rédaction de cette politique. En 2018, le ministère de la Femme, de l'Enfance et des Sports a invité Radha et son équipe à animer une formation de cinq jours à Nagarkot. Par ailleurs, les valeurs de la gestion des menstruations ont été promues grâce à des partenariats avec RPF et l'usine de serviettes hygiéniques biodégradables Miteri, par le biais de formations à la fabrication de serviettes hygiéniques biodégradables et réutilisables destinées aux groupes d'utilisateurs de l'eau à Chitwan en 2018-2019. Ministère de la Santé et de la Population Le ministère de la Santé et de la Population a joué un rôle de coordination lors de l'élaboration de la Politique nationale sur les menstruations dignes en 2017 et contribue aux célébrations de la Journée des menstruations dignes depuis sa création. Radha se souvient également de Le ministère l'a invitée à prononcer un discours sur les programmes de santé pour adolescents. L'implication de Radha dans l'élaboration du programme de formation des infirmières scolaires et dans leur formation souligne l'engagement du ministère à intégrer les valeurs et les principes de DM dans ses activités. Ministère des Forêts et de l'Environnement Le ministère des Forêts et de l'Environnement a reconnu l'importance de la gestion des menstruations lors de l'élaboration des directives relatives à la distribution gratuite de serviettes hygiéniques en 2019, au cabinet du Premier ministre, selon Radha. Tous les ministères se sont engagés à privilégier les serviettes biodégradables dans le cadre du Programme de distribution gratuite. Par ailleurs, Radha se souvient avoir été invitée à prendre la parole lors d'une conférence de

forestiers à Katmandou en 2020, ce qui témoigne de la reconnaissance par le ministère des aspects environnementaux de la gestion des menstruations.

Commissions

La Commission nationale des femmes a activement reconnu l'urgence de lutter contre la discrimination menstruelle. Elle a co-organisé une conférence d'une journée intitulée « La ménopause digne – Un droit humain, pas un privilège » Lors de la 3e Journée internationale de lutte contre la discrimination menstruelle en 2021, une membre de la commission a partagé les enseignements tirés de visites de terrain dans des districts comme Doti et des régions de l'est du Népal. Elle a constaté que la discrimination menstruelle persiste à l'échelle nationale, même si son ampleur varie. Elle a souligné le rôle crucial des autorités locales dans la mise en œuvre de programmes de sensibilisation pour lutter contre cette discrimination au niveau local. En revanche, l'engagement de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) auprès de DM a été mitigé. Si la CNDH a coorganisé la deuxième Journée internationale de DM en 2020 et le premier atelier international de trois jours sur DM du pays, « Elle s'est surtout concentrée sur les formes visibles de discrimination menstruelle, plutôt que de s'attaquer aux violations plus générales des droits de l'homme liées à la discrimination menstruelle à l'échelle nationale.

Zones rurales/Municipalités

Les municipalités sont devenues des acteurs clés de la mise en œuvre des initiatives de gestion des menstruations, notamment grâce au programme de distribution gratuite de serviettes hygiéniques lancé en 2019. Les responsables locaux et les participants au programme ont indiqué que certaines municipalités ont étendu leurs actions au-delà de la simple distribution en organisant des formations à la fabrication de serviettes hygiéniques réutilisables (par exemple, la municipalité rurale de Tatopani à Jumla) et des programmes d'orientation pour les élus et les agentes de santé communautaires (par exemple, la municipalité de Ghodaghodi à Kailali). Plusieurs municipalités, dont les municipalités rurales de Mellekh et Chauarpati à Achham, la municipalité rurale de Kanakasundari à Jumla, la municipalité de Sunwal à Nawalparasi et la municipalité de Madi à Chitwan, ont élaboré des supports pédagogiques. Des panneaux d'affichage ont été installés pour sensibiliser la population aux lois relatives aux menstruations et aux principes de la gestion des menstruations. Certaines municipalités ont intégré cette gestion dans les programmes scolaires, alloué de petits budgets à la promotion d'environnements inclusifs et même élaboré des politiques municipales en la matière. Ces initiatives locales témoignent d'un engagement institutionnel croissant en faveur de la lutte contre la discrimination menstruelle et de la promotion de la gestion des menstruations au niveau local. Intégration de la gestion des données dans les politiques et programmes des ONG internationales L'analyse documentaire révèle que plus de 50 ONG, réparties dans les sept provinces du Népal, s'engagent activement dans la promotion de la gestion des données, notamment à l'occasion de la Journée internationale de la gestion des données et d'autres événements importants comme le 8 mars. De nombreuses ONG, dont AHF Nepal, Akasha Academy, AWFS, CPO, CWIN-Nepal, Eco-Himal, l'association de développement de l'entrepreneuriat et des compétences pour les personnes handicapées, FAYA Nepal, Green Tara Nepal, Hope Foundation Nepal, HDCN, Kopila Nepal, Medicos Society Nepal, SDC Bara, SOSEC et SHAKHI, sont membres du DMC-Nepal. Certaines, comme PACE Nepal (Jumla), ont intégré la gestion des données dans leurs politiques de protection, d'égalité des sexes et d'inclusion sociale (GESI) et de ressources humaines.

Une coordinatrice de la protection de l'enfance de Sarlahi a déclaré : « Depuis que nous travaillons avec le RPF, nous avons apporté plusieurs changements à notre bureau et à notre communauté. Nous avons maintenant des affiches comme "Bienvenue au bureau respectueux des menstruations" et "Des menstruations dignes sont notre responsabilité". » De même, une mobilisatrice sociale de SOSEC (Dailekh) a souligné l'importance du respect des menstruations en affirmant : « Pour que les menstruations soient vécues dignement, il est essentiel que leur gestion soit respectueuse, comme le comprend le DM. » Pour elle, « des menstruations dignes impliquent la mise en place de systèmes et de pratiques visant à éliminer toutes les formes de discrimination menstruelle, y compris dans la gestion des menstruations, ce qui montre que la dignité découle des attitudes individuelles et de changements structurels et sociétaux plus larges. » Parallèlement, une coordinatrice de projet de Dailekh a observé une évolution des moqueries vers la tolérance autour des menstruations, signe d'une acceptation sociale croissante. Ce témoignage illustre comment les convictions personnelles peuvent influencer les interactions sociales et, par conséquent, créer un environnement plus ouvert au dialogue. D'autres ONG extérieures à DMC-Népal, telles que Sustainable WASH for All, REED Nepal, Namsaling Community Development Centre (NCDC), project HER, Her Turn et Global Action Nepal, contribuent également aux efforts de DM. Si, au départ, la mentalité axée sur les bailleurs de fonds a limité l'attention portée au marketing direct, plusieurs ONG internationales ont commencé à intégrer ses principes. Selon un membre de l'équipe DMCNépal, « Des organisations comme AHF Nepal, WWF Nepal, VSO et le groupe ADARA ont activement soutenu les activités de DM. » Une chargée de la protection sociale d'une ONG internationale a décrit comment le programme de formation de formateurs du RPF a élargi ses connaissances, passant de la gestion de l'hygiène menstruelle à la gestion des menstruations, illustrant ainsi l'impact du renforcement des capacités sur l'évolution des approches organisationnelles. Elle a partagé : « Au départ, nous travaillions sur la gestion de l'hygiène menstruelle sans pour autant parler spécifiquement de dignité. Mais lors d'une formation de cinq jours avec Radha, j'ai réalisé que nous pouvions non seulement aborder la gestion de l'hygiène menstruelle, mais aussi parler de diabète sucré. Son expérience montre comment les programmes de formation professionnelle contribuent à élargir le champ de compréhension et l'approche, en déplaçant l'attention de la simple hygiène vers l'aspect plus large et plus critique de la dignité pendant les menstruations. DM aux Nations Unies au Népal Des agences des Nations Unies telles que l'UNICEF, le PNUD, ONU Femmes et l'UNFPA s'engagent également sur les questions liées aux menstruations. Toutefois, d'après l'expérience des membres du DMC-Népal, le PNUD Népal se distingue par son action directe en la matière. Ils se souviennent que le Programme d'appui parlementaire du PNUD a contribué à la célébration des 5e et 6e Journées internationales de sensibilisation aux menstruations en 2023 et 2024 et a facilité le dialogue avec les parlementaires de Karnali, Madhesh et Katmandou. Le PNUD a également soutenu la modernisation de l'usine de serviettes hygiéniques biodégradables Miteri et a impliqué Radha Paudel comme experte lors de discussions sur les femmes dans la paix, la politique et l'égalité des sexes. Un responsable du PNUD en charge de l'égalité des sexes, de l'intelligence sociale et de l'inclusion a également souligné que les sessions de sensibilisation animées par Radha ont été une véritable révélation pour le personnel, en particulier les hommes, ce qui a permis d'intégrer les questions liées aux menstruations dans les projets et les lieux de travail.

DM parmi les Rotariens Des membres du Rotary Club de Bhaktapur ont indiqué que, depuis 2022, le Rotary Club a fait de la gestion des menstruations une priorité. Entre 2021 et 2024, trois Rotariens ont suivi la formation de formateurs de la Fondation Rotary pour la gestion des menstruations (RPF)

sur ce sujet et ont ensuite organisé de nombreuses formations et actions de sensibilisation. Le club célèbre également la Journée de la gestion des menstruations chaque année et publie deux articles rédigés par le personnel de la RPF dans son rapport annuel. Il distribue des serviettes hygiéniques biodégradables produites par Miteri Biodegradable Pad Factory aux écoles et aux jeunes femmes en post-partum. En reconnaissance de la contribution de Radha Paudel au changement social grâce à la gestion des menstruations, le Rotary lui a remis un prix de 100 000 NPR. DM parmi les universités Le RPF et l'Université de Katmandou se sont associés pour octroyer des bourses de recherche à quatre étudiants de master sur la dysménorrhée. Par ailleurs, l'Université de Katmandou bénéficie également de l'expertise du RPF à travers la supervision et l'évaluation externe de recherches sur les menstruations, ainsi que par des conférences publiques sur ce sujet. De plus, des facultés affiliées aux universités Tribhuvan et de Pokhara ont invité Radha à s'exprimer sur la dysménorrhée, contribuant ainsi à intégrer davantage ce thème dans le discours académique. DM parmi les organisations privées Le marketing direct (MD) commence à susciter l'intérêt du secteur privé népalais. Des publications sur les réseaux sociaux du GSCDM et des rapports du RPF mettent en lumière plusieurs entreprises qui soutiennent activement les initiatives de MD. Par exemple, le restaurant Fire and Ice à Katmandou a organisé deux formations de trois jours sur le MD et a accueilli la première Journée internationale du MD en 2019. Le café-restaurant Vegan House à Lalitpur affiche les messages DM dans L'hôtel Ama Garden de Sauraha, dans le district de Chitwan, promeut la sensibilisation au diabète depuis 2022 et propose une bibliothèque-café avec des ouvrages et des documents de référence sur le sujet. La Kathmandu Guest House a collaboré à l'organisation de la Journée mondiale du diabète 2023 et a distribué des kits de sensibilisation aux écoles.

Les institutions financières ont également commencé à s'intéresser aux indicateurs de développement durable. En 2022, le siège social de la Himalayan Bank a organisé un programme d'échange sur le développement durable à l'échelle de Katmandou, destiné à une centaine de directrices d'agence. De même, la Jyoti Bikas Bank a collaboré à un programme d'un an visant à mobiliser les clubs d'enfants à Sunwal, dans le district de Nawalparasi. Par ailleurs, selon un membre de l'équipe du RPF, des publications sur les réseaux sociaux de La Nabil Bank et la Fondation du Groupe Chaudhary ont partagé des messages relatifs au marketing direct, ce qui indique une sensibilisation accrue au sein du secteur des entreprises. Ces exemples témoignent de l'implication croissante du secteur privé dans la promotion de la dignité menstruelle par le biais de la formation, de la sensibilisation et de la mise à disposition de ressources. DM dans le sport Consciente que les personnes menstruées sont partout et que, par conséquent, la gestion des menstruations est essentielle pour toutes, la RPF collabore activement avec des organisations et des clubs sportifs afin de créer des environnements inclusifs. Le Karnali Sports Club, organisateur de l'ultra-marathon international Jumla-Rara, s'est associé à la RPF pour promouvoir la gestion des menstruations lors de l'événement. La RPF a apporté un soutien initial au marathon et a formé 15 jeunes du club aux principes de la gestion des menstruations. Les organisateurs ont affirmé que leur événement sportif était inclusif. De plus, selon un membre de l'équipe DMC-Népal, le club de jeunes Lord Buddha de Lumbini promeut et diffuse activement des informations sur les produits biodégradables. Des protections menstruelles, contribuant ainsi à sensibiliser davantage le public au diabète sucré dans le milieu sportif communautaire. DM parmi les organisations de personnes handicapées et les communautés queer RPF a commencé à travailler avec des personnes menstruées handicapées en 2019-2020 à Dailekh, et leurs histoires sont documentées dans Stories of Discrimination menstruelle envers les femmes handicapées au Népal. Depuis 2020, les ateliers du RPF incluent une

interprétation en langue des signes, et ce, dans toutes les éditions. En 2021, RPF a publié un livre illustré sur la dystrophie musculaire (DM) destiné aux filles atteintes de troubles neurodéveloppementaux, ainsi qu'une version en langue des signes du mini-guide « La DM, l'affaire de tous » et sa vidéo sur YouTube. Des programmes pour les communautés sourdes ont été organisés à Katmandou et à Pokhara entre 2021 et 2022.

L'association de personnes handicapées Udhyamsil Tatha Sip Bikas Apanga Sangh (Nuwakot) est partenaire de RPF depuis 2022. Deux boursiers du programme DM militent activement pour le DM à travers la littérature, des programmes locaux et l'activisme politique. Un autre boursier, figure de proue du plaidoyer aux niveaux national et international, a déclaré : « Partout où je vais, j'intègre le DM dans mon quotidien. » La Fédération des femmes handicapées du Népal (FWDN) et Prayatna Népal (Femmes malvoyantes) participent également aux formations et aux actions de sensibilisation du RPF. « La formation du RPF nous a permis de parler ouvertement des menstruations et du handicap », témoigne une membre de la FWDN. L'Association nationale des femmes handicapées autochtones du Népal (NIDWAN) organise des programmes d'information sur les menstruations et y participe activement. Parmi les retombées positives, on peut citer la diffusion de messages sur les menstruations par l'Association népalaise des aveugles. Mitini Nepal et Unity for Change, toutes deux membres de DMC-Nepal et partenaires de RPF, s'engagent activement dans la défense des droits des personnes atteintes de dysphorie de genre. Unity for Change collabore avec RPF sur des recherches concernant les personnes transgenres et sensibilise les jeunes à la dysphorie de genre. Un membre du personnel d'Unity for Change a indiqué : « Notre partenariat avec RPF a été essentiel pour sensibiliser les jeunes transgenres et queers à la DM. Il a également été constaté que Blue Diamond Society, Queer Youth Group et Drishti Nepal faisaient la promotion de DM via les réseaux sociaux. Journée internationale du marketing direct approuvée La Journée internationale du DM, célébrée chaque année le 8 décembre, a reçu un large soutien au Népal. Des analyses documentaires et des entretiens ont révélé qu'en décembre 2024, environ 11 organisations y compris PACE Népal, le PNUD Népal, les autorités locales Les gouvernements et les écoles ont intégré cette journée à leurs calendriers officiels et programmation. Par ailleurs, le Conseil national de la jeunesse du Népal a coorganisé la 7e Journée internationale de lutte contre le diabète, comme l'ont souligné ses médias sociaux. De plus, Hamro Patro, le tout premier calendrier numérique népalais et anglais du Népal, inclut officiellement le 8 décembre comme Journée internationale de la dignité menstruelle depuis 2023. Par ailleurs, comme mentionné précédemment, de nombreuses écoles à travers le pays ont commencé à célébrer spontanément cette journée, témoignant d'une reconnaissance et d'une célébration croissantes de la dignité menstruelle au sein de la population.

Résumé du chapitre Le mouvement DM au Népal est devenu un puissant catalyseur de changement social, approfondissant la compréhension et l'engagement national envers le DM. Son impact est multiforme. — de la sensibilisation individuelle à l'intégration dans les politiques institutionnelles — démontre l'efficacité du mouvement dans la lutte contre la discrimination menstruelle et la promotion d'un dialogue inclusif. La reconnaissance et le soutien croissants à différents niveaux soulignent son rôle essentiel dans la promotion de la discrimination menstruelle comme un droit humain au Népal.

CHAPITRE IV IMPACT MONDIAL DU MOUVEMENT POUR DES MENSTRUATIONS DIGNES Le chapitre intitulé « Impact mondial du mouvement DM » offre un aperçu de l'engagement et de l'impact du mouvement DM à l'échelle mondiale. Il recense et évalue essentiellement le travail de la GSCDM à

travers ses sections et ses membres. Ce mouvement met en lumière la manière dont la discrimination menstruelle se manifeste à l'échelle mondiale dans divers contextes culturels et politiques : de l'exclusion sociale et des restrictions en Asie et en Afrique aux difficultés rencontrées au travail et dans l'éducation en Amérique du Nord et en Europe, perpétuant ainsi les structures de pouvoir patriarcales et les stéréotypes de genre. Il souligne que les menstruations concernent tout le monde et toutes, et que la discrimination qui y est liée compromet les droits humains fondamentaux, la santé, l'éducation et la participation économique. Le débat met en évidence que la réalisation de la dignité menstruelle à l'échelle mondiale exige le démantèlement des pratiques discriminatoires profondément enracinées et l'intégration de la dignité menstruelle dans les cadres des droits humains afin de garantir que personne ne soit laissé pour compte. Aperçu du GSCDM Le GSCDM se distingue de nombreux réseaux traditionnellement dirigés ou soutenus par des ONG internationales, des agences des Nations Unies ou des bailleurs de fonds. Son origine est profondément personnelle, ancrée dans l'expérience vécue de sa fondatrice, Radha Paudel, qui a été confrontée directement à la discrimination menstruelle. Depuis 2008, Radha participe à des forums internationaux sur la psychologie communautaire, les droits des femmes, les défenseurs des droits humains et la consolidation de la paix, soulignant souvent la discrimination menstruelle comme un problème fondamental mais négligé, à l'origine des inégalités de genre. Malgré les réticences initiales des organisateurs et des bailleurs de fonds qui préféraient éviter le sujet, sa persévérance l'a amenée, de manière fortuite, à entrer en contact avec des réseaux mondiaux clés tels que la Coalition pour l'approvisionnement en santé reproductive (RHSC) en 2015, qui l'a ensuite invitée à rejoindre le GSCDM. Elle souhaitait participer à leurs événements. Radha se souvenait notamment que le RHSC l'avait invitée à ses événements de 2016 (Seattle) et de 2018 (Bruxelles). Plus tard, en 2019, elle a été invitée à la conférence Women Deliver au Canada. Lors de ces conférences, le sujet des menstruations a été abordé, mais, comme Radha s'en souvenait, l'accent était mis exclusivement sur les produits menstruels et l'hygiène. Elle a continué à s'efforcer de sensibiliser le public à l'échelle mondiale en abordant la question des menstruations afin de les intégrer comme un enjeu crucial pour l'équité et les droits humains. Les efforts de Radha pour bâtir un mouvement mondial autour des menstruations ont abouti à la fondation officielle de la GSCDM en 2019. La mission de cette coalition est de démanteler les systèmes d'oppression institutionnels, structurels, interpersonnels et sociaux qui affectent les menstruations et l'accès des personnes menstruées aux droits humains fondamentaux, aux ressources essentielles et à la dignité (GSCDM, 2025). L'approche de la GSCDM «redéfinit les menstruations au-delà de l'hygiène pour les inscrire dans un cadre de cycle de vie centré sur la dignité, en soulignant la discrimination menstruelle comme une forme de violence sexiste et une violation des droits humains, et en plaidant pour un changement de politique et une solidarité mondiale.» partagé par un membre de l'équipe GSCDM.

GSCDM opère depuis son secrétariat basé au RPF à Katmandou, au Népal, Radha en étant la fondatrice et la directrice générale. En mai 2025, le site web de GSCDM indiquait que plus de 95 ONG membres étaient engagées dans la lutte contre le diabète. Parmi elles, 52 étaient originaires d'Asie et 24 d'autres régions du monde. 10 d'Afrique, 5 d'Europe, 3 d'Amérique du Sud et 3 de la région Pacifique. « Souvent, les ONG et les particuliers qui découvrent le DM par le biais des réseaux sociaux et du bouche-à-oreille demandent à adhérer », a indiqué un membre du secrétariat du GSCDM. En mai 2025, son troisième comité de pilotage comptait des membres des États-Unis, du Nigéria, du Pakistan, du Sri Lanka et des Philippines. Le GSCDM s'est développé de manière organique et compte désormais huit sections en Allemagne, au Nigéria, en Amérique du Nord, aux Philippines, au Sri

Lanka, au Pakistan, en Ouganda et au Royaume-Uni. Concepts clés du mouvement DM approuvés Le mouvement pour la dignité menstruelle a influencé le langage et les discours des ONG internationales et locales, des militant-e-s, des universitaires et des médias du monde entier. Les termes qui correspondent aux valeurs du mouvement – tels que menstruation, discrimination menstruelle (englobant toutes les formes de discrimination liées aux menstruations à l'échelle mondiale), dignité menstruelle, personnes menstruées et non menstruées, et produits menstruels plutôt que produits d'hygiène féminine – sont désormais largement utilisés. Le slogan « Parlons menstruels, la dignité d'abord » est devenu un leitmotiv, particulièrement mis en avant lors des campagnes de sensibilisation mondiales. Un chef de projet d'Equipop (France) souligne ce changement de paradigme, en notant que L'attention s'est déplacée au-delà des seules solutions infrastructurelles. sur comme une question fondamentale relative aux droits de l'homme. Elle explique : « Il est crucial de changer le discours dominant, c'est pourquoi nous avons choisi le DM. En appliquant les principes des droits humains, nous pouvons remettre en question les normes profondément ancrées et remodeler le paysage social dans son ensemble. » Le dialogue autour des menstruations. Ce changement met en lumière non seulement l'accès aux produits d'hygiène, mais aussi la dignité, le respect et l'égalité que méritent les personnes menstruées. (Découpage d'un journal local partagé par Emily Friedman)

Ce changement de perspective a eu un impact bien au-delà du réseau direct de GSCDM. Une analyse documentaire a révélé que de nombreuses organisations non-membres – dont Action Aid India, l'American Bar Association (États-Unis), la Conscious Connection Foundation (États-Unis), l'Université de Georgetown (États-Unis), la Hochschule Fulda (Allemagne) et l'Université John Moores de Liverpool (Royaume-Uni) – ont intégré la terminologie et les principes du DM dans leurs communications et leurs programmes. Un événement marquant a été le partenariat avec l'Université Harvard pour l'organisation de la 6e conférence internationale de la Journée du DM, soulignant la reconnaissance mondiale de l'importance du mouvement. Comme évoqué dans un chapitre précédent, les indicateurs de gestion des menstruations, tels que l'approche des trois « P » pour les produits menstruels, les quatre « S » pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH), les quatre « D » pour le congé menstruel et les indicateurs pour les écoles inclusives, sont de plus en plus souvent cités comme des outils pratiques pour intégrer les valeurs et les principes de la gestion des menstruations dans les politiques et les programmes. Par exemple, le projet Baala en Inde a invité Radha Paudel à discuter de la création de lieux de travail inclusifs et a activement promu ce concept par le biais de campagnes sur les réseaux sociaux. Depuis sa création, le slogan « Parlons menstruels, la dignité d'abord » est devenu un appel à l'action mondial, notamment lors des activités de sensibilisation du mois de mai. La coalition milite également pour un changement de terminologie, passant de « hygiène menstruelle » à « santé menstruelle ». En juin 2022, aux côtés du Sikh Human Rights Group (Royaume-Uni), le GSCDM a interpellé le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies afin que la Journée de l'hygiène menstruelle soit officiellement remplacée par la Journée de la santé menstruelle, insistant sur une approche plus globale et fondée sur les droits. Depuis mai 2025, le terme « santé menstruelle » est largement accepté au niveau international, même si certaines organisations allemandes financées par le gouvernement continuent d'utiliser l'ancienne terminologie. Symbole de menstruation digne Le symbole de DM, développé par le GSCDM et conçu par l'artiste Suman L'œuvre Maharjan, conçue par Radha Paudel, a acquis une large reconnaissance internationale en tant que puissante représentation de la dignité menstruelle. Ce symbole – une goutte de sang se transformant en globe terrestre avec des lignes de latitude et de longitude –

signifie visuellement que plus de la moitié de la population mondiale est menstruée, soulignant ainsi le caractère fondamental des menstruations, tant pour l'humanité que pour l'univers lui-même (GSCDM, 2024). Des participants issus de divers contextes internationaux ont exprimé des réactions émotionnelles et réflexives profondes face à ce symbole. Par exemple, un participant indien a confié que malgré des années d'expérience dans les écoles, les universités et les ONG, il n'avait jamais été sensibilisé au concept de DM avant de voir ce symbole, qui l'a profondément touché et lui a insufflé un sentiment de responsabilité l'incitant à prendre la parole. De même, un membre du GSCDM originaire du Sri Lanka a rapporté que les personnes menstruées ressentent souvent de la fierté en découvrant ce symbole, tandis que celles qui ne le sont pas éprouvent un sentiment de responsabilité et des regrets quant à leur silence passé lors des menstruations de leurs mères ou sœurs.

Les membres de GSCDM ont également indiqué avoir adopté le symbole avec enthousiasme, utilisant des autocollants de l'emblème sur leurs postes de travail et leurs appareils personnels, témoignant ainsi de son impact et de son rôle dans la normalisation des menstruations dans les espaces professionnels et publics. Ce symbole fonctionne non seulement comme une identité visuelle, mais aussi comme un catalyseur pour amorcer un dialogue sur les menstruations, renforçant la fierté chez les personnes menstruées et non menstruées, et encourageant la solidarité et la responsabilisation chez ces dernières. Construction d'un mouvement autour de DM Journée internationale du diabète sucré, le 8 décembre Le GSCDM a été pionnier dans la création de la Journée internationale de la discrimination menstruelle, célébrée chaque année le 8 décembre. Les discussions avec l'équipe du GSCDM, y compris son comité de pilotage, ont révélé une compréhension partagée et claire de la raison d'être de cette initiative : i) La discrimination menstruelle est une violation des droits humains ; ii) La discrimination menstruelle constitue une forme de violence sexuelle et sexiste et agit comme un facteur causal de cette violence ; iii) Les commémorations internationales existantes ne prennent pas suffisamment en compte la nature complexe et omniprésente de la discrimination menstruelle vécue dans le monde entier. Malgré un financement minimal, le GSCDM a réussi à mobiliser plus de 2 500 participants et à impliquer 400 conférenciers du monde entier à l'occasion de la 6e Journée internationale du traitement des données. Cet impressionnant résultat est à la hauteur de ses performances. élan populaire souligne la résonance et l'urgence de la cause. (Préparé en consultation avec le GSCDM, avril 2025) Comme l'a révélé une analyse documentaire, des personnes et des organisations non membres du GSCDM, telles que l'Université Harvard (États-Unis), la Hochschule Fulda (Allemagne), People in Need (République tchèque), Share-Net International (Pays-Bas), Sustainable Sanitation Alliance (Allemagne), Water for Women Fund (Australie), World Vision International (États-Unis), The Gurkha Welfare Trust (Royaume-Uni), etc., ont commencé à célébrer cette journée, témoignant ainsi de son rayonnement et de son impact croissants à l'échelle mondiale. Depuis sa création, MenEngage Alliance Global est un partenaire indéfectible du GSCDM et milite activement pour la dignité menstruelle. Leur collaboration se voit notamment par l'organisation d'événements, l'invitation d'intervenants à des conférences, la promotion de messages sur la dignité menstruelle et l'animation de tables rondes. Un représentant de MenEngage a souligné : « Nous collaborons directement avec le GSCDM et nos organisations membres célèbrent également la Journée internationale de la dignité menstruelle. » Ensemble, ces efforts contribuent à

faire de la dignité menstruelle un enjeu fondamental des droits humains sur la scène internationale, favorisant la solidarité, la sensibilisation et l'action dans divers secteurs et régions.

Pétitions et appels soumis pour garantir le DM Nous avons constaté que le GSCDM s'est activement efforcé de sensibiliser l'opinion publique internationale et d'obtenir une reconnaissance politique du traitement des données par le biais de nombreuses pétitions et appels, malgré des ressources très limitées. Parmi les principales pétitions soumises par le GSCDM, on peut citer : 1. 30 mai 2018 : Pétition contre le classement des restrictions menstruelles parmi les pratiques traditionnelles néfastes dans la CEDAW, recueillant 2 745 signatures. 2. 16 août 2019 : Appel à inclure le DM au Sommet de Nairobi sur la CIPD25, avec 510 signatures. 3. 12 novembre 2019 : Appel à faire du 8 décembre la Journée internationale de lutte contre les violences sexistes afin de mettre fin à la violence fondée sur le genre, appuyé par 32 signatures. 4. 29 juin 2020 : Exhorter le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, à soutenir la Journée DM, avec 846 signatures. 5. 19 octobre 2023 : Appel officiel soumis au Secrétaire général de l'ONU pour la reconnaissance officielle du 8 décembre comme Journée du DM, mené par Radha Paudel et remis par le ministre des Affaires étrangères du Népal de l'époque. En outre, le GSCDM a contribué à la Recommandation générale 41 de la CEDAW en soulignant que la discrimination menstruelle est une cause profonde des stéréotypes de genre, des inégalités systémiques et du pouvoir patriarcal. La coalition a également mené des campagnes sur les réseaux sociaux, notamment avec des hashtags, pour inciter des instances internationales clés telles que l'OMS, le Conseil des droits de l'homme et la COP 2025 à intégrer le traitement des données comme un élément fondamental. Problème sous-jacent à l'inégalité des sexes. Ces efforts de plaidoyer stratégique témoignent de l'engagement du GSCDM à démanteler la discrimination menstruelle en tant que violation des droits humains et forme de violence sexiste, en intégrant pleinement la discrimination menstruelle au discours politique mondial et aux droits humains. cadres.

Webinaires en direct Depuis 2019, le GSCDM a organisé plus de 50 webinaires en direct diffusés sur sa page Facebook, touchant un large public international (estimé à environ 30 000 personnes). Le passage aux plateformes virtuelles a été largement plébiscité par la communauté internationale, notamment pendant la pandémie de COVID-19, permettant la poursuite du dialogue et de l'apprentissage malgré les contraintes de distanciation physique. Des participants de tous les continents ont partagé leurs expériences et leurs points de vue lors de ces webinaires, qui couvrent un large éventail de sujets liés aux menstruations. Parmi les thèmes abordés figurent la discrimination menstruelle, les politiques de congé menstruel, la ménopause et son impact sur l'éducation, l'intersection des menstruations avec la santé mentale et les droits et la santé sexuels et reproductifs (DSSR), la crise climatique, les produits menstruels, le VIH/SIDA, l'éducation sexuelle complète (ESC), le rôle des personnes non menstruées dans le plaidoyer, la construction de mouvements, les personnes menstruées en situation de handicap, la fin du mariage des enfants et les efforts de décolonisation du mouvement menstruel. Les webinaires proposaient également des présentations d'ouvrages influents tels que **Menstrual Myth Busting**, **Reorganizing the Menstruation** et **Unholy Blood**, enrichissant ainsi la compréhension des participants quant à la dignité menstruelle sous de multiples angles. Les intervenants et les participants provenaient de nombreux pays, dont l'Australie, le Canada, le Cameroun, le Cambodge, le Chili, la Colombie, le Kenya, les Philippines, le Myanmar, le Vanuatu, le Malawi, le Mexique, le Niger, le Nigéria, le Soudan, l'Ouganda, le Pérou, les États-Unis, le Royaume-Uni et bien d'autres. Cette diversité géographique a

favorisé un riche échange d'expériences et de stratégies culturelles, mettant en lumière à la fois les défis communs et les contextes locaux spécifiques. De nombreux participants ont indiqué que les webinaires offraient une plateforme rare et précieuse pour discuter ouvertement des questions liées aux menstruations, brisant ainsi les tabous et Favoriser la solidarité. Par exemple, certaines personnes menstruées ont fait part d'un regain de fierté et d'autonomie, tandis que celles qui ne le sont pas ont rapporté une prise de conscience accrue et un sentiment de responsabilité renforcé en faveur de l'égalité menstruelle. Engagement dans une ONG CSW Les archives et les témoignages des participants ont révélé que, depuis 2021, le GSCDM participe activement aux travaux de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies (CSW) par le biais de tables rondes virtuelles, tirant parti du passage aux formats en ligne imposé par la pandémie de COVID-19. Le GSCDM et ses organisations membres du monde entier sont intervenus régulièrement lors des différentes sessions de la CSW, soulignant l'importance cruciale de la gestion des données (GD) en lien avec la santé et les droits sexuels et reproductifs, les violences sexistes, les technologies, le mariage d'enfants et l'urgence d'un dialogue sur la GD.

Les thèmes de leurs présentations reflètent une approche globale : la CSW65 en 2021 a souligné l'urgence d'un dialogue sur la dignité menstruelle ; la CSW66 en 2022 a établi un lien entre la discrimination menstruelle et le mariage d'enfants ; la CSW67 en 2023 s'est concentrée sur le rôle des technologies ; la CSW68 en 2024 a mis en avant le rôle essentiel de la dignité menstruelle dans l'élimination des violences sexuelles et sexistes ; et la CSW69 en 2025 a insisté sur la nécessité de faire de la dignité menstruelle un élément fondamental de la santé et des droits sexuels et reproductifs. Grâce à cette participation soutenue, le GSCDM a promu la dignité menstruelle au sein du discours mondial sur l'égalité des genres, favorisant la collaboration internationale et le plaidoyer politique qui reconnaissent la discrimination menstruelle comme un problème systémique de droits humains contribuant à la construction de structures patriarcales. Stages et bourses Au cours de cette recherche, il est apparu que le GSCDM a stratégiquement misé sur les stages et les programmes de bourses pour enrichir le débat mondial sur les maladies menstruelles et constituer un réseau engagé de personnes engagées. Les données empiriques ont révélé que le GSCDM a accueilli 12 personnes menstruées en stage, pour des durées allant de trois à 24 semaines. Si deux stagiaires ont travaillé à distance, la majorité était basée au secrétariat du GSCDM à Katmandou. Ces stagiaires représentaient divers pays et institutions, notamment le Brésil (Université de Boston), l'Allemagne (Université de Hambourg, ASTA, Université d'Osnabrück, Université Columbia), la Suède (Mahindra United World College), la Suisse (Université de Lausanne), les États-Unis (Université de Californie à Berkeley) et le Royaume-Uni (Université de l'Est de Londres). Leurs missions comprenaient la recherche, les campagnes sur les réseaux sociaux, l'engagement communautaire et la mise en œuvre de programmes au sein de leurs institutions respectives. Il est à noter que la fondatrice et directrice de la section Amérique du Nord du GSCDM a débuté son parcours en tant que stagiaire, illustrant ainsi le potentiel du programme pour former les futurs leaders. Un représentant de la section philippine du GSCDM a souligné le rôle crucial du maintien de la motivation au sein du mouvement, déclarant : «J'ai commencé par m'intéresser à ce mouvement lorsque j'ai rencontré Radha en 2016. Plus tard, j'ai commencé à travailler plus activement avec le GSCDM, notamment en rédigeant un chapitre dans le manuel DM. Son témoignage souligne comment un engagement personnel initial peut se transformer en un engagement à long terme, mettant en évidence l'importance de la structure organisationnelle et de la dynamique pour maintenir une participation active et garantir la pérennité des valeurs du mouvement. Parallèlement, le programme de bourses de six mois du

GSCDM a permis à 41 jeunes boursiers, originaires notamment du Bangladesh, d'Inde, du Ghana, de France, du Malawi, de Malaisie, du Niger, du Nigéria, du Pakistan, de Tanzanie, des États-Unis, du Royaume-Uni et d'Ouganda, de participer virtuellement à ce programme. Ce dernier vise à amplifier le mouvement DM à l'échelle mondiale en dotant les jeunes leaders de compétences pratiques et de plateformes de plaidoyer. À titre d'exemple, un ancien boursier malawite a fait état d'un impact communautaire significatif grâce à une formation pratique. «J'ai contacté près de 300 écolières, en leur fournissant une formation pour fabriquer des serviettes hygiéniques et en leur apprenant à les utiliser et à les gérer.

Son travail consistait également à mobiliser des champions masculins, une étape cruciale pour démanteler les barrières sexistes dans le discours sur les menstruations. Par ailleurs, GSCDM a lancé le programme de bourses internationales pour les médias, impliquer 14 journalistes qui ont contribué à sensibiliser le public aux sujets liés aux menstruations, comme les règles écologiques, illustrés par des articles dans des médias tels que le South China Morning Post. (Bhandari, 2025). Cartographie des boursiers du GSCDM Durant leur programme, les participants ont initié des projets liés à la gestion des menstruations (GM) à domicile, au bureau et au sein de leurs communautés, et ont joué un rôle de personnes ressources et de conférenciers. Le programme a permis d'obtenir des résultats concrets en matière de leadership ; par exemple, l'actuel membre du comité de pilotage du GSCDM au Nigéria était un ancien participant. Nombre d'entre eux ont créé leur propre ONG et ont réussi à mobiliser des fonds communautaires, témoignant d'une confiance et d'une influence croissantes. La fondatrice et directrice de la section nord-américaine du GSCDM était l'une des stagiaires qui a également créé une organisation caritative appelée DM INC USA en 2024. Une contribution intellectuelle majeure du programme est la publication de « Stories from Global South », une anthologie sur les menstruations qui rassemble divers récits et perspectives du mouvement. Collectivement, ces résultats empiriques démontrent que les stages et les bourses du GSCDM sont des mécanismes efficaces pour le renforcement des capacités, le développement du leadership, l'impact communautaire et l'amplification mondiale du plaidoyer en faveur du traitement des maladies infectieuses. Formation de formateurs sur DM Le GSCDM a démontré un engagement fort en faveur du renforcement des capacités des personnes et organisations partageant les mêmes valeurs à l'échelle mondiale. Les membres du GSCDM ont indiqué que l'organisation a mené à bien trois sessions de formation internationales en présentiel sur la gestion des données en juillet et octobre 2023, et en juillet 2024. Ces sessions ont permis de former au total 75 participants représentant un large éventail de pays, dont l'Inde, la France, le Népal, les Philippines, le Rwanda, le Togo, le Sri Lanka, la Suède, la Suisse, la Corée du Sud, le Soudan, les États-Unis et le Royaume-Uni. Outre ces programmes de formation internationaux, le GSCDM a répondu à une demande du bureau Asie de l'AIDS HealthCare Foundation (AHF) en organisant une formation spécialisée en gestion des données menstruelles pour 22 jeunes femmes leaders participant au programme Girls Act. Cette formation, qui s'est tenue en 2023, a réuni des représentantes de neuf pays asiatiques. Trois de ces participantes ont notamment contribué à l'anthologie « Histoires de menstruations dans les pays du Sud » et interviennent depuis régulièrement lors de forums internationaux.

Implication de l'équipe GSCDM dans les plateformes internationales

Le GSCDM a participé activement à de nombreux forums internationaux prestigieux, contribuant de manière significative à l'avancement du débat sur la dignité menstruelle, le diabète sucré, l'égalité des sexes et la justice sociale. Parmi ses principaux engagements internationaux, on peut citer : Le Fil

Rouge, 2025 : Tisser les droits et la résistance pour la justice menstruelle ; organisé par la fondation DASTAK ; discours d'ouverture Conférence « Femmes œuvrant pour la paix » (26-28 février 2025) : Présentation sur le marketing digital comme outil de consolidation de la paix 5e Conférence latino-américaine, 2024 : Discours d'ouverture Institut IRISE, 2024 : Table ronde sur la sensibilisation et le plaidoyer en matière de menstruation. Fondation italienne, 2024 : 20e anniversaire ; Discours d'ouverture Conférence sur le climat, 2024 : Menstruation digne ; Implications éthiques et sociales du changement climatique et de la justice environnementale pour l'Afrique et la diaspora. Forum social mondial (2024) : Le GSCDM a organisé un panel spécifique intitulé « Menstruation digne : décoloniser le mouvement menstruel et réinventer le féminisme » et a également participé à un panel général. Women Deliver-2023 : Dignité menstruelle et éducation sexuelle complète pour l'égalité des sexes ; organisé en collaboration avec AHF (HCDA = approche de développement des capacités humaines – Sen 17 novembre 2022, Conférence « Lancer l'action mondiale pour la santé menstruelle » organisée par Period Pandemics – Royaume-Uni – Discours d'ouverture : « L'activisme à l'intersection de la santé menstruelle et des violences sexistes ». Société des professionnels du genre, 2023 : Explorer les interconnexions entre la justice climatique et la santé sexuelle et reproductive ; Sommet panasiatique Reframe 2022 : L'importance du GSCDM ; organisé par Breakthrough ; discussion parallèle Somos Menstruantes, 2022 : Dialogue sur l'importance de la dignité menstruelle au Pérou et en Colombie MenEngage Alliance, 2022 : CSE : Symposium mondial d'apprentissage et de partage sur les valeurs et l'équité en matière de santé et de bien-être MenEngage Alliance, 2021 : Rôle des hommes/garçons : Reconstruction du pouvoir pour la gestion des minorités. En prononçant des discours d'ouverture et en animant des dialogues essentiels, le GSCDM s'est imposé comme un acteur majeur de la défense des minorités et des approches intersectionnelles de l'équité sociale. Ses actions s'étendent à de multiples régions et thématiques – de la consolidation de la paix et la justice climatique à l'éducation sexuelle complète et à la lutte contre les violences sexistes – témoignant ainsi de sa stratégie holistique et inclusive. Cette large participation renforce non seulement la mission du GSCDM, mais favorise également l'apprentissage interculturel, la collaboration et l'influence politique sur les enjeux mondiaux les plus urgents. Plus important encore, ces actions ont permis au GSCDM d'inscrire la gestion des minorités comme une question transversale.

Publications

Le GSCDM/RPF a publié collectivement 22 ouvrages consacrés aux menstruations, comme détaillé dans le chapitre précédent. Radha et d'autres membres de l'équipe GSCDM/RPF ont contribué à plusieurs publications internationales de renom, notamment **Making Menopause Matter**, **Period Matters: Menstruation in South Asia**, **The Palgrave Handbook of Critical Menstruation Studies** et **Gendered Agency in Transcultural Hinduism and Buddhism**. GSCDM a développé une gamme diversifiée de supports pédagogiques pour promouvoir les menstruations dignes dans plusieurs langues, tels que le Mini Handbook on Dignified Menstruation is Everyone's Business (disponible en népalais, anglais, espagnol et langue des signes), Apabitra Ragat (en népalais et en anglais), DM for Girls with Neurodevelopmental Disorders (en népalais et en anglais). D'après l'expérience des membres du GSCDM, les versions anglaises de ces ouvrages ont joué un rôle déterminant dans l'essor du mouvement DM à l'échelle mondiale. La plupart des titres sont disponibles en ligne, notamment sur Amazon, en version imprimée à la demande et en format numérique. Le succès encourageant de ces livres sur Thuprai, une librairie en ligne, témoigne de la demande mondiale

croissante de ressources DM et souligne la dynamique grandissante du mouvement à l'international. De plus, le DM a fait l'objet d'un chapitre dédié dans plus de neuf ouvrages internationaux, servant de plateforme supplémentaire pour sensibiliser et promouvoir la cause à l'échelle mondiale. Lors de la collecte de données par l'équipe de recherche, le GSCDM a annoncé que la DM avait été incluse dans une entrée encyclopédique sur les menstruations et la société, publiée par SAGE Publications, au Royaume-Uni, marquant ainsi une étape importante dans la reconnaissance académique et la diffusion des connaissances sur le sujet. DM intégré à d'autres journées internationales Le GSCDM et ses membres organisent et participent activement à diverses activités en lien avec d'autres célébrations internationales pertinentes, telles que la Journée internationale des femmes le 8 mars. En 2024 et 2025, les organisations membres et non membres — notamment Days for Girls-USA (2024), Health Watch Hammersmith and Fulham-UK (2024), Afro-Asiatisches Institut Salzburg-Austria (2025), Menopause Friendly-UK (2025) et le gouvernement de Nouvelle-Galles du Sud-Australie (2025) — ont concentré leurs efforts sur les droits et la justice menstruels tout en commémorant le 8 mars. De même, de nombreuses organisations membres s'appuient sur d'autres célébrations internationales telles que la Journée internationale des filles, la Journée mondiale de l'environnement et la Journée mondiale de la santé pour promouvoir les droits menstruels. Ces engagements stratégiques contribuent à intégrer les droits et la justice menstruels dans des débats plus larges sur les enjeux sociaux, environnementaux et sanitaires, élargissant ainsi la portée et l'impact du mouvement pour les droits menstruels en tant que sujet transversal.

Les universités créent un discours sur les messages privés

Depuis 2012, Radha Paudel a collaboré avec plus de 50 universités à travers le monde, touchant environ 2 500 étudiants grâce à des conférences en présentiel et en ligne. Ces interventions ont eu lieu dans divers pays, notamment en Autriche, au Canada, en Allemagne, en Malaisie, en Norvège, aux Philippines, au Portugal, aux États-Unis et au Royaume-Uni, plaçant systématiquement la méditation profonde au cœur des discussions. Aux États-Unis, la sensibilisation au diabète sucré (DS) n'a cessé de croître depuis 2013. Lors d'un entretien approfondi, Radha a indiqué qu'en mai 2025, elle avait animé 24 sessions dédiées à plus de 650 étudiants de premier cycle dans diverses universités du pays. Ces sessions ont été organisées par le bureau de conseil de Passage International au Népal, contribuant ainsi à renforcer le débat universitaire sur le DS. Ce travail de sensibilisation universitaire soutenu a joué un rôle essentiel en semant les graines de la DM dans l'enseignement supérieur, en favorisant la prise de conscience, en luttant contre la stigmatisation menstruelle et en inspirant les futurs dirigeants à défendre les droits et la justice menstruels dans le monde entier.

Organisations et réseaux œuvrant autour des menstruations

L'équipe de recherche a constaté que le GSCDM collabore avec environ 95 organisations et réseaux à travers le monde. Ces partenaires ont des objectifs variés : certains travaillent directement sur le diabète sucré, d'autres abordent la question des menstruations de manière plus générale, et d'autres encore interviennent dans des secteurs connexes. Les principaux réseaux mondiaux axés sur les menstruations comprennent les suivants : Centre de santé menstruelle du Groupe de travail inter institutions sur la santé reproductive en situation de crise (IAWG) Coalition pour les fournitures de santé reproductive (RHSC) Réseau mondial des OSC Coalition pour la santé sexuelle et reproductive et la justice climatique Programme Femmes Artisanes de la paix Cercle Genre et justice climatique Gestion de la santé menstruelle de la Coalition africaine

Organisations régionales œuvrant activement sur les menstruations et soutenant la cause du diabète : Région Organisations notables Purple Feminist Group (Myanmar), The Awakening (Pakistan), Viluthu & Shanthimargham (Sri Lanka), Girls UP Emirates, Swastava Cancer Care Society, Orikalankini (Inde), Sierra Madre Sanctuary (Philippines) Asie Fondation africaine pour le développement communautaire, Grandir (Ouganda), Association pour Santé reproductive et familiale (Burundi), Fondation Aniedi Etim (Nigeria), ANPPCAN, CORPSAFRICA (Malawi) Afrique Princesses Menstruantes (Colombie), Menstrual Emancipadas, Medicina de Mujer, Menstruación Digna México, ONG Lahaie Luna Lezama (Venezuela), Carpa Roja México l'Amérique latine Afro-Asiatisches Institut Salzburg (Autriche), Menopause Café (Écosse), Monon.eu (Autriche), Bloody Maries (Allemagne) Europe Amérique du Nord La Fondation Oda, Dignité mensuelle (Canada) Australie Fondation CHALICE

La fondatrice de la Fondation CHALICE en Australie a souligné l'importance de créer un réseau d'éducateurs en matière de menstruation, en accord avec la mission du GSCDM qui consiste à former des personnes et à sensibiliser le public. Elle a déclaré : « Nous aidons des personnes à devenir des éducateurs en matière de menstruation et, de ce fait, nous partageons les objectifs du GSCDM », insistant sur l'importance accordée au transfert de connaissances et au renforcement des capacités. De même, un membre du comité de pilotage du GSCDM originaire du Pakistan a expliqué comment l'implication de Radha dans les formations locales a permis d'introduire la gestion des données de manière respectueuse dans des contextes où ce concept était méconnu. Cette collaboration souligne l'importance de l'expertise et des ressources pédagogiques adaptées au contexte culturel pour favoriser une autonomisation durable des communautés. Comme l'a souligné Radha, la Coalition pour l'approvisionnement en santé reproductive (RHSC) ne s'est pas intéressée aux menstruations avant 2015. Après 2018, elle a commencé à travailler sur la dignité menstruelle de manière indépendante. D'après d'autres membres du secrétariat du GSCDM, d'autres réseaux non encore affiliés au GSCDM, tels que la Coalition ERA aux États-Unis, ont également entrepris de défendre la dignité menstruelle. De même, le programme « Femmes œuvrant pour la paix » a salué et soutenu le travail de Radha, reconnaissant la dignité menstruelle comme un outil de consolidation de la paix permettant de lutter contre les conflits invisibles engendrés par la discrimination liée aux menstruations. Produits menstruels compatibles avec le traitement du diabète L'analyse documentaire et les entretiens ont confirmé que Viluthu, au Sri Lanka, s'est activement engagée à répondre aux besoins en produits menstruels en promouvant les serviettes hygiéniques réutilisables. Un membre du comité de pilotage sri-lankais s'est rendu à l'usine de serviettes hygiéniques biodégradables Miteri, au Népal, afin d'étudier la possibilité de reproduire ce modèle à l'échelle nationale. En juillet 2023, l'équipe du GSCDM a formé plus de 30 participants à Puttalam, au Sri Lanka, pour soutenir cette initiative. Par ailleurs, le gouvernement sri-lankais s'est engagé à Étendre le programme à l'échelle nationale. Les organisations membres de GSCDM au Nigéria et au Malawi s'efforcent également d'aligner leurs projets de protections menstruelles sur l'approche des « Trois P » — axée sur la Personne, la Planète et le Portefeuille — afin de garantir que les produits menstruels soient conformes aux valeurs de DM. Participants à la formation Viluthu

Intérêt accru des donateurs pour le DM

Malgré les réticences initiales des donateurs à soutenir la DM, le GSCDM a progressivement obtenu un soutien financier de diverses organisations. En 2022, l'association Light My Fire a versé 5 000 \$ pour soutenir la campagne DM. La même année, l'AIDS HealthCare Foundation (AHF) s'est associée

au GSCDM pour amplifier la campagne DM par le biais de son programme VIH/SIDA, notamment lors des célébrations de la Journée DM. L'AHF continue de soutenir l'expansion du mouvement DM au-delà du Népal. D'autres donateurs, tels que PROSA, Americares et le Réseau PNUD/N-Peace (Thaïlande), ont apporté un soutien crucial aux initiatives de gestion de la dignité menstruelle lors des pandémies et des opérations de secours après les séismes. Radha Paudel souligne le rôle essentiel d'Amplify Change, un donateur qui défend les intérêts des pays du Sud et des survivantes en soutenant des campagnes de gestion de la dignité menstruelle, notamment des projets à petite échelle qui placent la dignité menstruelle au cœur de l'accès aux droits et à la santé sexuels et reproductifs. Le Plan de Colombo a également apporté un soutien ponctuel aux activités liées à la gestion des menstruations. Parallèlement, l'Agence Française de Développement (AFD) est un partenaire d'apprentissage essentiel pour le GSCDM grâce à son projet Sang Pour Sang (SpS), qui promeut la gestion des menstruations dans neuf pays. Une consultante de PSI Europe (France) a souligné l'importance d'une collaboration à grande échelle, rappelant qu'en 2023, l'Agence française de développement a proposé la création d'un consortium visant à lutter contre les causes structurelles de la discrimination menstruelle dans plusieurs régions du monde. Son implication met en lumière le rôle crucial des partenariats stratégiques entre organisations et bailleurs de fonds pour combattre la discrimination menstruelle systémique et faire progresser le mouvement de la gestion des menstruations à l'échelle mondiale. Cette évolution du paysage des donateurs témoigne des efforts constants du GSCDM et de la reconnaissance croissante du diabète comme un enjeu crucial en matière de droits humains. Les parlementaires intéressés par les messages privés à l'échelle mondiale, les parlementaires, les ministres et même les premiers ministres abordent de plus en plus la question des menstruations, en se concentrant souvent sur les protections hygiéniques et la lutte contre la précarité menstruelle. Cependant, un nombre croissant de responsables politiques militent désormais spécifiquement pour la prise en compte des menstruations comme un enjeu politique et un droit humain. Parmi les personnalités qui se sont exprimées en ce sens, citons Helen Connolly, commissaire australienne aux droits de l'enfant et de la jeunesse (2020) ; Gangan Thapa, ancien ministre de la Santé du Népal ; et la docteure Bimala Rai Paudyal, membre de la Commission nationale de planification du Népal. Ces responsables politiques ont plaidé pour que le droit à la citoyenneté soit reconnu comme un droit politique fondamental. Lors de la 3e Journée et Conférence internationale sur le diabète sucré, co-organisée par le GSCDM, Bhawani Prasad Khapung, ministre d'État à la Santé et à la Population du Népal, et Maree Todd, ministre de la Santé des femmes d'Écosse, ont souligné l'urgence d'aborder la question de la ménopause digne dans le cadre plus large du programme de lutte contre le diabète sucré.

En 2022, la Dre Harini Amarasuriya, Première ministre de la République socialiste démocratique de Sri Lanka, s'est engagée à mettre en œuvre les initiatives du DM, comme elle l'a exprimé dans son message d'avant-propos aux actes de la conférence. Ces soutiens politiques constituent des étapes importantes dans la prise en compte des troubles menstruels dans les débats politiques nationaux et internationaux, témoignant d'un engagement gouvernemental accru en faveur de la justice menstruelle. DM inclus dans les médias/films internationaux Historiquement, la couverture médiatique des menstruations s'est principalement concentrée sur la fiscalité, l'accessibilité et les questions d'hygiène, les présentant souvent comme un problème de précarité menstruelle. Récemment, cependant, plusieurs médias internationaux ont commencé à intégrer le DM dans leurs reportages, en diffusant fréquemment les déclarations de Radha, une figure de proue de la lutte contre le DM. Al Jazeera (2018) a cité Radha soulignant la nécessité d'un dialogue national pour

briser la stigmatisation des menstruations : « Les menstruations sont naturelles... et nous devons faire passer le message scientifique par le biais d'un dialogue national sur la stigmatisation des menstruations. » CNN (2019) a mis en lumière son point de vue selon lequel les menstruations constituent un problème complexe impliquant la marginalisation, les droits des femmes, la santé, l'éducation, l'environnement et l'assainissement, soulignant que se concentrer sur un seul aspect ne permettra pas de résoudre le problème.

Durant la pandémie de COVID-19, des médias comme le South China Morning Post ont mis en lumière une discrimination menstruelle profondément ancrée, en particulier parmi les travailleuses du secteur de la santé. Les bulletins d'information d'organisations telles que ceux du Fonds pour l'assainissement et l'hygiène, du Centre d'apprentissage sur l'assainissement, de Global Gedacht, de Spotlight Nepal et du Reproductive Health Supplies La coalition a également insisté sur l'urgence de la gestion des données en tant que thème transversal.

Plusieurs films et documentaires ont contribué à donner une plus grande visibilité à la question des menstruations dignes à l'échelle mondiale. Des productions internationales venues d'Autriche, des Pays-Bas, des Philippines (comme « Women in Nepal: Fight for Dignified Menstruation » de Forum Asia), de Corée du Sud et des États-Unis ont documenté l'activisme de Radha Paudel, sensibilisant ainsi le public dans de nombreuses langues et régions. De même, une artiste affiliée au Conseil des arts du Canada a expliqué comment son documentaire, réalisé sous la direction de Radha Paudel et projeté au Festival international du film de Katmandou, a permis de remettre les menstruations dignes à l'ordre du jour des législateurs. Le succès de ce documentaire, qui a incité les législateurs à débattre de la question, démontre comment les médias et l'art peuvent être de puissants outils de changement social, favorisant une prise de conscience et une action politiques accrues. Tous ces médias et documentaires ont également ouvert la voie à un dialogue international sur les menstruations dignes. DM en travaux littéraires L'analyse documentaire et l'étude des médias sociaux ont révélé que le thème des menstruations est de plus en plus présent dans les expressions littéraires et artistiques internationales, promu par des organisations membres et non membres de la GSCDM. Diverses formes créatives – chansons, poésie, théâtre, défilés de mode, peintures et récits – ont été présentées dans le cadre de programmes variés afin de lutter contre la stigmatisation des menstruations et de défendre la dignité menstruelle. La poésie, en particulier, s'est révélée efficace pour lutter contre la discrimination et reconquérir l'autonomie corporelle en mettant en lumière le manque de dignité et d'espaces sûrs pour les personnes menstruées. Les chansons en anglais et en allemand, par exemple, utilisent des expressions émotionnellement puissantes et des paroles engagées pour toucher un public plus large, faire évoluer les discours et normaliser les conversations autour des menstruations et de la dignité. Ces interventions artistiques reflètent un changement mesurable dans la sensibilisation et les attitudes du public. Les spectacles de théâtre, les performances de rue et les documentaires ont créé des plateformes inclusives pour la dignité menstruelle et le changement social, déconstruisant les mythes et luttant contre la discrimination grâce à des récits percutants. Les arts visuels – notamment les peintures réalisées avec du sang menstruel, les illustrations, les installations et les bandes dessinées – contribuent également à cet élan. — Remettre en question les pratiques menstruelles discriminatoires et célébrer les menstruations comme un symbole de dignité. Ces initiatives créatives ont non seulement ébranlé des tabous profondément ancrés, mais ont également inspiré des mouvements citoyens et influencé

les débats politiques à l'échelle mondiale. Le GSCDM a également organisé un concours artistique international en 2023, où l'artiste afghane Nadira Ganji a été récompensée pour son travail.

Réseaux sociaux L'analyse des expériences des participantes et des médias sociaux a révélé que le GSCDM a su tirer parti des plateformes numériques pour amplifier le message de la Journée internationale des menstruations dignes à l'échelle internationale. Grâce au partage massif de publications, à l'utilisation de hashtags ciblés comme #MenstruationDignifiée et à la participation à des campagnes telles que la Journée internationale des menstruations dignes, le GSCDM a créé une communauté en ligne dynamique qui défend l'égalité menstruelle et les droits humains. Le président du Rotary Club de Bhaktapur remet le « Sang impie » à la présidente mondiale, Jennifer E. Jones. Les réseaux sociaux ont permis à divers acteurs – militants, journalistes, décideurs politiques et jeunes – de participer à des dialogues dénonçant la discrimination menstruelle et mettant en lumière les troubles menstruels comme un enjeu intersectionnel crucial. Cet activisme numérique a engendré des changements tangibles dans le discours public, l'engagement politique et la mobilisation citoyenne, démontrant ainsi le rôle déterminant des réseaux sociaux dans la promotion des troubles menstruels comme priorité universelle en matière de droits humains. DM parmi les membres du Rotary International L'examen documentaire et l'entretien ont révélé que GSCDM collabore également avec le Rotary International. En 2022, Jennifer E. Jones est entrée dans l'histoire en devenant la première femme à occuper la présidence du Rotary International et elle est depuis une fervente défenseuse du DM. Suite à une pétition de GSCDM exhortant le Rotary à soutenir la Journée internationale du DM, l'engagement du Rotary s'est concrétisé. Cette année-là, le Rotary Club de la Silicon Valley a organisé un webinaire intitulé «L'urgence d'une dignité Menstruation," mettre en lumière la discrimination menstruelle comme un facteur fondamental des inégalités entre les sexes. Pour consolider davantage ce soutien, le Rotary International a organisé un événement dédié au DM lors de sa convention de 2023 à Melbourne, en Australie, démontrant ainsi une solidarité croissante envers la campagne mondiale de DM et soulignant son importance dans les dialogues internationaux. Le président du Rotary Club de Bhaktapur remet le « sang impie » à la présidente mondiale Jennifer E. Jones

Ambassadeurs de bonne volonté

Le site web du GSCDM mentionnait que le DM disposait d'un ambassadeur de bonne volonté pour amplifier les campagnes. Mme Shrinkhala Khatiwada, Miss Népal Monde 2018, architecte et militante sociale, a occupé ce poste. Ambassadeur de 2021 à 2023. Sangita sur le Manaslu Elle a été remplacée par Sangita Rokaya, alpiniste de renom connue pour son ascension réussie du mont Everest, qui occupe ce poste depuis 2024. Ces ambassadrices jouent un rôle essentiel dans la sensibilisation, la mobilisation du soutien du public et la promotion du mouvement pour la dignité menstruelle au sein de diverses communautés. Résumé du chapitre L'impact mondial du Mouvement pour des menstruations dignes, mené par le GSCDM et ses sections, a considérablement fait progresser le discours sur les menstruations dans le monde entier. Grâce à un plaidoyer stratégique et au renforcement des capacités, le GSCDM a consolidé l'engagement politique dans des pays comme le Népal, le Sri Lanka et l'Écosse, favorisant la reconnaissance et la mise en œuvre de politiques en faveur de menstruations dignes. La large reconnaissance de la Journée internationale des menstruations dignes, le 8 décembre, souligne l'influence croissante du mouvement, qui fédère divers acteurs autour d'un programme commun de droits humains. Cependant, il ne s'agit là que d'un premier pas, et de nombreux efforts restent à fournir pour un impact durable. Collectivement,

ces évolutions témoignent de l'importance du mouvement, un rôle crucial dans la transformation du problème de la discrimination menstruelle en une priorité mondiale.

CHAPITRE V DÉFIS LIÉS AU LANCEMENT DU MOUVEMENT POUR DES MENSTRUATIONS DIGNES

Depuis son émergence en tant que nouveau mouvement bénévole du Sud global mené par des survivants, le mouvement DM a dû relever de multiples défis à différents stades et niveaux. Il serait donc impossible de les aborder tous dans un seul rapport de ce type. Cependant, certains des principaux obstacles à son développement ont été regroupés en quelques grandes catégories analytiques : défis conceptuels, individuels et institutionnels. De plus, les défis nationaux et internationaux ont été intégrés à ces catégories. Ce chapitre explore donc les défis multiformes rencontrés par le mouvement DM, en s'appuyant sur les contributions des membres des équipes du RPF et du GSCDM, ainsi que sur les points de vue de personnes et d'organisations non affiliées au RPF, et en prenant en compte les perspectives nationales et internationales. Défis conceptuels

Malgré le discours croissant autour des menstruations, de nombreux responsables gouvernementaux, dirigeants politiques, militants des médias et acteurs du développement continuent d'utiliser le terme « chhaupadi », un terme du dialecte local népalais achhami désignant les menstruations. Le terme « chhaupadi » a été mal interprété et utilisé à mauvais escient, tant au niveau national qu'international, afin de nuire à la campagne. Malgré l'existence d'une politique nationale sur la discrimination menstruelle (DM) depuis 2017, lors d'une discussion récente sur le rapport parallèle de la CEDAW, le 5 février 2025 à Genève, le rapporteur et des représentants du gouvernement népalais ont employé le terme « chhaupadi ». De même, des organismes nationaux clés, tels que la Commission des droits de l'homme et la Commission nationale des femmes, continuent de faire référence à la « chhaupadi » dans leurs politiques et programmes. Les principaux médias nationaux, dont le Kantipur National Daily, utilisent encore le terme « chhaupadi » au lieu de celui de discrimination menstruelle (Dhungana, 2025). Cette perception semble se perpétuer même auprès des jeunes, nourris par l'idée de... Le sang menstruel est considéré comme impur. La coordinatrice nationale du DMC souligne le problème : « On a appris aux jeunes que le sang menstruel est impur, ce qui les amène à suivre des pratiques restrictives à l'école. » Ce conditionnement social perpétue la stigmatisation de génération en génération. Le plus souvent, on aborde les menstruations sous l'angle de l'hygiène ou de la gestion de la santé, en évitant le terme « diarrhée menstruelle » ou en passant sous silence la complexité des discriminations liées aux menstruations. Cette réticence révèle une résistance sous-jacente à la pleine reconnaissance de la diarrhée menstruelle comme un enjeu socioculturel, politique et fondé sur les droits humains. Certains accusent le mouvement pour la reconnaissance de la diarrhée menstruelle d'être piloté par des bailleurs de fonds ou influencé par les agendas des pays du Nord, reflétant ainsi une mentalité coloniale persistante qui entrave son acceptation. De plus, la discrimination menstruelle est souvent perçue de manière restrictive comme une stigmatisation des menstruations, ce qui ne permet pas de saisir sa complexité tout au long du cycle menstruel ni ses implications sociales, économiques et politiques plus larges.

Une journaliste ayant plus de trois ans d'expérience dans la couverture des discriminations menstruelles a constaté que les politiciens, les parlementaires et les militants minimisent fréquemment la gravité de ces discriminations, les comparant défavorablement à des problèmes plus visibles et immédiats comme les violences physiques ou la mort. Ce manque d'urgence contribue à la faible priorité accordée aux discriminations menstruelles malgré leur impact généralisé. Ces

éléments indiquent que la principale raison de la résistance à la discrimination menstruelle est sa faible priorité accordée par les principaux acteurs concernés, même si cette discrimination affecte tout le monde à des degrés et sous des formes variées. Certains chercheurs internationaux utilisent le terme « chhaupadi » et attribuent parfois la discrimination menstruelle au Népal, la considérant comme un problème spécifique, alors qu'il s'agit d'un problème mondial. L'ONU et d'autres organisations classent le « chhaupadi » parmi les pratiques traditionnelles néfastes (GSCDM, 2025), au même titre que la dot et la sorcellerie, et non comme un problème indépendant. Cette approche minimise la complexité et la gravité de la discrimination menstruelle. De plus, les problématiques d'hygiène et de santé menstruelles, ainsi que la précarité menstruelle, contribuent à cette complexité et à cette diversité. L'ensemble de ces exemples et expériences souligne les difficultés rencontrées pour appréhender pleinement la gravité du concept de discrimination menstruelle.

Absent des discours clés Dans les discours nationaux et internationaux, la discrimination menstruelle reste largement absente malgré les progrès significatifs réalisés dans les domaines féministes, des droits des femmes, des droits humains et des objectifs de développement durable (ODD). Depuis l'émergence des mouvements féministes, la promotion des droits des femmes et la mise en place de cadres internationaux relatifs aux droits humains (à commencer par la Déclaration universelle des droits de l'homme en 1948), la discrimination menstruelle a été notablement négligée. Ce silence a perpétué la stigmatisation et l'exclusion, rendant difficile le travail des personnes qui défendent ces droits. « Le mouvement DM a émergé de manière organique », observe un membre de l'équipe GSCDM. Bien que le Népal ait participé activement à ces débats internationaux et mis en œuvre des politiques de santé reproductive – comme la loi de 2018 sur la maternité sans risque et la santé reproductive –, la discrimination menstruelle reste absente de ces cadres. Radha déplore cette marginalisation : « Si j'étais née en Occident et que cette idée y avait vu le jour, le discours et le mouvement auraient eu une ampleur et un impact bien plus importants. » Ceci illustre comment les dynamiques politiques mondiales ont relégué au second plan les questions menstruelles, en particulier celles qui proviennent des pays du Sud. Le Guide pratique sur la discrimination menstruelle souligne que cette discrimination a un impact direct sur au moins neuf des ODD, ce qui en souligne l'importance. Il demeure néanmoins urgent d'intégrer les épistémologies et les réalités vécues des pays du Sud aux cadres féministes et de défense des droits humains dominants.

Presque toutes les participantes ayant une expérience de travail au sein d'organisations féministes, de défense des droits des femmes et des droits humains ont indiqué que les pratiques menstruelles sont rarement abordées sous l'angle des violences sexuelles et sexistes, des droits humains ou du féminisme, même au sein de leurs propres familles et communautés. Nombre d'acteurs perçoivent les menstruations comme une question moins cruciale que d'autres priorités telles que la participation politique des femmes, la consolidation de la paix, les violences sexuelles et sexistes, les droits civiques, la lutte contre la discrimination de caste ou l'égalité des genres et l'inclusion sociale. Les analyses documentaires et les témoignages des participantes montrent systématiquement que les menstruations ne sont pas une priorité. Malgré les efforts de Radha pour lier la DM à la consolidation de la paix, aux ODD et à d'autres enjeux mondiaux par le biais de forums internationaux et de pétitions, elle constate que des résistances persistent à tous les niveaux. En outre, un membre du GSCDM fait remarquer que les principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, tels que la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD) de 1994 au Caire et la Conférence de Pékin de 1995, qui ont identifié 12 domaines de préoccupation critiques, n'ont pas abordé explicitement la question de la discrimination menstruelle.

Lors de l'entretien, les membres du GSCDM ont fréquemment souligné que les discussions se limitant à l'anatomie et à la physiologie des systèmes reproducteurs masculin et féminin, y compris les menstruations, ne permettent pas d'appréhender les dimensions sociales et systémiques plus profondes de la discrimination menstruelle. Malgré de nombreux programmes et initiatives, la discrimination liée aux menstruations n'a toujours pas reçu l'attention qu'elle mérite. Manque de maîtrise en éducation, de l'école à l'université La dignité des menstruations demeure une question largement négligée dans les systèmes éducatifs, de l'école primaire à l'université, malgré des engagements de longue date en faveur d'une éducation de qualité, de la justice sociale, de l'égalité, des droits de l'enfant et de l'éducation des filles au Népal et ailleurs. La première Commission nationale de planification de l'éducation, en 1954, a marqué un tournant. Les premiers efforts déployés en faveur de l'alphabétisation universelle, tels que l'Éducation pour tous (EPT) et le Défi pour l'éducation des filles (GEC) lancés en 2012, ont amélioré l'accès à l'éducation pour les filles marginalisées. Cependant, ces initiatives progressistes ne se sont pas traduites par une prise en compte prioritaire des questions de santé mentale dans le système éducatif. Des efforts gouvernementaux ont été entrepris pour améliorer l'éducation à la santé menstruelle : le ministère de l'Éducation a révisé les programmes scolaires de la 4e à la terminale afin d'y inclure des contenus relatifs aux menstruations, et des politiques telles que la Procédure de distribution et de gestion des protections hygiéniques (2019) soutiennent l'hygiène menstruelle. Cependant, ces initiatives mettent souvent l'accent sur l'hygiène et la distribution de produits, en accordant peu d'importance à la lutte contre la stigmatisation des menstruations ou à la promotion de la dignité. De même, un professeur d'université népalais a constaté que l'éducation à la santé menstruelle est absente même des cursus liés à la santé, tels que les soins infirmiers, la médecine et la santé publique.

Les enfants commencent généralement à s'informer de manière informelle sur les menstruations entre 6 et 9 ans, pourtant aucun programme scolaire ni aucune politique éducative n'aborde explicitement le sujet. Les écoles sont rarement conçues pour être inclusives, faute d'infrastructures adéquates et d'environnements de soutien appropriés. Cette lacune se retrouve dans l'enseignement supérieur, tant au niveau national qu'international, où le sujet reste absent des programmes et des discours institutionnels. Par conséquent, le sujet apparaît comme un cadre théorique relativement nouveau et encore peu reconnu dans le domaine de l'éducation. Des recherches et des analyses documentaires révèlent que, malgré l'existence de programmes de gestion de l'hygiène menstruelle (GHM) – tels que ceux de l'UNICEF, de l'UNESCO et de World Education –, ces programmes privilégient les infrastructures d'hygiène et la sensibilisation de base, plutôt que d'intégrer la gestion des menstruations comme un thème éducatif global et fondé sur les droits. Les membres du GSCDM signalent que les organisations œuvrant dans le domaine de l'éducation et les universités évitent souvent d'aborder la question des menstruations. Un universitaire du Bangladesh a observé : « À ce jour, il n'existe aucun cours ni espace dédié aux menstruations dans les universités où j'enseigne. » Des participants originaires des États-Unis, d'Afrique et d'Asie ont indiqué, rétrospectivement, n'avoir constaté aucune discrimination liée aux menstruations et à la ménopause dans leurs cursus d'enseignement supérieur. Cette négligence persistante au sein des systèmes éducatifs reflète une discrimination menstruelle plus large et une résistance institutionnelle, entravant la normalisation des menstruations et la promotion de la dignité menstruelle. Comblers cette lacune est essentiel pour autonomiser les personnes menstruées, réduire l'absentéisme et promouvoir l'égalité des genres grâce à une éducation éclairée et fondée sur les droits. DM manquant dans les droits de l'enfant Les droits de l'enfant sont au cœur des cadres internationaux et nationaux depuis des décennies, à

commencer par la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (CDE) de 1989, que le Népal a ratifiée afin de réaffirmer son engagement en faveur de la protection de l'enfance. Bien-être des enfants. Une analyse documentaire des publications du GSCDM a révélé que les enfants prennent connaissance des menstruations vers l'âge de 6 à 9 ans. La Convention relative aux droits de l'enfant (CDE) repose sur quatre piliers principaux : la survie, la protection, le développement et la participation ; or, aucun de ces piliers n'aborde la discrimination liée aux menstruations, ni directement ni indirectement. Comme l'a exprimé une participante australienne : « Malgré les nombreux programmes relatifs aux droits de l'enfant, l'information et les interventions concernant la discrimination liée aux menstruations sont insuffisantes. » À l'échelle mondiale, l'ONU, les réseaux et les ONG internationales et nationales s'efforcent de mettre fin au mariage des enfants. Historiquement, la loi Sharda de 1929 (Inde) figure parmi les premières initiatives législatives visant à lutter contre ce fléau. Au cours des 60 dernières années, l'ONU et le Népal ont élaboré de nombreuses politiques et de nombreux programmes destinés à éradiquer le mariage des enfants, une pratique qui demeure très répandue malgré les interdictions légales. Cependant, aucun de ces programmes ne reconnaît la discrimination menstruelle comme un facteur déterminant du mariage des enfants, ni la discrimination liée aux menstruations comme une stratégie pour y mettre fin.

Des experts népalais, spécialistes du mariage d'enfants, soulignent que la stigmatisation et la discrimination liées aux menstruations contraignent de nombreuses familles à marier leurs filles très jeunes, souvent pour éviter les difficultés sociales et culturelles associées aux menstruations. De même, les membres du GSCDM font remarquer que si les programmes de lutte contre le mariage d'enfants se concentrent sur les cadres juridiques, la sensibilisation et l'application de la loi, ils négligent souvent la question des menstruations comme un enjeu central. Cette omission limite l'efficacité des interventions, car la discrimination liée aux menstruations reste profondément ancrée dans les normes culturelles et les attentes sociales qui poussent les filles au mariage précoce.

Absence de DM dans le mouvement menstruel Le mouvement pour les droits menstruels a évolué au cours des dernières décennies, marquées par des étapes clés telles que la création de la Société de recherche sur le cycle menstruel (SMCR) en 1974, l'attention mondiale portée à la santé menstruelle par l'OMS et l'UNICEF en 2012, l'accent mis par l'UNESCO sur l'hygiène menstruelle en 2014 et la sensibilisation à la précarité menstruelle en 2015. Cependant, ces cadres importants ont largement négligé les aspects critiques de la discrimination liée aux menstruations. Le discours dominant est resté étroitement centré sur le cycle menstruel biologique de cinq jours et la gestion des menstruations, négligeant souvent une approche plus globale du cycle de vie et les enjeux complexes et multidimensionnels sociaux, culturels, politiques et relatifs aux droits humains. Cette vision limitée a limité la capacité du mouvement à lutter contre la stigmatisation, l'exclusion et la discrimination profondément ancrées auxquelles les personnes menstruées sont confrontées tout au long de leur vie.

Absence de DM dans les politiques et programmes sectoriels/GESI Alors que les politiques d'égalité des sexes et d'inclusion sociale (GESI) sont de plus en plus intégrées dans tous les secteurs, aux niveaux national et international, la dignité au travail reste remarquablement absente de ces cadres. Le document de l'OIT souligne que les discussions sur la dignité au travail sont essentielles. On met souvent l'accent sur l'égalité salariale et l'équité générale entre les sexes, mais on n'aborde pas la dignité menstruelle ni les difficultés spécifiques rencontrées par les personnes menstruées (OIT C190), telles que la stigmatisation, l'insuffisance des infrastructures et la discrimination tout au long de leur cycle menstruel. — y compris la ménopause et les périodes suivantes. Un membre du GSCDM a indiqué que les politiques sectorielles en matière d'agriculture, de sport, de technologie et

de changement climatique négligent également l'impact des menstruations sur la participation et l'inclusion. Selon un membre du comité de pilotage du GSCDM : « Bien que la plupart des politiques d'égalité des sexes et d'inclusion sociale (GESI) visent à favoriser l'inclusion, elles ont tendance à ignorer la nature complexe et multidimensionnelle de la discrimination liée aux menstruations, qui affecte la santé, l'éducation, l'emploi, l'engagement social, etc. » Cette lacune perpétue l'exclusion et limite l'efficacité des politiques sensibles au genre.

Individu, en tant que Radha, pionnier pour DM Le parcours de Radha Paudel en tant que pionnière du mouvement DM a été marqué par d'importants défis aux niveaux national et international, reflétant la stigmatisation et la résistance profondément ancrées autour des menstruations. Sur le terrain, Radha a dû faire face à une vive opposition et à des menaces personnelles, surtout au début de son militantisme, il y a près de trente ans. Dans les zones rurales, les communautés rejetaient souvent ses efforts d'emblée, la blâmant, refusant de participer à ses ateliers de formation et allant même jusqu'à tenter de l'agresser physiquement, se souvient-elle. Accusée d'être anti-hindoue et qualifiée de femme de mauvaise réputation, elle recevait des menaces de mort de la part de responsables locaux et de militants. Par exemple, un responsable local de Jumla a menacé de la tuer et elle a reçu des appels menaçants d'une fédération hindoue lui intimant de ne pas parler des menstruations. Des chefs religieux ont publiquement condamné son travail, l'un d'eux déclarant même en 2021 que son militantisme était socialement perturbateur, se rappelle Radha. Malgré ces débuts hostiles, Radha se souvient qu'après avoir expliqué les fondements scientifiques, constitutionnels et relatifs aux droits humains de la discrimination menstruelle et du diabète sucré, de nombreux opposants ont assoupli leur position. Elle confie d'ailleurs : « Il m'est plus facile aujourd'hui de travailler avec les populations rurales peu instruites, voire avec les chefs religieux, qu'avec les élites urbaines et instruites. » À Katmandou, Radha s'est heurtée à une autre forme de résistance, subtile mais omniprésente. Au sein des ministères, parmi les avocats, les journalistes, les politiciens et les militants, elle a souvent fait face à des critiques publiques dissimulées sous des arguments culturels et religieux, à des accusations de radicalisme et à une exclusion délibérée des principales tribunes. Par exemple, comme en témoigne un professeur d'université qui participait également au programme avec Radha : « Lors de la projection d'un documentaire et d'une table ronde sur DM le 30 janvier 2025, un représentant du donateur GIZ s'est publiquement opposé à sa participation. » Lorsque le modérateur a annoncé son nom, malgré une confirmation préalable, Radha a également indiqué avoir été qualifiée de « folle » et d'« antimonarchiste » sur les réseaux sociaux et dans le débat public. Certains militants ont ouvertement réclamé des poursuites judiciaires à son encontre, tandis que d'autres ont nui à sa crédibilité auprès des donateurs en prétendant faussement qu'elle était indisponible pour la coordination. Les médias évitaient souvent de publier ses écrits ou tardaient à réagir, et certains remettaient en question la nécessité même d'aborder la question des menstruations alors qu'il existait des problèmes « plus graves ». Elle se souvient d'un écrivain népalais de renom qui disait : « Avons-nous vraiment besoin d'écrire sur les menstruations ? N'avons-nous pas d'autres problèmes plus sérieux ? » Cette exclusion systémique et ces réactions hostiles ne représentent que la partie émergée de l'iceberg des difficultés rencontrées par Radha. Les luttes de Radha se sont étendues au-delà des frontières du Népal. Lors d'ateliers et de séminaires internationaux dans des pays tels que l'Indonésie (2008), la Thaïlande (2011, 2014, 2016), les Philippines (2014), la Turquie (2014) et les États-Unis (2012, 2014, 2016, 2018), elle a rencontré des attitudes dédaigneuses et du scepticisme.

De nombreux observateurs internationaux considéraient la discrimination menstruelle comme un problème spécifiquement népalais, enraciné dans la pauvreté et des pratiques culturelles « barbares », plutôt que comme un enjeu mondial relatif aux droits humains. Cette perception était renforcée par des représentations médiatiques qui exotisaient les difficultés rencontrées par le Népal. Radha se souvient avoir souvent été critiquée par des collègues qui travaillaient auparavant ensemble sur la question des menstruations, via courriels, réseaux sociaux et messages WhatsApp. Ces collègues l'accusaient d'être une faiseuse de troubles au sein du mouvement et réclamaient la fermeture du GSCDM, menaçant même de ne pas célébrer le 8 décembre, Journée internationale des droits menstruels. Ses demandes de collaboration émanant de secteurs tels que la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR), la justice climatique, la planification familiale, la campagne pour l'avortement sécurisé, etc., étaient fréquemment ignorées, ce qui isolait davantage son plaidoyer. Malgré ces obstacles considérables, la persévérance de Radha a permis d'accomplir des progrès significatifs, notamment la création de la Journée internationale de la dignité menstruelle et la reconnaissance croissante de cette dignité comme un droit humain au Népal et au-delà. Son militantisme représente un défi courageux aux conceptions établies des rapports de pouvoir, du patriarcat, de la paix, des droits humains, etc., ainsi qu'à l'inertie institutionnelle, inspirant un mouvement mondial qui vise à démanteler la discrimination menstruelle. En tant que membre de l'équipe RPF ou DMC Népal En tant que membre d'une équipe du RPF ou du DMC Népal, l'un des défis persistants a été « le manque d'espace significatif pour participer et contribuer aux forums clés », a confié un membre du personnel du RPF. Les invitations sont souvent envoyées avec incertitude – « L'avez-vous reçue ? » – pour constater, le moment venu, que les représentants du RPF sont exclus des panels ou privés de la possibilité de prendre la parole. Par exemple, « Lors de la célébration de l'Alliance des partenaires pour la gestion de la santé et de l'hygiène menstruelles (MHMPA) le 28 mai 2025, les discussions ont porté sur la ménopause, mais lorsque j'ai levé la main à trois reprises pour J'ai insisté sur le fait que le diabète sucré englobe la ménopause, mais j'ai été ignorée à plusieurs reprises. Un autre membre du personnel du FPR a confirmé cette information. Il ne s'agissait pas d'un incident isolé ; un silence similaire s'était produit lors de la réunion préparatoire du rapport parallèle de la CEDAW, où les contributions du FPR avaient été accueillies avec mépris, malgré son appartenance à ces organisations. Cette marginalisation s'étend également aux institutions nationales. « Lorsque le FPR a initialement cherché à participer aux panels organisés par les ministères et la Commission des droits de l'homme, nous avons été inclus dans les communications initiales, mais remplacés par la suite sans explication. Une employée de RPF se souvient : « Au niveau mondial, les réponses aux courriels sont souvent retardées ou ignorées, les échéances ne sont pas respectées et les calendriers des programmes sont compressés, ce qui oblige RPF à raccourcir les présentations comme si la dignité menstruelle était un sujet moins important. Ces expériences illustrent la lutte constante pour que la dignité menstruelle soit reconnue et priorisée dans les instances politiques et de plaidoyer. »

En tant que membre de l'équipe GSCDM En tant que membre de l'équipe du GSCDM, je constate d'importants défis au niveau national dans les différents pays. Bien que la discrimination menstruelle soit publiquement reconnue comme un sujet majeur, elle ne bénéficie souvent que de très peu, voire d'aucun financement dédié, tant au niveau national qu'international. De nombreux acteurs perçoivent la discrimination menstruelle comme un problème essentiellement népalais, compte tenu de ses origines, et ne la considèrent donc pas comme pertinente dans leur propre contexte. De plus, on observe une tendance à se concentrer uniquement sur les formes visibles de discrimination

menstruelle, tandis que les formes plus subtiles et invisibles restent négligées. Lorsque les membres du GSCDM cherchent à participer à des forums internationaux, ils sont fréquemment confrontés à l'exclusion : leurs résumés sont rejetés et les discussions sont souvent réorientées vers des problèmes tels que les violences sexuelles ou le changement climatique, jugés plus urgents ou plus concrets. Pour aggraver ces difficultés, certains militants du mouvement plus large pour la santé menstruelle adoptent une attitude compétitive, qualifiant la discrimination menstruelle de vague ou d'irréalisable et arguant que seules les questions d'hygiène sont mesurables et méritent l'attention. Ces dynamiques constituent des obstacles importants à la reconnaissance de la discrimination menstruelle comme un enjeu mondial prioritaire en matière de droits humains. Non-RPF/GSCDM De nombreuses personnes et organisations qui ont adopté la gestion des données après avoir suivi des formations RPF ou GSCDM sont confrontées à des défis importants dans leurs efforts de plaidoyer, tant au niveau national qu'international. Au niveau national, un ancien élève du Child Club devenu militant du DM a partagé sa frustration : « Lorsque j'étais diplômée du Child Club, j'étais souvent invitée à prendre la parole. Mais maintenant, en tant que militante du DM, je suis fréquemment rejetée. Cela reflète une tendance plus générale où les nouveaux défenseurs peinent à obtenir une reconnaissance et un soutien en dehors des réseaux établis. Un participant a fait remarquer, « AIN lui-même résiste ; nous avons Ils les ont invités par divers canaux, mais ils ne célèbrent pas le DM, à l'exception de la Fondation AIDS HealthCare Nepal, de la Fondation SETI et du PNUD Népal. De même, selon un membre du DMC-Népal, « Plan International Nepal aurait cessé d'utiliser les cadres de DM après 2023 malgré la duplication antérieure des publications du RPF. Elle a souligné les difficultés rencontrées pour maintenir cet engagement. Elle a également déclaré a posteriori que « Plan International Népal a utilisé des documents du RPF sans autorisation, puis des négociations ont eu lieu, mais l'engagement pris lors de ces négociations n'a pas été respecté » (voir la photo ci-contre qui montre les excuses publiques de Plan International Népal [en haut] et l'accord de négociation [en bas]).

L'équipe du RPF a constaté qu'en dehors d'Amplify Change et d'AHF, le soutien international au DM reste limité, freinant ainsi la croissance et l'impact du mouvement. À l'échelle mondiale, la communauté des donateurs représente un obstacle supplémentaire. Selon un membre de l'équipe DMC Népal, « Malgré les efforts déployés pour les mobiliser, de nombreux donateurs et réseaux restent réticents à adopter pleinement le marketing direct. » Ces expériences soulignent les obstacles persistants auxquels se heurtent les défenseurs des droits des personnes atteintes de dystrophie mammaire pour obtenir du soutien à cette cause. Résistance de la culture et des religions La discrimination menstruelle au niveau communautaire est profondément ancrée dans les croyances culturelles et religieuses, créant des obstacles importants à la promotion de la discrimination menstruelle. Au Népal et dans de nombreux autres pays, le silence et l'ignorance autour des menstruations sont souvent justifiés par l'invocation de la tradition et de la religion. Un membre du DMC-Népal a déclaré que « les parties prenantes – y compris les médias et des institutions comme la Commission nationale des femmes – ont parfois tendance à stigmatiser les personnes concernées, laissant entendre que la discrimination menstruelle est un problème limité aux régions rurales ou occidentales, et non aux centres urbains ». À l'échelle mondiale, des tendances similaires se dégagent. Comme l'a indiqué un membre du GSCDM, dans des pays comme le Nigéria, le Sri Lanka, l'Autriche et le Canada, la discrimination menstruelle est rarement abordée dans les dialogues sur les droits humains, souvent considérée comme une question culturelle, trop sensible pour être traitée ouvertement. Un membre du DMC-Népal se souvient, « Au Népal, les

communautés hindoues et musulmanes défendent fréquemment des doctrines religieuses qui présentent les menstruations comme un état d'impureté ou une volonté divine, décourageant ainsi toute discussion ouverte ou contestation. Nombreuses sont celles qui croient que les menstruations sont une ordonnance divine qui implique l'exclusion des activités religieuses et sociales. Bien que les communautés bouddhistes et chrétiennes n'affichent pas le même niveau de restrictions visibles, certains rituels marginalisent encore les personnes menstruées en définissant le sang menstruel comme impur ou sale, renforçant ainsi les notions de faiblesse et d'exclusion. Par exemple, les femmes sont souvent interdites d'accès aux temples, aux cuisines ou aux rassemblements sociaux pendant leurs menstruations et doivent accomplir des rituels de purification ensuite. Cependant, même en milieu urbain, nombreuses sont celles qui continuent d'observer des restrictions telles que l'abstention des offices religieux ou des événements sociaux, motivées par une stigmatisation intériorisée et la crainte d'un châtement divin. Ces cadres culturels et religieux non seulement perpétuent la discrimination menstruelle, mais entravent également les efforts visant à promouvoir la dignité menstruelle, car remettre en question ces normes est souvent perçu comme un manque de respect.

Défis au niveau institutionnel Un exemple tragique illustrant ce vide juridique systémique est le décès, en 2017, de deux jeunes filles de 14 et 19 ans à Dailekh, mortes dans des huttes menstruelles en raison de la discrimination liée à leurs menstruations visibles. Radha et ses collègues ont porté l'affaire devant les tribunaux, mais leur plainte a été rejetée au motif d'une absence de législation adéquate, révélant ainsi des carences juridiques systémiques. Comme l'a partagé un membre de DMC-Népal, «Malgré une certaine évolution progressive des politiques en matière de gestion des données, le soutien institutionnel reste faible en raison de l'absence de plans d'action concrets, de budgets dédiés et d'unités de coordination au sein des organismes gouvernementaux.

De plus, les participants ont constaté un faible engagement politique et le fait que le système n'ait pas encore pleinement intégré ni priorisé la dignité menstruelle comme un enjeu fondamental des droits humains. L'un d'eux a déclaré : « Des politiques existent sur le papier, mais sans budget, sans référents ni plans d'action clairs, la dignité menstruelle reste marginalisée. La volonté politique fait défaut et les institutions hésitent à s'en emparer. » Un autre a fait remarquer : «Même lorsque des tragédies comme les décès de Dailekh surviennent, la réponse juridique et institutionnelle est faible, ce qui montre que la discrimination menstruelle n'est pas encore considérée comme une priorité. Selon un membre du GSCDM, « les principales politiques nationales et internationales relatives au mariage d'enfants, aux droits des femmes et à l'égalité des sexes et à l'inclusion sociale – notamment la Déclaration de Paris et les cadres de justice climatique – n'abordent pas explicitement la discrimination menstruelle ». Un autre membre du GSCDM a fait remarquer : «De grands forums internationaux tels que la Commission de la population et du développement (CPD) et l'Initiative de recherche sur la violence sexuelle (SVRI) omettent également la discrimination menstruelle de leurs ordres du jour, se concentrant plutôt sur des questions comme le harcèlement et l'exploitation sexuels. La plupart des participants ont constaté que les médias et les universités, même ceux dotés de politiques d'égalité des sexes et d'inclusion sociale, intègrent rarement la discrimination menstruelle dans leurs cadres de référence, perpétuant ainsi son invisibilité. Les agences donatrices et les organes des Nations Unies limitent souvent leur engagement à l'hygiène menstruelle, négligeant la dimension plus large de la dignité menstruelle. Par exemple, un participant a souligné que «Malgré des engagements personnels, le bureau régional de l'UNICEF n'a pas envoyé la délégation promise à un événement sur le marketing direct, et le bureau de l'UE au Népal ne fait pas de l'intégration du marketing direct une priorité dans les programmes en cours. Il semble que les

bailleurs de fonds nationaux et internationaux préfèrent travailler sur la question générale des menstruations, mais rechignent à s'impliquer spécifiquement dans le diabète sucré. Cela révèle un obstacle systémique majeur pour les défenseurs du diabète sucré. Contraintes de financement La défense des droits des femmes souffrant de diabète sucré (DS) se heurte à d'importantes contraintes de financement qui limitent la recherche, le développement de programmes et la mise en œuvre de politiques. Malgré l'importance reconnue des problèmes menstruels, les données de référence, les études pilotes et les recherches exhaustives sur le DS font défaut en raison d'un soutien financier insuffisant et d'un intérêt limité des donateurs. Ce manque de financement restreint la capacité de planifier et de mener des études approfondies qui pourraient fournir des données probantes pour éclairer les interventions efficaces et intensifier les efforts de plaidoyer. Les participants et la littérature existante soulignent que, malgré de nombreuses initiatives axées sur la gestion des menstruations, les problématiques plus larges liées à la discrimination menstruelle restent insuffisamment étudiées. Par exemple, de nombreuses politiques et programmes gouvernementaux intègrent la gestion des menstruations comme une composante mineure au sein des secteurs de l'eau, de l'assainissement et de la santé, mais ne disposent pas de budgets dédiés ni de plans stratégiques pour aborder la question de manière globale. Coalition mondiale du Sud pou

Le manque de fonds affecte également l'engagement communautaire et les campagnes de sensibilisation, pourtant essentiels pour lutter contre la discrimination menstruelle profondément enracinée à tous les niveaux. De plus, les personnes menstruées LGBTQIA+, les personnes menstruées en situation de handicap, les personnes touchées par des catastrophes climatiques, des situations humanitaires et des pandémies sont confrontées à de multiples formes de discrimination en raison de l'impact systémique et symptomatique de la discrimination menstruelle, limité par le manque de financement. Mentalité colonisée Une mentalité coloniale profondément ancrée continue de saper les efforts déployés pour promouvoir la gestion des menstruations au Népal, se manifestant de manière subtile mais systémique au niveau du financement, de la recherche et de la représentation. Les experts népalais travaillant dans le pays sont souvent confrontés à d'importantes disparités en matière de reconnaissance et de rémunération. Par exemple, une professionnelle népalaise impliquée dans des projets liés aux questions menstruelles a constaté que, malgré leur expertise, les experts népalais locaux sont moins bien payés que même les jeunes collaborateurs étrangers travaillant sur les mêmes projets. Cet écart salarial reflète une sous-évaluation plus générale des connaissances et des compétences locales. De plus, un autre participant a indiqué que, «Les Népalais non-résidents reçoivent fréquemment des financements et des opportunités qui échappent aux experts népalais basés au Népal. Cette dynamique marginalise non seulement les véritables voix locales, mais perpétue également un cycle où la prise de décision et les ressources sont contrôlées par des personnes extérieures au contexte immédiat, souvent déconnectées des réalités du terrain. Les éditeurs et les acteurs internationaux manifestent également un manque de confiance envers les initiatives menées par des Népalais. Ils rejettent souvent les récits locaux, interprètent mal les contextes culturels et hésitent à investir sans preuves solides. Cette exigence de preuves avant le financement crée un paradoxe : comment les organisations népalaises peuvent-elles générer les preuves nécessaires ? » Des données et des preuves nécessaires sans investissement initial ? » s'interroge un membre du GSCDM. Un tel scepticisme et une telle volonté de contrôler la production de connaissances sont caractéristiques d'une mentalité colonisée qui privilégie les agendas des bailleurs de fonds au détriment du leadership autochtone. Malgré des conceptions et des pratiques similaires en matière de discrimination menstruelle au Népal, de nombreuses

militantes et ONG du Sud (Afrique, Asie, Amérique latine) ont tendance à travailler de manière cloisonnée, par exemple en se concentrant sur la distribution gratuite de protections hygiéniques ou la gestion des menstruations. Comme l'a souligné une participante nigériane : « Puisqu'aucun donateur n'a fait du DM une priorité, nous ne sommes pas non plus à l'aise pour travailler sur le DM. » Cependant, ces derniers temps, quelques organisations de défense des droits des femmes menstruelles ont commencé à utiliser le mot « dignité », qui ne véhicule toujours pas la même valeur que le terme « dignité menstruelle ». Cela signifie que la mentalité colonisée demeure un obstacle majeur à la promotion du développement durable au Népal et ailleurs. Pour y remédier, il est indispensable d'opérer un changement systémique qui remette en cause les déséquilibres de pouvoir profondément ancrés et favorise une véritable appropriation et un leadership locaux.

Résumé du chapitre

Le lancement du Mouvement pour des menstruations dignes s'est heurté à d'importants obstacles, notamment des ambiguïtés conceptuelles et son absence des principaux débats publics et politiques. Les membres du RPF et du GSCDM ont rencontré une résistance ancrée dans les normes culturelles et religieuses, ainsi que des barrières institutionnelles marquées par un manque d'appropriation et la perception que les menstruations « ne nous concernent pas ». Le manque de financement et une mentalité coloniale profondément enracinée compliquent davantage les efforts déployés pour faire progresser le mouvement. Malgré ces obstacles, l'initiative continue d'avancer, portée par un plaidoyer constant et une prise de conscience croissante de l'urgence de lutter contre la discrimination menstruelle et de promouvoir la dignité.

CHAPITRE VI ÉVALUATION DU MOUVEMENT DM BASÉE SUR LE CADRE DAC

Le mouvement DM n'étant pas un projet ponctuel, limité dans le temps et bénéficiant d'un financement dédié, l'évaluation de son impact à l'aide d'un cadre d'évaluation de projet existant pourrait s'avérer inadéquate. Toutefois, en l'absence d'un cadre d'évaluation valide pour examiner l'impact d'un tel mouvement, l'équipe de recherche a convenu d'adapter le cadre du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. Le cadre du CAD de l'OCDE, établi en 1960, est un outil largement utilisé pour évaluer les projets de développement. Il repose sur six critères clés : la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la durabilité. Appliquer ce cadre au mouvement pour le développement durable offre une méthode globale pour évaluer dans quelle mesure ce mouvement répond aux besoins des parties prenantes, s'aligne sur les politiques, utilise les ressources et crée un changement social durable. Compte tenu de la nature complexe et fondée sur les droits de l'action en faveur du développement durable, le cadre du CAD constitue une approche solide pour évaluer ses progrès et orienter les améliorations futures. Pertinence La discrimination menstruelle existe à l'échelle mondiale sous diverses formes, mais elle demeure largement méconnue comme un facteur fondamental des déséquilibres de pouvoir et de l'oppression patriarcale. Comme l'a souligné une participante, « La discrimination menstruelle est une violence cachée, une cause sous-jacente de la violence fondée sur le genre (VFG) et une violation des droits humains. En effet, la définition de la violence sexuelle et sexiste (VSS) établie par les Nations Unies en 1993 comporte quatre catégories : la violence physique, sexuelle, émotionnelle et le déni de ressources et de services (Assemblée générale des Nations Unies, 1993). » « Diverses formes de discrimination menstruelle relèvent de plus de deux catégories ; cependant, le terme « violences sexuelles et sexistes » n'aborde pas la discrimination menstruelle. » a exprimé un membre du

GSCDM. » Dans ce contexte, la discussion sur la discrimination menstruelle devient hautement pertinente, car les violences sexuelles et sexistes passent à côté de cet aspect alors qu'il s'agit d'un problème mondial et omniprésent. À l'échelle mondiale, les initiatives WASH (Eau, Assainissement et Hygiène), la gestion des menstruations, la précarité menstruelle, la santé menstruelle, etc., se sont souvent concentrées de manière restrictive sur les protections menstruelles et ont fonctionné de façon cloisonnée, sans prendre en compte la discrimination menstruelle complexe qui entrave la liberté, l'égalité, la dignité et la non-discrimination (Déclaration internationale relative aux droits de l'homme, 1948). Pour aborder ces problématiques, en parallèle des principes fondamentaux des droits humains, un cadre de gestion des menstruations est nécessaire. Puisque la discrimination menstruelle est absente du mouvement féministe (Owen, 2024), le mouvement de gestion des menstruations s'avère pertinent pour combler cette lacune. Ce mouvement y parvient en appréhendant les menstruations comme un enjeu global lié aux droits humains. Le GSCDM envisage « Les personnes menstruées, quelles que soient leurs identités, qui vivent dans la dignité tout au long de leur cycle de vie. » Une participante a souligné que « la discrimination liée aux menstruations nous concerne tous », faisant remarquer que les personnes non menstruées sont également touchées par cette discrimination et jouent un rôle essentiel pour la combattre. De même, il n'existe aucune journée internationale pour dénoncer la discrimination liée aux menstruations, considérée comme une violation des droits humains et une violence sexiste.

Ainsi, la Journée mondiale du diabète est pertinente pour combler cette lacune. De plus, les publications et indicateurs relatifs au diabète sont pertinents pour pallier les carences de ce secteur. Les recherches montrent des changements significatifs aux niveaux individuel et institutionnel, reflétant une évolution du discours qui remet en question les hiérarchies patriarcales profondément ancrées. Comme l'a confié un participant : « Ce mouvement comble une lacune essentielle, incitant la société à affronter et à démanteler les rapports de pouvoir qui perpétuent la discrimination menstruelle. Grâce à son approche inclusive et transformatrice, le mouvement DM reste extrêmement pertinent et trouve un écho dans toutes les cultures et communautés du monde. Cohérence Le mouvement DM témoigne d'une forte cohérence avec les politiques et engagements locaux, nationaux et internationaux. Il s'aligne étroitement sur les cadres internationaux relatifs aux droits humains, notamment la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) de 1979, en particulier son article 5 qui traite des stéréotypes de genre. Il s'aligne également sur les Objectifs de développement durable (ODD) : 9 des 17 objectifs y sont directement liés (Manuel pratique DM, 2020). Le mouvement recoupe également la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées (CDPH, 2006), la Convention relative aux droits de l'enfant de 1989 et la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD) de 1994 sur les droits en matière de santé sexuelle et reproductive. Au niveau national, le droit à la discrimination menstruelle est conforme à la Constitution népalaise (article 14, droits fondamentaux) et se reflète dans des politiques clés telles que la loi népalaise sur la violence domestique (2009), la stratégie contre le mariage des enfants (2014), la loi sur la maternité sans risque et la santé reproductive (2018) et l'éducation inclusive (plan de réforme du secteur scolaire de 2009). La récente résolution parlementaire unanime sur le droit à la discrimination menstruelle (mars 2025) constitue une étape historique, reconnaissant formellement la discrimination menstruelle comme une violation de la Constitution. et les droits humains. Cette résolution renforce les fondements politiques du mouvement et témoigne d'un engagement politique croissant. Selon un stagiaire du RPF, « Les

principes du mouvement — holistiques, inclusifs, décolonisés et axés sur le cycle de vie — sont intégrés dans tous les secteurs, notamment la santé, l'éducation, l'agriculture, le climat, les droits de l'enfant, le handicap, la défense des droits des personnes LGBTQIA+, etc. Elle mobilise activement divers acteurs à tous les niveaux : groupes communautaires, décideurs politiques, médias, chefs religieux et secteur privé. Des formations, des webinaires, des programmes scolaires, des campagnes sur les réseaux sociaux et des ressources pédagogiques renforcent la cohérence en promouvant des messages uniformes et en développant les compétences. Le RPF et le GSCDM ont joué un rôle déterminant en mettant en lumière les lacunes des politiques existantes et en plaidant pour la dignité menstruelle en tant qu'enjeu transversal de justice sociale. Comme l'a souligné un participant, «Ce mouvement fait le lien entre les réalités locales et les engagements mondiaux, en veillant à ce que la discrimination menstruelle soit abordée non seulement comme un problème d'hygiène, mais aussi comme une préoccupation fondamentale en matière de droits humains.

Les efforts de collaboration du réseau GSCDM au Népal et au-delà ont favorisé des changements politiques, accru la sensibilisation et autonomisé les communautés, démontrant ainsi la cohérence du mouvement et son impact croissant à de multiples niveaux. Efficacité Le mouvement DM a accompli des progrès considérables en matière de visibilité, d'acceptation et d'institutionnalisation des problématiques liées à la discrimination menstruelle et des valeurs DM. Le parcours personnel de Radha – illustré par son ouvrage influent *Khalangama Hamala* (un récit de guerre), son travail sur les réformes constitutionnelles sensibles au genre et son engagement pour la paix et la politique – a conféré authenticité et crédibilité au mouvement. Comme l'a souligné une participante : « L'histoire et les écrits de Radha ont donné une voix et une légitimité à la dignité menstruelle, incitant de nombreuses personnes à rejoindre la cause. » Les idées du mouvement ont été diffusées par divers canaux, notamment des livres illustrés, des chansons, des guides pratiques et les réseaux sociaux, touchant un large public au-delà des cercles universitaires traditionnels. Radha a également indiqué qu'elle dirigeait l'organisation et soutenait le mouvement grâce aux droits d'auteur et à la vente de ses ouvrages sur le sujet. Malgré un financement limité, la défense des droits des personnes atteintes de dystrophie mammaire a prospéré grâce à une approche flexible et communautaire, à savoir le modèle Miteri, qui met l'accent sur la collaboration, l'inclusion et la responsabilité partagée. Cette structure organisationnelle horizontale encourage l'action collective, les participants s'engageant souvent bénévolement pour faire avancer la cause. Un membre du GSCDM originaire du Sri Lanka a témoigné : « ... » Radha était ici à Viluthu ; elle nous a formés et aidés à rédiger une proposition, qui a été acceptée, et nous avons pu mener une recherche à l'échelle nationale – une première au Sri Lanka ; ce qui a été possible grâce au soutien bénévole de Radha. Le GSCDM et le RPF utilisent le modèle « 3E » (Éduquer, Autonomiser, Émanciper), un modèle innovant et multifacettes axé sur la pratique, pour impulser le changement. De même, l'écologie Ce modèle, qui implique toutes les parties prenantes, du niveau local au niveau mondial et inversement (effet d'entraînement), a permis de minimiser les lacunes et les réactions négatives, d'atténuer les risques et de faire progresser le mouvement pour la discrimination menstruelle. Grâce à des formations, des ateliers, des webinaires, des conférences, des prises de parole publiques et l'engagement communautaire, les individus et les institutions apprennent à identifier et à remettre en question les dynamiques de pouvoir patriarcales et les inégalités systémiques. Cette approche a permis aux victimes de discrimination menstruelle de prendre la parole et a également incité des individus et des institutions à revoir leurs politiques et leurs pratiques. Une participante a témoigné : « Après avoir découvert la discrimination menstruelle, j'ai réalisé à quel point la discrimination est profondément ancrée et je me suis sentie motivée à agir

pour le changement. » De plus, les médias sociaux, les blogs et la visibilité accrue en ligne due à la pandémie de COVID-19 sont également des outils efficaces pour favoriser le mouvement DM. Les stratégies du FPR remettent également en question les normes patriarcales en créant des réseaux, en renforçant l'éducation et en mobilisant les communautés. Des campagnes comme la Journée internationale des menstruations (8 décembre) ont contribué à normaliser les menstruations et à réduire la discrimination menstruelle grâce au dialogue public et à la médiatisation.

Les initiatives mises en œuvre dans les écoles, notamment l'élaboration de programmes d'études et de guides de référence, ont contribué à créer des environnements d'apprentissage plus respectueux et inclusifs. Comme l'a confié un jeune participant : « Depuis la mise en place de ces programmes, je me sens plus confiante et moins honteuse pendant mes règles à l'école. Les champions de la méditation quotidienne, issus du Child Club (anciens élèves, stagiaires, boursiers, guérisseurs, journalistes, militants, etc.), ont été mobilisés à tous les niveaux. De même, les membres du GSCDM ont activement intégré la méditation quotidienne à leurs activités et l'ont promue auprès des individus et des institutions, malgré des contraintes budgétaires. Malgré ces difficultés, le mouvement de la méditation quotidienne a pris de l'ampleur et s'est imposé dans le débat mondial sur les droits humains. Efficacité D'après les observations de l'équipe de recherche et les échanges avec les membres du RPF/GSCDM, le mouvement DM fonctionne avec une efficacité remarquable malgré un manque criant de ressources. L'essentiel du travail est géré dans un seul appartement, qui sert d'espace personnel à Radha et aux stagiaires, et abrite également les bureaux du RPF et du GSCDM. En ce qui concerne l'efficacité du programme, nous avons constaté que le suivi et l'évaluation continus étaient nécessaires. — formelles et informelles — garantissent l'efficacité des programmes grâce à une réflexion et une adaptation régulière. L'un des principaux atouts du mouvement réside dans l'engagement bénévole du personnel, des stagiaires et des militants, qui travaillent souvent bien au-delà des heures normales, animés par un profond dévouement plutôt que par des incitations financières. Cependant, ce surmenage soulève des inquiétudes quant au bien-être du personnel et à la pérennité du mouvement. Comme l'a souligné un participant : « La passion est immense, mais nous devons aussi prendre soin de ceux qui font avancer le mouvement. Le parcours de Radha illustre cet engagement. Survivante de la guerre et des menstruations Malgré la discrimination, elle a surmonté des obstacles personnels et institutionnels pour bâtir un mouvement fondé sur les droits humains, la santé, l'autonomisation, les droits de l'enfant et l'égalité des genres. Partant d'un militantisme de terrain et d'un engagement formel et informel auprès d'ONG internationales, elle a fondé DMC Nepal de manière informelle, RPF en 2017 et GSCDM en 2019 afin d'institutionnaliser le mouvement DM au Népal et au-delà. Les résultats de l'étude révèlent que si les barrières socioculturelles et politiques demeurent les principaux obstacles à la pratique du mouvement, les contraintes financières limitent également son expansion. Cependant, les participants soulignent que la survie et la croissance du mouvement reposent davantage sur la passion et l'engagement que sur d'importants financements. Un participant a confié : « Même avec des fonds limités, notre dévouement permet au mouvement de rester vivant et de se développer. » Malgré des ressources humaines et financières limitées, GSCDM et RPF ont mené un plaidoyer constant et efficace grâce à une équipe restreinte mais très motivée. Cette efficacité, portée par une vision partagée, souligne la résilience du mouvement et son potentiel d'impact durable.

Impact

Le mouvement DM, mené par Radha et des organisations comme RPF et GSCDM, a eu un impact considérable aux niveaux national et international en redéfinissant les menstruations comme un droit humain universel. Son approche holistique, fondée sur l'universalisme et l'intersectionnalité, a uni des groupes divers et remis en question les normes patriarcales profondément ancrées au Népal et ailleurs. La transformation personnelle et sociétale est une caractéristique essentielle du mouvement. De nombreux participants ont décrit comment la formation et l'engagement autour des menstruations ont modifié leur vision des choses : « Après avoir découvert les menstruations, j'ai commencé à remettre en question les tabous à la maison et à l'école. Maintenant, je me sens capable de m'exprimer. » Les initiatives menées par les jeunes, telles que les campagnes créatives et les clubs d'enfants, ont mobilisé les communautés et suscité le dialogue, tandis que la présence des médias a contribué à normaliser les menstruations dans le discours public. L'influence du mouvement est visible dans les politiques et les pratiques au niveau national. L'adoption à l'unanimité par l'Assemblée nationale de la résolution sur la dignité menstruelle en mars 2025 a marqué un tournant historique, imposant l'intégration de cette dignité dans les politiques gouvernementales, l'éducation et la culture du travail. Comme l'a témoigné une participante : « Voir la dignité menstruelle reconnue au Parlement a été un moment de fierté et d'espoir pour un changement durable. » De plus, des mesures politiques clés telles que la politique relative à la dignité menstruelle de 2017, la loi sur les menstruations de 2017, la distribution gratuite de protections menstruelles biodégradables de 2019, l'intégration de la dignité menstruelle dans la loi sur l'égalité des sexes de 2021, son intégration dans le seizième plan quinquennal et l'allocation de budgets par certaines municipalités ont été mises en place. Par ailleurs, des indicateurs relatifs à la dignité menstruelle sont désormais utilisés dans les écoles et les entreprises, et les supports pédagogiques, les chansons et les manuels de formation du mouvement ont atteint les communautés urbaines comme rurales. À l'échelle mondiale, le mouvement DM a inspiré la solidarité et l'action, avec La Journée internationale du DM (8 décembre) est désormais célébrée dans le monde entier. Des donateurs comme Amplify Change, AHF, la Fondation SETI, etc., et des réseaux comme MenEngaged Alliance, ont déjà intégré le DM à leurs politiques et programmes. De même, l'intégration du mouvement comme programme phare du Plan de Colombo en 2024, impliquant 28 pays, et la publication d'anthologies et de manuels de formation à l'échelle mondiale témoignent de son rayonnement croissant. Les partenariats et les bourses internationales ont permis à des jeunes, des hommes, des hommes trans et des personnes non menstruées de devenir des acteurs de changement, brisant le silence et la stigmatisation dans leurs propres contextes. Des participants du Sri Lanka et d'Amérique latine ont expliqué comment le mouvement DM a remis en question des perceptions profondément ancrées et des pratiques ancestrales fondées sur le silence et la stigmatisation. Selon un membre du GSCDM, « Pendant des siècles, la discrimination liée aux menstruations, qui s'est manifestée par l'exclusion, les restrictions et l'anxiété, était normalisée et touchait la moitié de la population mondiale. Le mouvement a engendré des changements personnels, sociétaux, institutionnels, nationaux et mondiaux en brisant ce silence et en s'attaquant aux mythes, aux préjugés inconscients et aux tabous culturels.

Cela signifie que le mouvement a engendré un profond changement culturel au sein des familles, des communautés, des lieux de travail et des parlements. Le mouvement DM remet en question les cadres et discours féministes et intersectionnels dominants, qui négligent souvent la discrimination menstruelle. Si le féminisme prône globalement l'égalité des genres, il a historiquement négligé les problèmes spécifiques et omniprésents liés aux menstruations. De même, l'intersectionnalité Conçue

pour traiter les identités croisées et les inégalités systémiques, l'approche intersectionnelle omet souvent d'intégrer explicitement la discrimination menstruelle dans ses analyses. Un membre du GSCDM a souligné cette lacune : « L'approche intersectionnelle néglige souvent les menstruations, c'est pourquoi la discrimination menstruelle doit y être explicitement intégrée. » Cette critique plaide pour un féminisme plus inclusif et une intersectionnalité qui reconnaissent pleinement la discrimination menstruelle comme une violation fondamentale des droits humains. De plus, le mouvement DM illustre la praxis décoloniale en s'attaquant de front aux héritages coloniaux ancrés dans le discours, les politiques et les normes culturelles relatives à la santé menstruelle. Comme l'a exprimé un membre du GSCDM : « Il remet en question le récit colonial des menstruations, en les présentant comme un phénomène digne, naturel et sacré. » Il conteste la domination des perspectives du Nord global dans la gestion et la santé menstruelles en mettant l'accent sur les épistémologies du Sud global – en valorisant les réalités vécues, les contextes culturels et les systèmes de connaissances des personnes menstruées dans les pays du Sud. À cet égard, un membre du mouvement DM a souligné : « Au lieu de se concentrer uniquement sur des solutions techniques comme les produits d'hygiène, le mouvement expose la discrimination menstruelle comme un problème mondial et omniprésent, enraciné dans la stigmatisation et l'oppression structurelle, et non comme un problème rural ou isolé. » Résolument décoloniale, DM déconstruit les récits coloniaux et patriarcaux en rejetant les approches réductionnistes et centrées sur le produit. « Elle privilégie les savoirs contextuels propres aux survivants et adopte une perspective holistique du cycle de vie qui inclut tout. » « Toutes les personnes menstruées, sans distinction d'identité ou d'origine », souligne une représentante d'une organisation de la société civile népalaise. En faisant de la discrimination menstruelle un enjeu mondial et en lançant des initiatives menées par les pays du Sud, le mouvement DM réinvente la justice menstruelle en misant sur la dignité et un changement systémique. Durabilité Le mouvement de la gestion des données a déjà pris une forme concrète, constitué une base de connaissances solide et renforcé les compétences du personnel – notamment des experts des pays du Sud – capables de piloter et d'amplifier les actions de plaidoyer. L'analyse documentaire a révélé l'existence de ressources documentaires adéquates sur la gestion des données, jetant ainsi les bases du partage et de l'utilisation des connaissances. De même, un important vivier de champions de la gestion des données a déjà été formé (stagiaires, boursiers, personnel et militants) – « capables de faire progresser le mouvement », souligne un membre du GSCDM.

De plus, même si elle reste modeste, l'adhésion des gouvernements, des ONG internationales et nationales, des réseaux, etc., aux indicateurs de gestion des données témoigne de leur pérennité et de leur appropriation. Ces fondements permettent à d'autres de reproduire et d'étendre le mouvement dans divers contextes. Toutefois, des progrès durables dépendent d'une attention et d'un engagement accrus de la part de la communauté internationale, notamment des donateurs, du monde universitaire et des partenaires au développement. Un défi majeur demeure la traduction des engagements verbaux des gouvernements et des donateurs en actions concrètes et en allocation de ressources. Il apparaît que la viabilité financière est fortement compromise par le manque d'engagement des organismes financeurs aux niveaux local et international. Globalement, la pérennité des programmes, l'appropriation et les engagements sont en hausse ; toutefois, la viabilité financière demeure un défi. Résumé du chapitre L'évaluation du mouvement pour le développement durable (MDD) à l'aide du cadre du CAD révèle des résultats très positifs pour la plupart des critères d'évaluation, témoignant de sa pertinence, de sa cohérence, de son efficacité, de son efficience, de

son impact et de sa durabilité sous divers aspects. Toutefois, la viabilité financière demeure un défi majeur qui requiert une attention stratégique afin de garantir la pérennité et la croissance du mouvement à long terme. Comblar cet écart sera essentiel pour maintenir sa dynamique et amplifier son impact transformateur.

CHAPITRE VII CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Sur la base des éléments de preuve et des conclusions présentés ci-dessus, ce chapitre tire certaines conclusions et présente également des recommandations concrètes pour renforcer la mise en œuvre des politiques, développer l'éducation et le plaidoyer, et favoriser une croissance inclusive et durable du mouvement DM aux niveaux national et mondial. Conclusion Au Népal, le mouvement pour la reconnaissance des menstruations est passé d'un sujet tabou à un mouvement socio-politique inclusif et reconnu, exerçant une influence croissante aux niveaux national et international. Ce mouvement a réussi à faire évoluer le langage, les mentalités et les pratiques concernant les menstruations, en promouvant l'utilisation du terme « mahinawaari » et des expressions « personnes menstruées » et « personnes non menstruées » afin de favoriser l'inclusion. Les menstruations sont désormais reconnues comme un droit humain et sont de plus en plus intégrées aux politiques gouvernementales, aux supports pédagogiques et aux programmes communautaires. Les répercussions institutionnelles du mouvement de défense des droits des personnes handicapées (MD) sont manifestes, tant au niveau individuel qu'au niveau des politiques mondiales. De même, les publications, les arts créatifs et les réseaux de plaidoyer ont contribué à diffuser plus largement les valeurs du MD. La dynamique de ce mouvement démontre que le MD n'est pas seulement un problème népalais, mais une préoccupation universelle en matière de droits humains, le Népal faisant figure d'exemple pour les pays du Sud et au-delà. Né d'une initiative individuelle, le mouvement DM a progressivement trouvé sa place dans le débat politique mondial. Malgré ces avancées, des défis persistent, notamment la résistance de certains individus et institutions, un financement limité et un manque de confiance des partenaires internationaux à son égard.

Recommandations

1. Renforcer les collaborations avec les partenaires financiers et non financiers afin d'élargir la portée et les ressources du mouvement.
2. Élaborer des modèles de financement durables, y compris un budget partagé avec les gouvernements et les communautés locales, afin de soutenir les initiatives en cours et à venir.
3. Cibler les résistances culturelles, religieuses et institutionnelles par des interventions adaptées. Ces projets d'intervention peuvent être autonomes ou intégrés.
4. Constituer progressivement une équipe multinationale et diversifiée afin d'améliorer la coordination régionale et mondiale.
5. En s'appuyant sur la collaboration Sud-Sud, mener des recherches-actions participatives (pluriannuelles/intercontinentales) et des projets appliqués pour générer des données probantes et éclairer les politiques et les pratiques en partenariat avec le monde universitaire et les ONG internationales/nationales.
6. Plaider en faveur d'un soutien accru des donateurs et d'une collaboration internationale renforcée afin de pérenniser et d'amplifier le mouvement au Népal et au-delà.

7. Capitaliser sur les champions du marketing direct pour amplifier le mouvement du marketing direct aux niveaux local et mondial.

8. Renforcer les capacités des champions émergents de la gestion des données, tant au niveau local que mondial, grâce à des programmes de recherche, de formation et de bourses universitaires à court et à long terme, y compris des programmes réguliers, d'échange et axés sur des tâches spécifiques.

9. Diffuser des produits de connaissances sur la DM auprès d'un public diversifié, y compris les personnes menstruées en situation de handicap et les personnes LGBTQIA+.

Pour le FPR, le Secrétariat du GSCDM et le Comité directeur :

1. Intégrer les valeurs et les principes de DM dans leurs politiques et programmes.

2. Écouter des témoignages, accepter le leadership et soutenir les campagnes du réseau national et mondial dirigé par des survivants originaires des pays du Sud.

3. Réorienter les ressources vers la recherche et la collaboration Sud-Sud ; les projets de gestion des données multicontinentaux ; et les initiatives de gestion des données menées par les pays du Sud.

4. Financer et renforcer les réseaux locaux et mondiaux de personnes menstruées en situation de handicap, LGBTQIA+ et celles qui travaillent sur les questions de pandémie et de catastrophe climatique.

5. Prendre des mesures immédiates pour intégrer le cadre DM dans la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR), les droits de l'enfant, les droits de l'homme, les droits des femmes, la politique et l'agenda féministe. Pour les organismes de développement communautaire et les agences de financement

6. Intégrer le DM comme thème transversal dans tous les secteurs, y compris le sport, l'agriculture, le climat, l'emploi, les médias, etc.

7. Renforcer l'engagement et la mobilisation significatifs de les personnes non menstruées, y compris les guérisseurs traditionnels, dans le démantèlement de la discrimination menstruelle à tous les niveaux et dans tous les secteurs.

1. Élaborer une politique indépendante en matière de gestion des données et mettre au point des programmes stratégiques chiffrés pour sa mise en œuvre. Dans le cas du Népal, traduire les acquis politiques, tels que la résolution sur la gestion des données 2025, en programmes concrets dotés de budgets dédiés et de résultats mesurables.

2. Reconnaître la gestion des données comme un élément essentiel et manquant de l'agenda et prendre des mesures pour réformer les politiques relatives à la santé sexuelle et reproductive, aux droits de l'enfant, aux droits de l'homme, aux droits des femmes, à la politique et à l'agenda féministe.

3. Intégrer la gestion des données dans tous les secteurs pertinents, y compris le sport, l'agriculture, le climat, l'emploi et les médias, en intégrant les considérations relatives à la gestion des données

dans les politiques nationales et sectorielles, les processus de planification et les lignes directrices des programmes.

4. Impliquer activement les personnes non menstruées, y compris les guérisseurs, dans les efforts visant à démanteler les troubles menstruels. discrimination, en reconnaissant leur rôle influent dans la définition des normes et des pratiques menstruelles.

5. Collaborer étroitement avec les ONG locales, les organisations communautaires, les militants et les coalitions de lutte contre le déni de masse afin de tirer parti de leur expertise, de leur réseau de proximité et Les connaissances autochtones pour une programmation efficace en gestion des données.

Pour les gouvernements à tous les niveaux

1. Mobiliser les ressources pour promouvoir la recherche et le discours sur les données numériques.
2. Collaborer avec les groupes de défense des droits et la communauté universitaire pour des interventions fondées sur des données probantes, y compris (co)diriger des projets de gestion des données, des recherches appliquées collaboratives et l'acquisition de connaissances.
3. Utiliser efficacement les résultats de la recherche en DM pour influencer les réformes politiques dans tous les secteurs, y compris le handicap et les personnes LGBTQIA+.
4. Développer des programmes d'études, des manuels de formation et des initiatives de sensibilisation créatives adaptés aux personnes atteintes de DM afin de rendre les menstruations dignes et de favoriser un dialogue inclusif dans les écoles, les lieux de travail et les communautés.
5. Élaborer et mettre en œuvre des politiques favorables à la gestion des données dans les milieux de travail universitaires et institutionnels.

Pour le milieu universitaire

1. Renforcer les capacités des professionnels des médias à rendre compte avec précision de la DM.
2. Investir dans la recherche opérationnelle sur l'engagement des médias sur le marketing direct et l'influence du marketing direct sur les médias.
3. Promouvoir activement les récits sur la discrimination menstruelle et jouer un rôle de surveillance contre la désinformation à ce sujet.
4. Élaborer et mettre en œuvre des politiques favorables au marketing direct au sein des entreprises médiatiques.